

PAIX ET SÉCURITÉ



LE CANADA DANS UN MONDE EN CRISE

PAR BOYCE RICHARDSON

Heping
Beijing s'efforce
de faire oublier le
printemps 1989.

Thomas Weiss
Les rapports
ambivalents de
Washington avec
l'ONU.

Heribert Adam
Où va l'Afrique du
Sud ?

Michael Bryans
L'URSS : le plus
grand laboratoire
d'économie au
monde.

Véra Murray
Lettre de Prague.

Bernard Wood
La politique de
défense du Canada.

Dans le présent numéro :

Nouvelles publications de l'Institut

LIMITATION DES ARMEMENTS NUCLÉAIRES

Le respect des mesures propres à accroître la confiance : d'Helsinki à Stockholm par Michael Holmes, Exposé n° 30, février 1990, 8 pages.

«Conventional Arms Control and Disarmament in Europe: Canadian Objectives» par Douglas Hamlin, Document de travail n° 20, janvier 1990, 50 pages.

LIMITATION DES ARMEMENTS NUCLÉAIRES

Les incidences du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) par Jane Boulden, Exposé n° 31, mars 1990, 8 pages.

RÈGLEMENT DES CONFLITS – THÉORIE ET PRATIQUE

La dissuasion : analyse des paramètres de réussite par Richard Ned Lebow et Janice Gross Stein, Cahier de l'Institut n° 8, février 1990, 90 pages.

DÉSARMEMENT

«Closing the Gap: Disarmament and Development, the International Debate» par Steve Lee, Document de travail n° 22, février 1990, 35 pages.

OUVRAGE DE RÉFÉRENCE

Analyse de la conjoncture 1989-1990 La paix en notre temps ? Un programme d'action canadien pour les années 1990 par Bernard Wood. Une fois l'an, le Directeur général de l'Institut fait le point sur l'évolution des grands dossiers intéressant la paix et la sécurité et sur ses conséquences pour les politiques canadiennes.

NOTE DE LA RÉDACTION



■ Depuis quelques mois, on arrive à peine à suivre la cadence des changements en Union soviétique, en Europe de l'Est et en Afrique du Sud. Pour avoir des émotions fortes, on délaisse maintenant les séries télévisées à sensations au profit des émissions d'information. Les historiens devront traiter, dans un chapitre bien particulier, les événements qui auront marqué le passage des années 1980 à 1990.

Mais déjà, de nouveaux défis se présentent à nous. Depuis des décennies, nous avons abusé des ressources de la Terre, et il nous faut maintenant résoudre les problèmes causés par la pollution atmosphérique, la pollution de l'eau, la dégradation des sols, le pillage des océans

et les changements atmosphériques qui provoqueront à long terme des modifications climatiques à l'échelle planétaire. De plus, les déséquilibres inacceptables de l'économie internationale, la croissance démographique accélérée et la pauvreté omniprésente menacent sérieusement l'avenir du genre humain.

Rassemblant les connaissances et les compétences d'une dizaine d'instituts de recherche, de ministères et d'universités, l'Institut pour la paix et la sécurité a produit un ouvrage sur les façons dont le Canada pourrait affronter les principaux dangers risquant de compromettre la sécurité internationale dans l'avenir. Des extraits du livre de **Boyce Richardson**, qui sera publié au printemps chez Libre Expression, constituent l'article principal du présent numéro de *Paix et Sécurité*.

Tout semble s'être calmé à Beijing depuis le mois de juin dernier. **Heping**, qui observe la scène chinoise de près, nous fait part des sentiments qui déchirent maintenant la population chinoise. Les jeunes veulent la prospérité à l'occidentale, le gouvernement n'a plus vraiment de grand défi socialiste à relever, et l'armée a perdu la confiance du peuple. Il semble de plus en plus impossible de gérer plus d'un milliard d'habitants sans décentralisation.

Selon **Heribert Adam**, les changements en Afrique du Sud ne s'opéreront pas au même rythme

qu'en Europe de l'Est, et il explique pourquoi.

Après des années d'indifférence et d'opposition, l'URSS est aujourd'hui un des plus francs partisans de l'ONU, contrairement aux États-Unis qui n'accordent plus leur appui à l'Organisation. **Thomas Weiss** soutient que le Canada devrait encourager fortement les États-Unis à accorder leur appui aux institutions multilatérales, car ces dernières servent les intérêts américains.

Une crise économique sévit en Union soviétique, et il est important pour les dirigeants d'en sortir le pays, et rapidement. Sauf qu'il n'existe aucun «modèle» à suivre, car une telle situation ne s'est jamais produite ailleurs auparavant : il faut créer une économie de marché, typique des sociétés occidentales à partir des restes d'un système hautement hiérarchisé. **Michael Bryans** décrit, avec exemples à l'appui, les problèmes auxquels est confronté Mikhaïl Gorbatchev.

Vera Murray a eu l'occasion de se rendre à Prague à maintes reprises ces derniers mois, dans sa famille qu'elle avait quittée il y a plus de vingt ans. Elle nous fait vivre les émotions qui l'habitaient lors d'une récente visite, quelque deux semaines après l'élection à la présidence de Václav Havel.

— Hélène Samson

Institut

canadien pour

la paix et

la sécurité

internationales

Directeur général :
Bernard Wood

Membres du conseil d'administration :
David Braide, *Président*
Beatrice Bazar
Lise Bissonnette
Lincoln Bloomfield
Orest Cochkanoff
Gisèle Côté-Harper
Francine Fournier
Edward Greene
John Halstead
Claude Julien
Reginald Lane
Jacques Lévesque
Judith Padua
Harry A. Porter
Eleonor Powell
Mary Simon
Bernard Wood

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationale a été créé par une loi du parlement du Canada en 1984 pour «accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien». L'Institut ne se fait l'avocat d'aucune politique particulière, pas plus qu'il ne prend part à l'élaboration des décisions gouvernementales. L'Institut est une société de la Couronne. Ses administrateurs sont nommés par le gouvernement du Canada qui consulte tous les partis reconnus à la Chambre des communes. Ces dispositions aident à garantir l'autonomie de l'Institut.

PAIX ET SÉCURITÉ

Bureau de rédaction :

Nancy Gordon, *Présidente*
David Cox, Charlotte Gray,
Roger Hill, Madeleine Poulin

Rédacteur en chef :
Michael Bryans

Rédactrices en chef adjointes :
Hélène Samson, Eva Bild

Rédacteur de la chronique des livres français :
Jocelyn Coulon

Présentation et production :
The Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto

Version française :
(sauf indications contraires)
Sogestran Inc., Denis Bastien
Courrier de la deuxième classe
— Enregistrement n° 7944
Port payé à Smiths Falls
Retour à l'expéditeur garanti
ISSN 0831-1846

Paix et Sécurité paraît tous les trois mois. Ce bulletin vise à informer la population canadienne sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes

les opinions ayant cours au pays sur les questions susmentionnées. Les opinions formulées dans chaque article sont exclusivement celles de l'auteur. **N'hésitez pas à nous faire part de vos observations et idées.**

Tout texte de *Paix et Sécurité* peut être repris dans des périodiques, revues ou autres médias imprimés, à condition que l'Institut en accorde préalablement l'autorisation expresse écrite, et à condition que ces périodiques, revues ou autres médias imprimés citent leur source. Les droits d'auteur des illustrations, dessins, graphiques et autres travaux artistiques figurant dans *Paix et Sécurité* appartiennent à l'artiste qui les a réalisés et ne sauraient être réimprimés ou reproduits sous quelque forme que ce soit sans l'autorisation expresse écrite de l'Institut et de l'artiste. Les institutions éducatives peuvent photocopier les textes de *Paix et Sécurité*, à condition que ce soit en tirage limité.

© L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, 1990.

SOMMAIRE



-
- 2 **LE CANADA DANS UN MONDE EN CRISE** PAR BOYCE RICHARDSON
Extraits d'un nouveau livre incitant le Canada à réfléchir aux moyens qu'il doit prendre pour faire face aux dangers naissants qui menacent la sécurité internationale.
-
- 6 **LES MALAISES DE L'INCERTITUDE** PAR HEPING
C'est dans la décentralisation que réside sans doute la dernière véritable chance de la Chine.
-
- 8 **RAMENER LES ÉTATS-UNIS AU BERCAIL** PAR THOMAS G. WEISS
Les États-Unis ne sont pas encore convaincus de la nécessité d'appuyer l'ONU.
-
- 10 **DES PRISONNIERS POUR PRÉSIDENTS** PAR HERIBERT ADAM
Nelson Mandela pourra-t-il passer d'une cellule de prison à la présidence de son pays ?
-
- 12 **À QUAND LES TABLETTES REMPLIES EN URSS ?** PAR M. BRYANS
Les dirigeants soviétiques cherchent à définir une nouvelle économie qui allierait «marchés socialistes» et prospérité occidentale.
-
- 24 **LETTRE DE PRAGUE** PAR VĚRA MURRAY
Une exilée ayant quitté son pays à l'issue du «printemps» de Prague retourne en Tchécoslovaquie pour y assister à la révolution tranquille.
-

■ **Boyce Richardson** est écrivain et cinéaste pigiste à Ottawa; il est l'auteur du livre intitulé *Strangers Devour the Land*; **Heping** est le pseudonyme d'un observateur qui suit de près la scène politique chinoise; **Thomas G. Weiss** est expert invité principal à l'*Institute for International Studies* (Brown University), et il était autrefois directeur général de l'*International Peace Academy* à New York; **Heribert Adam** est professeur de sociologie à l'Université Simon Fraser; avec Kogila Moodley, il a publié l'ouvrage intitulé *South Africa Without Apartheid*; **Michael Bryans** est rédacteur en chef du magazine *Paix et Sécurité*; **Věra Murray** est correspondante du magazine *L'Actualité* à Moscou.

14 CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS

18 NOUVELLES DE L'INSTITUT/RESSOURCES

15 CHRONIQUE DE LA DÉFENSE

21 NOTES DE LA DIRECTION

16 EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE

22 LIVRES

17 À L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

LE CANADA DANS UN MONDE EN CRISE

PASSONS À L'ACTION

L'Institut pour la paix et la sécurité a produit un ouvrage fondamental sur les façons dont le Canada pourrait affronter les principales menaces qui pèseront sur la sécurité internationale dans l'avenir.

PAR BOYCE RICHARDSON

VERS LA FIN DES ANNÉES 1980, partout, les gens ont commencé à prendre conscience de l'ampleur des changements qui attendent la société humaine. Bien entendu, le monde change constamment, mais souvent, cela s'est fait graduellement, si discrètement que la plupart des gens ne s'en sont même pas aperçus. L'ère des communications par satellite a mis fin à cette époque. Des pays qui, il y a dix ans seulement, étaient à l'abri des grandes influences intellectuelles et technologiques qui balayaient la majeure partie de la planète reconnaissent aujourd'hui qu'ils ne peuvent plus se calfeutrer derrière leurs frontières. Pendant ce temps, dans des parties mieux loties du monde, l'idée bien ancrée et réconfortante d'une supériorité économique et technologique s'effrite inexorablement.

Vers la fin des années 1980, cela s'est traduit dans certains pays par des soulèvements cataclysmiques, comme les manifestations de Beijing, en 1989, au cours desquelles des millions de personnes ont réclamé des changements. En Europe de l'Est, de vieux liens se sont défaits avec une rapidité qui laisse encore incrédules les gens habitués aux rigidités de la Guerre froide. Et dans les pays qui goûtent depuis longtemps les fruits de l'industrie et de la technologie, essentiellement ceux d'Amérique du Nord et d'Europe, de vieilles certitudes quant au caractère inéluctable et permanent du progrès se sont érodées.

Les raisons en sont nombreuses. Les populations sont plus promptes que jamais à exploser. Notre monde est de plus en plus bipolarisé, avec d'un côté les riches et de l'autre, les pauvres. Il est de plus en plus évident que notre planète ne peut supporter l'insouciance des méthodes actuelles de développement économique. Même les gens qui semblent tout avoir, parmi lesquels les Canadiens, se sont mis à douter fortement de l'avenir.

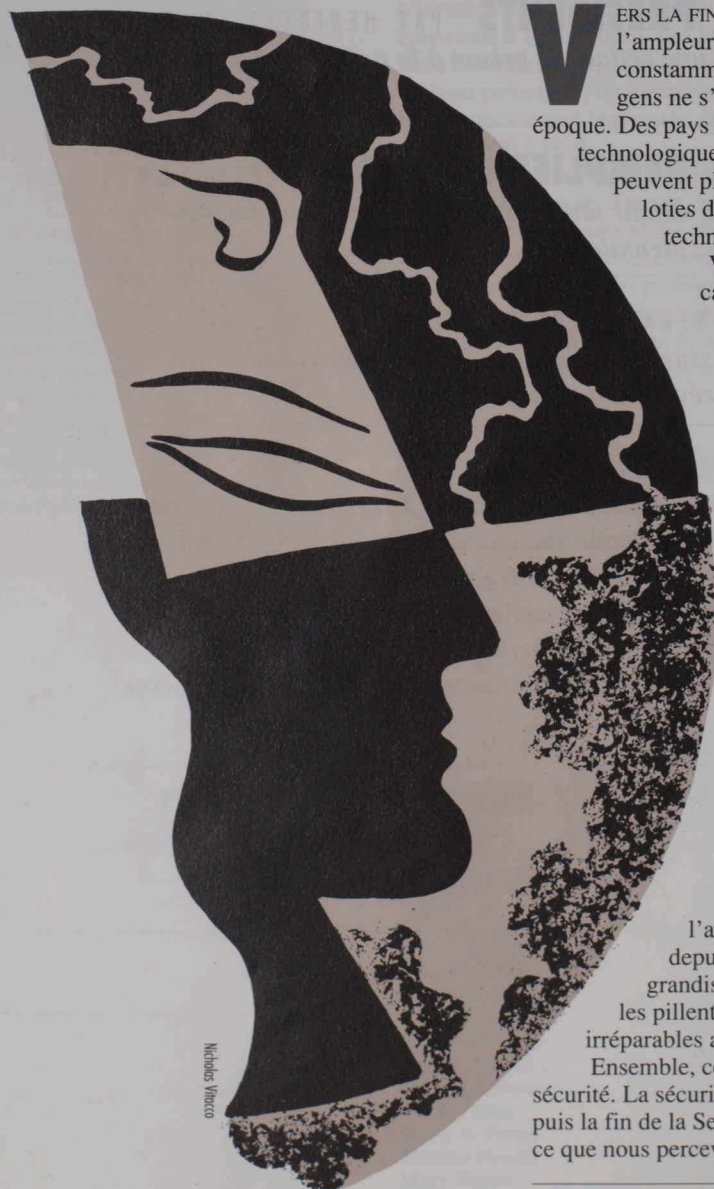
Ce qui est nouveau dans les années 1980, c'est que ces perceptions du besoin de grands changements dans l'évolution du monde sont aussi devenues celles de la masse des gens; du moins, elles sont maintenant monnaie courante dans le dialogue politique de pays dont les idéologies et les régimes varient considérablement.

Presque partout, les dirigeants reconnaissent aujourd'hui la nécessité du changement, et ceux qui ne l'admettent pas (la vieille garde qui a réassis si brutalement son autorité en Chine en est le parfait symbole) font figure de dinosaures sociaux en voie d'extinction.

On doit cette évolution des perceptions à deux grandes influences : d'abord, à l'apaisement rapide des tensions Est-Ouest qui dominent les relations internationales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et ensuite, à la prise de conscience grandissante du fait que les ressources de notre Terre sont limitées et que les êtres humains les pillent à un rythme et d'une manière qui ne peuvent continuer sans causer des dommages irréparables aux cycles dont toute forme de vie dépend.

Ensemble, ces deux influences ont amené les populations du globe à revoir leur définition de la sécurité. La sécurité a toujours été une préoccupation essentielle des groupes humains; d'ailleurs, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous avons dépensé tant et plus pour nous défendre contre ce que nous percevions comme des menaces militaires pesant sur notre sécurité. Ces toutes dernières

Le présent article est tiré du livre de Boyce Richardson, qui paraîtra au mois de mai 1990, chez Libre Expression.



années, cependant, presque partout des gens ont commencé à s'apercevoir qu'en modifiant à long terme les éléments essentiels à la vie, l'être humain risquait de compromettre tout autant, sinon plus, sa sécurité qu'avec les guerres nucléaires et les agressions militaires contre lesquelles il s'est tellement appliqué à se défendre.

La vitesse à laquelle cette nouvelle perception s'est répandue illustre remarquablement le pouvoir de nos nouveaux systèmes de communications de masse. La publication, en 1987, du rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, présenté à l'Assemblée générale des Nations-Unies et connu sous le nom de Rapport Brundtland, a conféré un caractère pressant à des craintes et à des préoccupations qui s'amplifiaient depuis plusieurs décennies. En deux ans, ce rapport s'est vendu à des dizaines de milliers d'exemplaires dans des dizaines de pays et en plus grand nombre au Canada que nulle part ailleurs. Rapidement, donc, les dirigeants politiques ont dû prêter attention au phénomène.

Depuis que l'environnement est devenu un sujet d'inquiétude général à la fin des années soixante, la plupart des responsables politiques ont agi comme si les questions environnementales (propreté de l'eau et de l'air, fertilité des sols, forêts vigoureuses) venaient au second plan derrière la véritable gestion des affaires de leur pays.

En fait, c'est à cause de ce manque d'empressement politique que l'idée du présent livre est née à la fin de 1987. Nous avions le sentiment que les gouvernements canadiens réagissaient trop mollement aux défis issus de ces développements nouveaux et spectaculaires. Le gouvernement fédéral semblait rechigner à saisir les occasions que ces évolutions offraient.

LE CONTRASTE ENTRE LA VISION DE L'AVENIR exposée dans le Rapport Brundtland et celle du gouvernement canadien, telle qu'elle se révélait dans le Livre blanc sur la Défense (1987), était tout simplement trop flagrant pour qu'on en restât là. Le Rapport Brundtland laissait entendre qu'il fallait envisager l'avenir différemment et redistribuer sans tarder les ressources pour relever les défis inédits que nous pose notre sécurité à long terme, en tant que Canadiens et citoyens du monde. En revanche, le Livre blanc sur la Défense passait cette nouvelle dimension sous le silence le plus complet pour ne présenter aux Canadiens et Canadiennes qu'un programme de réarmement reposant sur ce qui s'est avéré (et toujours plus de jour en jour) être des clichés dépassés datant de la Guerre froide.

Il importait, selon nous, de stimuler le débat public sur ces problèmes viraux. C'est alors que quelque chose d'intéressant s'est produit. En effet, le hasard a voulu qu'entre la conception du présent ouvrage et sa parution dix-huit mois plus tard, un profond changement s'opérât dans la façon dont la population percevait les choses. Peut-être l'été exceptionnellement chaud de 1988 y fut-il pour quelque chose ? Tandis que les climatologues du monde entier se réunissaient à Toronto pour examiner la perspective de changements climatiques à long terme provoqués par l'être humain, changements à cause desquels des dizaines de grandes villes risquent d'être submergées, des forêts décimées et la superficie des terres agricoles réduite (bref, la vie humaine de se trouver révolutionnée), la ville étouffait sous les plus hautes températures enregistrées depuis des années, et beaucoup de gens éprouvaient des difficultés à respirer dans l'air lourd et chargé de smog.

On a appris que les cinq années les plus chaudes qu'ait connues le Canada depuis un siècle qu'on relève les températures se trouvaient dans les années 1980. Il apparaissait donc que les changements climatiques n'étaient plus une perspective lointaine, mais qu'ils étaient déjà bien présents dans nos vies.

Au cours des six à huit mois qui ont suivi cet été torride, nous avons été inondés de reportages examinant des scénarios d'avenir aussi dramatiques qu'affreux qui allaient de la destruction épouvantable de l'environnement à des accidents causes de pollution aux quatre coins de l'Europe de l'Est, de l'Amérique du Sud et de l'Afrique. Pendant un temps, ce fut apparemment à qui trouverait le pays le plus irresponsable : l'Éthiopie, avec son érosion massive des sols; l'Union soviétique, avec ses détournements désastreux de

cours d'eau; la Tchécoslovaquie, la Chine ou la Pologne, avec leur pollution atmosphérique effroyable; le Brésil, avec sa destruction insensée de la forêt tropicale humide; les États-Unis ou le Canada qui, au nom du progrès industriel, déversent des poisons mortels dans les campagnes et les océans. Voilà ce que nous ont servi quotidiennement nos médias qui, ayant découvert le filon, semblaient se complaire à nous faire tous mourir de peur.

À PEINE CE DÉLUGE D'INFORMATIONS EFFRAYANTES AVAIT-IL COMMENCÉ À s'apaiser avec l'arrivée de l'hiver que la pire catastrophe pétrolière jamais survenue en Amérique du Nord ravageait l'océan et les côtes superbes et pures du sud de l'Alaska. Cet accident a révélé de la manière la plus brutale à quel point les apaisements fournis par les plus grandes sociétés mondiales face aux inquiétudes des écologistes, via la télévision et la publicité dans les revues, sont sans valeur. Ces sociétés prennent des décisions importantes, mais le spectacle du détroit du Prince William recouvert de pétrole a prouvé que nous ne pouvons nous en remettre à elles, à moins qu'une population informée et concernée les rappelle constamment à l'ordre et les surveille sans relâche. Il est clair que des millions de gens l'ont compris.

Dans les deux années qui ont suivi la publication du Rapport Brundtland, d'autres événements sont venus illustrer son influence remarquable sur le débat public tout autour de la planète :

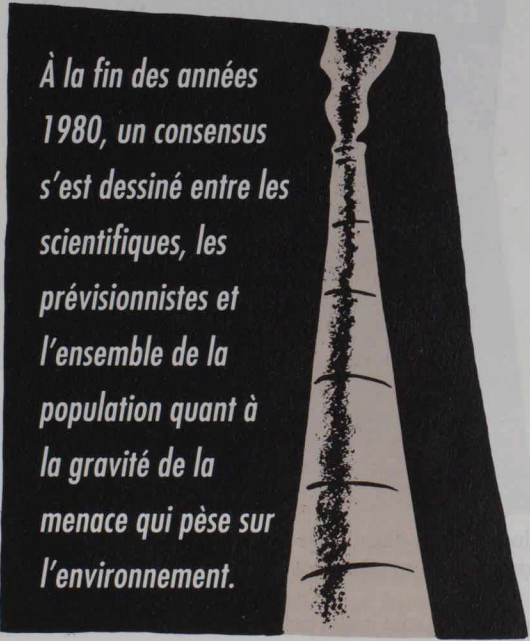
- le président Bush a reconnu l'existence des précipitations acides et s'est décidé à faire quelque chose, même si ce n'est pas suffisant;
- c'est à l'initiative de Margaret Thatcher qu'une conférence internationale sur les changements climatiques a eu lieu;
- la Communauté économique européenne a adopté une politique agricole orientée vers la protection de l'environnement, afin d'encourager l'emploi d'engrais organiques et de décourager l'agriculture industrielle;
- le gouvernement hollandais aura été le premier au monde à être renversé sur une question environnementale. En effet, la coalition gouvernementale s'est désagrégée à cause d'un nouveau plan d'une portée considérable qui visait à résoudre la crise environnementale du pays en une génération en doublant le budget affecté à l'environnement pendant les quatre prochaines années;
- les partis écologistes comptent plus de députés au Parlement européen et, en Angleterre, ils ont remporté 15 p. 100 des suffrages aux dernières élections;
- au Canada, le gouvernement a abandonné son programme de réarmement, ce qui lui permet

de se consacrer davantage à des problèmes à plus long terme. Un groupe de gens d'affaires américain a même décerné un prix à Brian Mulroney pour les discours vibrants qu'il a prononcés au cours de conférences internationales.

Que tant de nos dirigeants se soient ralliés à la cause après des décennies d'indifférence montre toute l'importance que les questions environnementales ont désormais acquise. Pour ne pas se laisser dépasser par les événements, ces dirigeants ont dû, ne serait-ce que pour la forme, déclarer que l'espèce humaine ne pourra connaître un avenir sans inquiétude que si nous parvenons à bâtir une économie planétaire viable du point de vue environnemental.

Les paroles ne suffisent évidemment pas. Ainsi, un groupe de militants canadiens a suivi le premier ministre, M. Brian Mulroney, à une conférence en Europe et l'a fortement critiqué devant la presse mondiale, car ses discours vigoureux en faveur de politiques viables n'ont pas empêché son gouvernement de réduire les fonds alloués à des projets sur les énergies de remplacement tout en investissant sans compter dans des méga-projets énergétiques lourds de conséquences d'ordre climatique. Les écologistes ont accusé le premier ministre de parler plus qu'il n'agit.

Nous avons ainsi découvert qu'entre amener les dirigeants politiques à souscrire au concept de viabilité, et les forcer à prendre les mesures qui s'imposent, il y a un fossé énorme. Il ne fait aucun doute qu'il faudra des années de débat politique féroce et de lutte acharnée avant d'obtenir la création d'un nouvel ordre international. ▷



*À la fin des années
1980, un consensus
s'est dessiné entre les
scientifiques, les
prévisionnistes et
l'ensemble de la
population quant à
la gravité de la
menace qui pèse sur
l'environnement.*

Par conséquent, et bien que le principe sur lequel repose le présent ouvrage soit plus largement accepté qu'il ne l'était, nous pensons que le besoin de clarifier les faits et les choix est au moins aussi grand.

Nos dirigeants ont commencé à changer d'attitude parce qu'à la fin des années 1980, un consensus s'est dessiné entre les scientifiques, les prévisionnistes et l'ensemble de la population quant à la gravité de la menace grandissante qui pèse sur l'environnement. Depuis que le Club de Rome a publié sa fameuse étude intitulée *Quelles limites ?* dans les années 1960, beaucoup d'analystes se sont mis au travail et, aujourd'hui, tous les principaux prévisionnistes et futurologues¹ sont d'accord sur une demi-douzaine de points, à savoir :

1. La population et les biens matériels ne peuvent continuer de croître à l'infini sur une planète limitée.
2. Il n'existe pas, à l'heure actuelle, d'informations complètes et fiables sur la capacité de la planète d'absorber tous les déchets résultant des exigences humaines.
3. À moins de changer, les politiques actuelles contribueront à creuser le fossé entre riches et pauvres, entre nations et entre individus. Même une aide étrangère considérablement accrue ne peut réparer ces injustices d'envergure planétaire.
4. La technologie, si elle peut aider, n'apporte pas la réponse à elle seule.
5. L'interdépendance entre les peuples et les pays est bien plus grande qu'on ne le pense généralement. Autrement dit, des actions engagées dans une partie du monde risquent souvent de s'avérer lourdes de conséquences ailleurs.
6. C'est pourquoi il vaut mieux modifier les politiques le plus tôt possible.

D'APRÈS CETTE LISTE, NOUS DEVRONS APPORTER DE profonds changements dans l'ordre actuel des choses, si nous voulons survivre. Cela ne signifie pas que les gouvernements les feront effectivement, puisque jusqu'à présent, les personnes qui se sont préoccupées de telles questions n'ont exercé aucune influence réelle sur la plupart des gouvernements. Si le Canada est typique, il s'agit surtout de fonctionnaires et de chercheurs enthousiastes qui travaillent d'arrache-pied à leurs études dans des bureaux isolés, se réunissent en colloques pour discuter de leurs idées et produisent une nuée de documents clairvoyants qui pénètrent rarement la carapace dont se bardent les ministres.

Ces grandes idées qui font l'unanimité des futurologues ne sont guère rassurantes quand on les applique aux principaux problèmes du monde contemporain. Elles évoquent un avenir rempli de dangers et de pénuries, et une qualité de vie allant de mal en pis. Ainsi, voici cinq thèmes dont un futurologue dit qu'ils définiront le monde en 1994, soit d'ici cinq ans à peine :² la capacité de mener une guerre nucléaire, de graves pénuries alimentaires, la détérioration de la biosphère, la répartition déséquilibrée des richesses, des pénuries matérielles et énergétiques.

L'implicite dans ces thèmes, c'est que le développement économique et l'environnement sont les deux revers d'une même médaille, qu'ils sont tous deux d'une importance cruciale pour notre avenir, et que nous devons trouver un moyen de rendre tout développement futur viable tant du point de vue environnemental que de celui des ressources.

Ce concept de développement durable est apparu sur le marché mondial des idées en 1981 avec la publication d'un rapport novateur sous le titre quelque peu bureaucratique de Stratégie mondiale de la conservation (SMC). Ce document, élaboré par le Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE), l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources et le *World Wildlife Fund*, tentait de répondre aux objections que la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain (1972) avait suscitées de la part des habitants de pays du tiers-monde, en sonnait l'alarme à propos de l'état de la planète.

À l'époque, on pensait surtout que le développement économique était en train de détruire une bonne partie du monde naturel, ce qui sous-entendait nettement que le développement était nuisible. Assez naturellement, les populations des pays qui désespéraient de se développer ont rejeté la thèse tout entière et y ont même vu une sorte de complot des Blancs pour empêcher les peuples indigents de la Terre de se faire une place au soleil.

La SMC fut la première étude à s'attaquer à ce problème. On y déclarait que la capacité de la planète de nourrir sa population est réduite à cause d'une mauvaise gestion des terres, d'une dilapidation des ressources, et de la pauvreté qui, dans beaucoup d'endroits, contraint les populations à détruire les ressources dont elles ont besoin si elles veulent survivre. Pour les auteurs de la Stratégie, d'accord avec les environnementalistes, il est essentiel de maintenir les cycles écologiques et les milieux vivants de la Terre ainsi que de préserver sa diversité génétique.

Mais ils allaient encore plus loin : ils reconnaissaient que les activités humaines continueraient de dépendre de l'utilisation d'autres espèces et d'écosystèmes tout entiers. Ils ajoutaient, toutefois, qu'il allait falloir exploiter la nature d'une façon durable à très long terme.

LE PROGRAMME DES NATIONS-UNIES POUR l'environnement (PNUE) a donc pris le développement durable pour devise, ce que beaucoup ont accepté depuis lors, en théorie du moins. En affirmant que développement et environnement sont tous deux essentiels à la perpétuation de la vie humaine sur terre, le document a exorcisé l'analyse environnementale de la situation humaine dans les pays en développement.

Mis au défi, nombre de gouvernements se sont officiellement engagés à repenser leur politique dans le sens de la durabilité et ils ont promis de définir et d'appliquer des stratégies nationales de préservation qui guideraient l'ensemble de leur développement futur.

Malheureusement, ces promesses n'ont pas donné grand-chose de concret. Un après l'autre, les ministres des Finances des divers pays et leurs conseillers économiques ont oublié l'environnement. Ils ont fait fi des avertissements formulés par les conseillers scientifiques et les penseurs

veillant sur la planète. Les ministres de l'Environnement, relégués au second plan, ont eu peu de poids dans les conseils d'État.³

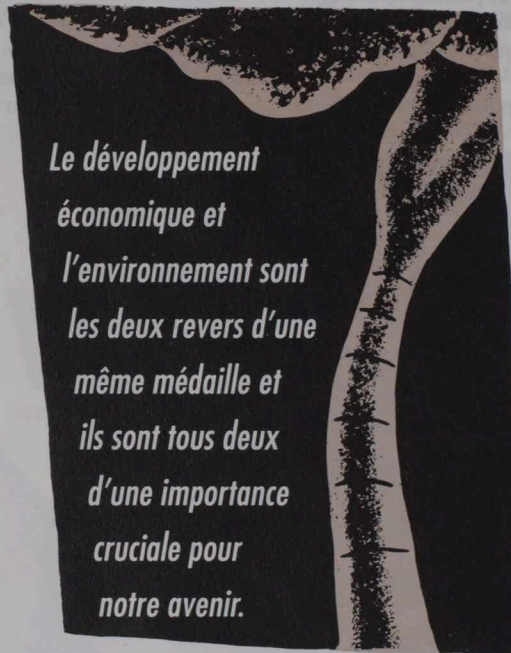
Pourtant, tous les pronostics ne sont pas mauvais. Si les dirigeants se sont mis à parler d'environnement dans leurs discours, c'est pour une bonne raison : le changement d'attitude chez les populations du monde occidental a été spectaculaire. De nombreux sondages d'opinion donnent à penser que, dans différents pays, l'électorat considère que les vrais dangers menaçant la sécurité ne sont plus les mêmes qu'avant. À en juger par ces sondages, les Canadiens et Canadiennes semblent prêts à agir pour écarter les menaces à long terme qui se dessinent aujourd'hui (même s'ils ne sont peut-être pas encore disposés à payer plus d'impôts afin de financer des actions en ce sens).

Aux jours de la Guerre froide, l'Union soviétique faisait figure d'ennemi et de problème mondial prépondérant, au Canada comme ailleurs en Occident. Cette perception s'est grandement estompée, à telle enseigne que, d'après un sondage réalisé en 1987 par l'Institut Nord-Sud d'Ottawa, une agression soviétique était pratiquement la dernière éventualité qui venait à l'esprit des Canadiens et Canadiennes quand ils réfléchissaient à l'avenir du monde.

CERTES, LA POPULATION CANADIENNE S'INQUIÈTE POUR LA PLANÈTE, MAIS POUR d'autres raisons à présent, telles que (par ordre de priorité, toujours selon ce sondage) :

- la pollution et l'environnement
- les principales maladies sévissant dans le monde
- la pauvreté et la faim
- le risque d'une guerre nucléaire
- l'apartheid et les droits de la personne
- l'effondrement économique mondial.

Dans l'esprit des Canadiens et Canadiennes, tous ces problèmes, de même que les caprices de la politique étrangère américaine, la croissance



démographique à l'échelle de la planète et la dette du tiers-monde, passent avant la crainte d'une agression soviétique. D'ailleurs, le recul de la menace soviétique dans leur classement s'est confirmé quelques mois plus tard à l'occasion d'une étude approfondie de l'opinion de la population canadienne sur la paix et la sécurité, réalisée par l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales.

Il ressort de ces sondages que les questions qui préoccupent le plus la population canadienne aujourd'hui sont des problèmes à long terme sur lesquels aucun pays ou groupe de pays n'a de prise réelle, des problèmes qui ne peuvent être réglés en cinq ans (voire moins) passés au pouvoir et que les gouvernements tendent à négliger quand ils répartissent leurs deniers.

La dégradation de l'environnement, des changements climatiques désastreux pour la planète, la pauvreté grandissante au milieu d'une opulence croissante, les déséquilibres inacceptables de l'économie internationale, la croissance démographique accélérée, voilà les véritables menaces pesant sur l'avenir! De plus en plus de gens en ont d'ailleurs pris conscience. Ces problèmes peuvent menacer non seulement la sécurité immédiate de nombreux pays, mais aussi la viabilité et la continuité de la société humaine dans les prochaines décennies. De fait, ils ont déjà plongé certains pays dans des crises alors que pour d'autres, la crise surviendra sans doute dans dix ou vingt ans. Mais dans tous les pays, les signes avant-coureurs de très graves difficultés à venir, plus pénibles à résoudre qu'aucune par le passé, sont déjà bien visibles.

Les nouveaux défis qui se présentent à nous, citoyens de ce monde, offrent au Canada de grandes occasions d'agir de manière constructive et de donner l'exemple. Il serait idiot de laisser croire que nous pouvons sauver le monde; mais nous sommes certes à même de mettre de l'ordre chez nous pour être prêts à relever ces défis de demain, et chercher des alliés avec qui nous pourrions faire avancer le monde utilement dans un sens qui donnera espoir dans l'avenir du genre humain.

LE PRÉSENT LIVRE A POUR OBJECTIF DE STIMULER l'intérêt du public pour ces questions importantes et de l'inciter à en débattre, ce qui conduira, nous l'espérons, à l'action. Les questions que nous examinons sont fondamentalement liées à l'évolution des rapports du Canada avec le reste du monde. Nous nous sommes laissés dépasser par beaucoup des changements survenus et nous ne sommes guère préparés aux répercussions qu'ils auront probablement pour nous.

Premièrement, l'économie : Bien que le Canada soit l'un des pays les plus riches et les plus fortunés de la planète, et qu'il appartienne au club des sept pays industriels les plus puissants, sa dépendance traditionnelle vis-à-vis de l'exportation de matières premières ne l'a pas particulièrement bien préparé aux changements radicaux qui surviennent aujourd'hui dans le monde. Il ne fait aucun doute que tout ce que le Canada pourrait souhaiter faire pour offrir à tous ses habitants (et à ceux d'autres pays) une vie convenable et meilleure repose sur sa capacité de maintenir une économie viable et productive, mais il sait que la route qui l'attend sera semée de beaucoup plus d'embûches qu'elle ne l'a été ces quarante dernières années.

Malgré ces problèmes, si nous voulons donner l'exemple en contribuant à mettre un terme aux changements climatiques causés par l'être humain, il nous faudra renforcer l'idée désormais acceptée selon laquelle l'économie canadienne doit devenir indéfiniment durable pour ce qui a trait à l'environnement et aux ressources. Cela signifie tout d'abord qu'il y aura des décisions très difficiles, voire révolutionnaires, à prendre quant à l'utilisation des énergies.

Deuxièmement, notre propre société : Nous ne pouvons rester indifférents à l'évolution de la situation démographique. D'immenses groupes de population, exclus du partage des biens terrestres, sont prêts à agir, et nous ne pouvons refuser de le voir. Nous allons continuer de recevoir des immigrants du tiers-monde en nombres croissants, et nous nous interrogeons trop

peu sur les conséquences probables de la nouvelle composition de notre population pour nos rapports sociaux. Mais s'il est possible (comme certains Canadiens et Canadiennes le croient) que ce pays béni puisse donner un exemple de tolérance et de vie convenable au reste du monde, nous ne pouvons certes nous attendre que cet exemple prenne corps sans un effort immense et de l'ingéniosité et sans que les différents peuples se tendent volontairement la main.

Troisièmement, l'environnement : Plus personne ne peut prétendre ne pas voir les signaux d'alarme que donne l'environnement. Nous appartenons à cette partie de la population mondiale qui abuse des ressources planétaires; il nous échoit donc au premier chef de trouver un moyen de résoudre les problèmes causés par la pollution atmosphérique, la pollution de l'eau, la dégradation des sols, le pillage des océans et les changements atmosphériques qui provoqueront presque à coup sûr des modifications climatiques mondiales. Nous devons commencer à réfléchir à ces questions. En tant que nation, nous devons devenir plus économes et moins gaspilleurs

dans notre mode de vie et, bientôt, il nous faudra investir dans des mesures qui apporteront un début de solution à ces problèmes.

Mais ce n'est pas tout : nous devons aider plus que nous ne le faisons aujourd'hui la majorité défavorisée de la planète à mieux vivre et voir à ce qu'elle cesse de détruire l'environnement dont elle dépend. Puisque nous sommes responsables de cet état de choses dans une certaine mesure, à cause de nos politiques économiques et commerciales, il nous incombe de prendre des mesures correctrices qui concrétiseront ce que les membres de la Commission Brundtland ont appelé «une politique étrangère pour l'environnement».

Par exemple, on a admis maintenant que la population mondiale ne peut se permettre de laisser détruire les forêts tropicales humides. Néanmoins, il ne suffit pas d'exhorter les pays tropicaux à ne pas décimer leurs forêts. Il faudra transférer des ressources énormes vers ces pays pauvres pour qu'ils réussissent à sauver leurs forêts. Mais nos gouvernements ne semblent pas disposés à prendre les engagements nécessaires. Pas encore!

Nous devons nous résoudre à considérer le monde en étant conscients de notre interdépendance écologique, et à penser à une survie à long terme plutôt qu'à une prospérité à court terme.

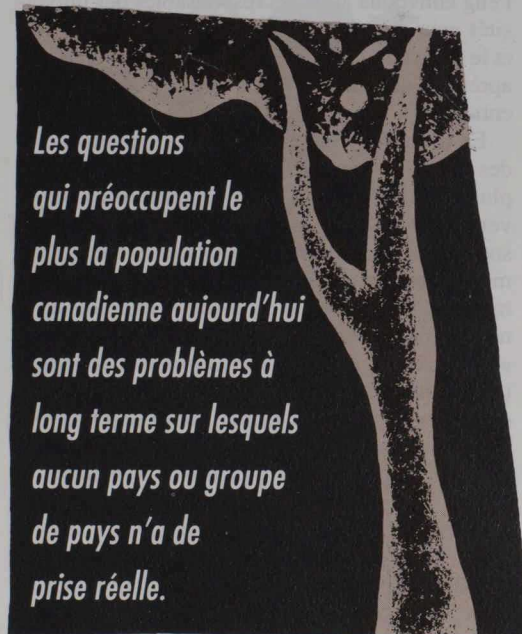
Quatrièmement, la sphère internationale : Le Canada qui, géographiquement, fait le pont entre les États-Unis et l'Union soviétique, a particulièrement intérêt à aider à maintenir la paix mondiale, à réduire la menace d'une guerre nucléaire et à assujettir les nouvelles technologies militaires à la surveillance internationale. Beaucoup pensent que le Canada parviendrait plus sûrement à ses fins s'il dépensait ses quelques milliards de réserve à renforcer des organisations mondiales, à consolider la coopération internationale et à favoriser le maintien de la paix aux quatre coins de la planète, au lieu de se laisser obnubiler par la tâche manifestement impossible qui consiste à protéger ses côtes interminables contre des adversaires imaginaires.

La paix, l'ordre et un bon gouvernement ont toujours été des idéaux canadiens, et nous devrions faire en sorte qu'ils deviennent aussi ceux du monde. □

1. La présente liste a été compilée par Eric Solem, du Centre d'analyse et de recherche opérationnelle, à la Direction de l'analyse stratégique, au ministère de la Défense nationale, dans son intéressante monographie intitulée *Futures of the International Systems, Rapport du projet n° 143, mai 1980, p.49.*

2. Theodore Gordon, cité par Eric M. Roher, à la page deux de sa monographie intitulée *Planning in the Modern State, n° 139 dans la série de rapports de projet publiés par le Centre d'analyse et de recherche opérationnelle du ministère de la Défense nationale.*

3. Ce sont les conclusions auxquelles sont arrivés 450 experts internationaux réunis à Ottawa en 1986 pour examiner les progrès réalisés en faveur d'un développement durable au cours des cinq années qui ont suivi la publication du rapport sur la Stratégie mondiale de la conservation en 1981. À leur avis, il ne s'était produit pratiquement aucun changement perceptible dans les attitudes des gouvernements.



*Les questions
qui préoccupent le
plus la population
canadienne aujourd'hui
sont des problèmes à
long terme sur lesquels
aucun pays ou groupe
de pays n'a de
prise réelle.*

LES MALAISES DE L'INCERTITUDE

Les Chinois et les Chinoises se posent de sérieuses questions à propos de leur avenir. Est-il possible de mettre en place un système central vraiment démocratique dans un État de plus d'un milliard d'habitants ?

PAR HEPING *

À DÉFAUT D'ÊTRE EN MESURE DE L'OCCULTER tout à fait, les autorités chinoises cherchent à rendre flou et anecdotique le mouvement étudiant du printemps 1989. Comme toujours, la façon avec laquelle on s'emploie à minimiser l'ampleur des turbulences sociales est révélatrice de ce que l'on veut vraiment dissimuler.

Réduite aux dimensions d'un cas de légitime défense, la chronologie des événements devient caricaturale et la version officielle perd toute crédibilité. Selon *Beijing Information*, seuls «des émeutiers sanguinaires» ont été tués... «il n'y a eu aucun mort parmi les étudiants, y compris ceux qui ont été forcés de se retirer».¹

Cette justification appartient au langage classique de la propagande; elle traduit, en plus, une bienveillance toute confucéenne destinée à récupérer les intellectuels, c'est-à-dire ceux qui dominaient la vague populaire et qui n'ont pas compris qu'ils étaient manoeuvrés par «la poignée des contre-révolutionnaires» eux-mêmes manipulés de l'extérieur.

On pourrait à l'infini débattre des versions controversées décrivant le déclenchement de la répression au soir du 3 juin. Cela n'ajouterait toutefois qu'un peu plus de confusion dans une tragédie déjà trop pénible. Il reste qu'une reconstitution exacte de la séquence des événements aidera un jour les historiens à répondre aux questions que de nombreux Chinois se posent. Tout d'abord, dans quelle mesure le mouvement pro-démocratique fut-il planifié? Qui a incité, dès le mois d'avril, les étudiants de l'Université Beida à prendre comme prétexte la mort de l'ancien Secrétaire général Hu Yaobang pour exprimer bruyamment sur la place Tian'anmen leurs aspirations démocratiques? Pourquoi le gouvernement chinois a-t-il systématiquement provoqué les étudiants en les accusant d'être des contre-révolutionnaires?

Chen Yizhi, proche collaborateur de Zhao Ziyang (ancien Secrétaire général du Parti communiste chinois), déclarait au journal *Le Monde*: «Au début, les étudiants étaient calmes... mais chaque fois qu'ils voulaient évacuer la place Tian'anmen, Li Peng (l'actuel Premier ministre) les a provoqués. Ainsi, après le discours de Zhao,

le 4 mai, presque tous avaient repris les cours. Li Peng convoqua alors les responsables des universités pour dénoncer les atteintes à l'ordre public et le caractère illégal des manifestations. Peu après, les étudiants redescendaient dans la rue et entamaient leur grève de la faim.»

En Chine, personne ne croit à la spontanéité des mouvements politiques, et les scénarios les plus machiavéliques alimentent parfois les conversations. Phénomène normal bien sûr dans une société close où toutes les personnes «bien informées» tirent leurs renseignements de rumeurs rarement vérifiables. Il est difficile toutefois de ne pas considérer comme plausible l'intention «planifiée» du gouvernement chinois d'aboutir à une punition exemplaire. Bien qu'habituee au châtiement suprême, la société chinoise (et surtout la population de Beijing) ne s'attendait pas à une répression aussi brutale. Jusqu'aux dernières heures, personne n'y a cru vraiment. Alors que les premiers coups de feu avaient été tirés, certains étudiants dans les permanences de l'Université Beida refusaient de croire les informations qui venaient de leur parvenir, tellement, avouent certains, «on avait foi en la droiture de notre armée».

«On tue le poulet pour effrayer le singe» est aujourd'hui la formule chinoise la plus répandue pour expliquer comment une intervention militaire délibérée avait pour but de servir d'exemple. Bien sûr, cette peur fut exacerbée par la conjonction internationale et par les bouleversements dans les pays socialistes, mais ses motifs profonds furent et demeurent essentiellement chinois.

LE RÉGIME A CRU QU'IL ÉTAIT EN PÉRIL, CAR IL n'avait pas anticipé l'ampleur du mouvement. Depuis 1949, les intellectuels font partie des marginaux. Ils sont aisément persécutables, et il est aussi assez facile de les «récupérer». Une fois encore on avait minimisé, au mois d'avril, l'influence que pouvait avoir quelques milliers d'étudiants rassemblés sur la place Tian'anmen. Puis, le mouvement a basculé; en dénonçant surtout les difficultés économiques, il s'est rallié la population de Beijing. De multiples témoignages ont confirmé le désarroi du gouvernement, les hésitations de ses membres et l'existence de sourdes luttes politiques qui finirent par venir à bout des plus modérés, avec la démission du Secrétaire général du Parti, Zhao Ziyang.

La ligne de pensée qui a triomphé est bien celle qui s'accroche à la certitude que tout peut être réformé sans être tout transformé. Depuis

1979, le gouvernement chinois cultive avec soin de multiples paradoxes en affirmant, par exemple, qu'il est possible d'ouvrir le pays tout en le fermant, ou encore en favorisant le développement d'une économie de marché dans une structure politique marxiste-léniniste. La formule «Un pays, deux systèmes» permet de rassurer les étrangers et légitime en Chine toutes les contradictions les plus visibles. Ainsi, l'écoute de *Voice of America* maintenant encore n'est permise que pour apprendre l'anglais.

LA COHABITATION DES CONTRAIRES APPARTIENT À une logique traditionnellement chinoise; dans la conjoncture actuelle, cette logique se perpétue à Beijing dans la pensée des dirigeants trop confiants d'être les héritiers d'une révolution réussie et d'un nationalisme profondément intériorisé. Le discours politique renvoie aussi constamment à la constatation que la Chine est un grand pays qui est parvenu à assurer à sa population de plus d'un milliard d'habitants un niveau de vie plus enviable que celui des autres pays du tiers-monde. Et il est vrai qu'en Chine, on ne fait pas la queue pour obtenir un morceau de savon ou une paire de chaussures. La Chine est certainement le pays le plus prospère de tous les pays en développement; elle a pratiqué pendant longtemps un «communisme primitif» dont plusieurs États du tiers-monde voulaient s'inspirer. À l'époque de Mao, le refrain le plus répandu était en effet :

«Ce qu'il y a manger, tout le monde le mange, les habits qu'il y a, tout le monde les met, le travail à faire, tout le monde le fait.»

Et puis le nationalisme, ou plutôt le chauvinisme de la population chinoise – celui surtout de la majorité Han bien sûr – est un facteur fondamental sur lequel le Parti et le gouvernement comptent pour se faire pardonner leurs erreurs. Si bien qu'il n'est jamais très difficile de recourir à la xénophobie traditionnelle chinoise et de rendre l'extérieur coupable de maux internes. À maintes reprises, nous avons pu constater que même certains des opposants les plus durs au régime actuel demeuraient très perméables à l'argument de l'ennemi extérieur.

Toutes ces certitudes sur lesquelles s'appuie le gouvernement chinois ont cependant été ébranlées par le changement radical d'une grande partie de la jeunesse chinoise. Environ 37 p. 100 de la population a moins de vingt ans. Et, dans les villes surtout, cette génération d'enfants uniques

* Pseudonyme utilisé par un observateur attentif de la scène politique chinoise.

revendique maintenant tout et tout de suite. Très fiers d'être Chinois, ils proclament bien haut leur amour de la patrie et ils l'ont écrit, sous de multiples styles d'idéogrammes, des milliers de fois sur la place Tian'anmen. Pour eux, l'Empire est humilié par la prospérité de Taïwan et de Hong Kong. Ils souhaitent maintenant que la Chine soit respectée pour sa prospérité économique et ils sont désormais convaincus que toutes les recettes de la réussite doivent être puisées en Occident.

Face à ce déferlement de revendications, le régime se replie sur la ligne dure et s'évertue à colmater les brèches et les fissures. Mais la Chine est aujourd'hui un pays plus poreux qu'autrefois. Même les paysans écoutent, sur ondes courtes, en langue chinoise, les radios étrangères. Le gouvernement ne dispose pas d'une parade très efficace pour contrer cet envahissement par des messages venus de l'extérieur. En continuant à affirmer tous les jours que la politique d'ouverture demeure, le gouvernement est désormais pris dans une crise qu'il ne sait plus «gérer».

Plus rien ne semble convaincre les Chinois de l'existence d'un vrai projet socialiste. Le gouvernement ne promet également plus rien, sauf un développement graduel qui va exiger patience, efforts et sacrifices. Mais là encore, le refus de toute réforme politique d'envergure condamne à l'improvisation. «Nous traversons le fleuve en cherchant le gué à tâtons», aurait dit Deng Xiaoping. La formule décrit le désarroi et traduit la difficulté réelle qu'il y a à se rendre sur une rive que l'on n'entrevoit même pas.

Sans projet réel, le gouvernement est contraint à l'immobilisme et ressort les vieilles méthodes d'autrefois dont la plus traditionnelle est de bien fixer chaque classe sociale et chaque groupe dans ses structures, son milieu, son institution et ses fonctions. Les grandes craintes viennent des villes, et ce qu'il importe d'éviter à tout prix, c'est l'alliance entre intellectuels et ouvriers.

Pendant tous les événements du printemps, la sympathie des ouvriers envers les étudiants ne s'est jamais démentie. Plusieurs fois, l'auteur de ces lignes a pu observer les ouvriers descendre des échafaudages d'immeubles en construction pour applaudir les cortèges étudiants. Partout, les usines ont tourné au ralenti; l'absentéisme pour «cause de manifestation» s'était répandu. En revanche, on a aussi pu noter que le soutien ouvrier ne fut jamais vraiment structuré pour se traduire en appui important. Pour passer de la sympathie à l'action, la classe ouvrière de Beijing manquait de syndicats organisés en véritable force politique. Et puis, quelques jours après la nuit tragique du 4 juin, les premiers contre-révolutionnaires qui tombèrent sous les balles des pelotons d'exécution furent des ouvriers de Shanghai. La portée et l'exemplarité du châtement furent très vite comprises.

QUE FAUT-IL ATTENDRE DÉSORMAIS DE LA CHINE ?
À Beijing, comme dans les autres villes, la patience est devenue le mot d'ordre silencieux. De plus en plus avide de nouvelles de l'étranger, la

population urbaine chinoise cherche à tromper son désespoir en échafaudant mille scénarios. Les plus audacieux attendent le retour de Zhao Ziyang, les plus réalistes observent avec attention les manoeuvres politiques du comité central et n'entrevoient à court terme qu'une mainmise de plus en plus étroite de l'armée sur la société chinoise. Le Président de la République, Yan Changkun place les membres de sa famille aux postes clefs et bon nombre d'observateurs chinois sont persuadés que la dictature militaire ne prendra même plus soin de se dissimuler après la disparition de Deng Xiaoping.

À l'évidence, l'armée a perdu la confiance d'une bonne partie de la population. La légende de l'Armée populaire de libération au service du



peuple s'est quelque peu effritée. Les Chinois ont retrouvé la peur traditionnelle des soldats, et ces derniers sont aussi nombreux à très mal supporter le mépris dont ils font l'objet. Si l'on sait encore peu de choses sur les manifestations concrètes des divisions intervenues au sein de l'armée au mois de juin, on possède en revanche plusieurs témoignages sur les malaises profonds qui règnent au sein de cette dernière.

Le scénario roumain d'un basculement complet de l'armée en faveur de la cause populaire n'apparaît pas vraiment plausible en Chine. Trop d'unités demeureraient fidèles à un régime qui a su leur octroyer de nombreux privilèges et elles résisteraient longtemps avant de faire cause commune avec un éventuel mouvement général de contestation. Plusieurs dissidents demeurent toutefois persuadés qu'une grande partie des effectifs militaires suivraient assez rapidement un mouvement d'ampleur. Les plus radicaux osent dans leurs conversations souhaiter le changement, même au prix d'une guerre civile.

Ce type de discours est révélateur d'un désespoir profond et surtout des questions lancinantes que les Chinois se posent à propos de leur avenir. La principale d'entre elles demeure bien entendu l'orientation que pourrait prendre un changement radical de la société chinoise. Si l'on fait exception d'une minorité d'intellectuels imprégnés de

culture occidentale, personne ne conçoit la mise en place d'un système véritablement démocratique. Quarante ans de communisme ont à peine ébranlé les structures profondément féodales, et nombreux sont les interlocuteurs convaincus qu'un nouveau régime n'aurait d'autre choix que celui de recourir encore à la force pour imposer une forme de société plus «libérale».

Toute analyse des scénarios possibles se heurte inévitablement, en dehors de toute autre considération, à l'hypertrophie du phénomène démographique. Le poids de la population est non seulement une entrave économique, mais aussi l'obstacle incontournable dans la conception d'options politiques. Sociologues et analystes politiques chinois cherchent en vain des références à l'extérieur de leurs frontières, et ils doivent admettre très vite qu'aucun régime n'a eu, dans l'histoire du monde, à assurer la direction politique et démocratique d'un État de plus d'un milliard d'habitants. Toute l'histoire de la Chine a poussé à la centralisation; concevoir un mouvement inverse provoque des haut-le-coeur.

L'ÉVOCATION D'UN ÉBRANLEMENT POSSIBLE DE l'Empire figure très haut dans la liste des sujets de conversation les plus interdits. Parfois cependant, quelques interlocuteurs finissent par admettre qu'il n'y aurait pas d'autre solution que celle de la décentralisation des pouvoirs. Seule une régionalisation, couplée à des hypothèses confédérales ou fédérales, permettrait la gestion d'entités aux dimensions plus réduites et faciliterait l'apprentissage progressif des libertés publiques. Cette vision d'une Chine écartelée paraît encore peu pertinente et se justifie surtout comme l'aboutissement d'un processus lent et certainement douloureux.

En levant symboliquement la loi martiale, dont le sens véritable a plus de portée en Occident qu'en Chine, le Premier ministre Li Peng a bien décrit l'ordre répressif rétabli : «La vie et la production fonctionnent en bon ordre, l'approvisionnement est suffisant, le peuple vit et travaille dans la paix et le contentement».² Le «bonheur du peuple» planifié par le gouvernement appartient ainsi à la fois à la logique de la dictature et à celle de la bienveillance d'un despotisme confucéen qui se veut éclairé. En aucun cas conviendrait-il que les pays occidentaux soient dupes et continuent de témoigner au régime une complaisance trop appuyée. Il faut contrer, en revanche, les tendances à vouloir isoler la Chine; toute mesure en ce sens pénaliserait inévitablement la population chinoise et permettrait au gouvernement de mieux châtier encore derrière des murs plus épais. □

1. *Beijing Information*, 31 juillet 1989, p.19

2. *Le Devoir*, 11 janvier 1990, p.1

RAMENER LES ÉTATS-UNIS AU BERCAIL

Maintenant que les Soviétiques acceptent volontiers les Nations-Unies et les autres organisations internationales, les États-Unis restent la seule superpuissance à convaincre.

PAR THOMAS G. WEISS

LES SOVIÉTIQUES, S'ÉCARTANT NETTEMENT DE leurs discours et de leurs actions passés, renoncent à leur doctrine antérieure pour devenir des adeptes du multilatéralisme et notamment des mécanismes des Nations-Unies visant à prévenir et à limiter les conflits régionaux. Dans son lexique révisé du tiers-monde, le Kremlin ne parle plus de «soutien aux luttes de libération nationale» mais d'«opérations internationales d'établissement et de maintien de la paix». Quant à l'«interdépendance», thème dominant des sciences sociales occidentales depuis les années 1970, le Kremlin a décidé tout récemment de ne plus la vouer aux gémonies.

La nouvelle politique officielle du Kremlin est sans équivoque. Après des décennies d'indifférence ou d'opposition, l'URSS compte aujourd'hui parmi les plus francs partisans de la gestion des conflits et de leur règlement, tels que les Nations-Unies les préconisent. En outre, elle démontre de plus en plus souvent qu'il ne s'agit pas seulement de beaux discours de sa part. Ainsi, elle a accepté la présence des Nations-Unies en Afghanistan et en Angola, a fait pression sur les Vietnamiens pour qu'ils évacuent le Cambodge et semble disposé à régler aux organisations internationales ses arriérés de contributions en devises fortes et à ralentir ses expéditions d'armes.

Cependant, au moment où l'URSS découvrait les Nations-Unies, les États-Unis commençaient à les abandonner. Cette inversion des rôles fut d'autant plus frappante que, sans le ferme soutien politique et financier des Américains, l'organisation mondiale aurait difficilement tenu le coup pendant près de quatre décennies. De bien des façons, l'idée de monter des opérations de maintien de la paix fut une réaction pragmatique de la Maison-Blanche à une époque où la Guerre froide imposait de rejeter l'idée de sécurité collective comme l'expression d'un idéalisme typique des années 1940. Plus particulièrement, les États-Unis payaient habituellement 30 p. 100, au moins, des factures afférentes au maintien de la paix, et parfois beaucoup plus. Sous la présidence de Ronald Reagan, néanmoins, le soutien officiel américain s'est réduit comme une peau de chagrin et, pour finir, Washington est devenu le plus mauvais payeur de l'Organisation. Le multilatéralisme ne s'est pas encore tout à fait remis de cette période de réserve et d'hostilité de la part des États-Unis.

Apparemment, le gouvernement Bush n'estime pas les Nations-Unies aussi défavorables aux intérêts américains que son prédécesseur. Même s'il est trop tôt pour affirmer que le soutien renouvelé des États-Unis à l'ONU est entièrement

acquis, les événements des dix-huit derniers mois permettent un optimisme prudent. Washington a cessé de dénigrer à tout va les Nations-Unies en 1988, quand Ronald Reagan lui-même a rangé sa «doctrine» d'intervention unilatérale et de soutien aux insurgés anticommunistes pour lui préférer des actions onusiennes choisies dans le tiers-monde. Depuis lors, l'ONU a monté cinq nouvelles opérations de maintien de la paix (pour le départ d'Afghanistan de l'Armée rouge, le retrait des troupes cubaines d'Angola, l'arrêt du carnage entre l'Iran et l'Iraq, la transition pacifique de la Namibie à l'indépendance, et la contribution à une dépolitisation de l'Amérique centrale), toutes pleinement soutenues par les États-Unis et toutes bénéfiques à leur politique étrangère. De plus, la mise en place, sous l'égide des Nations-Unies, d'une administration intérimaire au Cambodge et l'envoi sur place d'une force de maintien de la paix nombreuse, comme cela a été proposé récemment, permettraient à Washington d'abandonner une politique qui n'était ni morale ni sensée. En effet, jusqu'à présent, les États-Unis insistaient pour que les Khmers rouges fassent partie du gouvernement cambodgien.

Le Canada, fervent partisan et pilier des missions de maintien de la paix, doit faire son possible pour que les États-Unis réintègrent pleinement les institutions multilatérales. Étant donné qu'ils ont renoncé au rôle dominant qu'ils jouaient au siège des Nations-Unies, les États-Unis sont forcés de réagir au volte-face de l'URSS en faveur de l'ONU et à certaines de ses initiatives intéressantes. Il n'est plus question, en effet, de rejeter les propositions soviétiques sous le seul prétexte qu'elles sont soviétiques.

Même si l'on ne connaît pas beaucoup ces organisations ni aux États-Unis ni ailleurs, le Canada ne devrait pas manquer une occasion de souligner combien la Mission de bons offices de l'ONU en Afghanistan et au Pakistan (UNGOMAP), la Mission d'observation de l'ONU pour la vérification des élections au Nicaragua (ONUVEN), le Groupe d'observateurs militaires des Nations-Unies en Iran-Iraq (GOMNUII), le Groupe d'assistance des Nations-Unies pour la période de transition (GANUPT) et le Groupe d'observateurs des Nations-Unies en Amérique centrale (ONUCA) servent et ont servi les intérêts américains. Bien que plus de la moitié de la dette des Nations-Unies (un milliard de dollars) soit imputable aux États-Unis et que Washington brandisse souvent la menace financière, d'autres pays

assument aussi de grandes responsabilités. Environ 80 000 soldats canadiens (ce qui équivaut aux effectifs actuels des Forces armées canadiennes) ont porté le béret ou le casque bleus; sur les 14 000 soldats des Nations-Unies aujourd'hui répartis dans le monde, 1 200 sont canadiens. Avec d'autres pays, le Canada expose la vie de ses soldats et n'est remboursé qu'en partie pour une fonction internationale qui, en définitive, sert les intérêts des États-Unis et de l'Occident.

OTTAWA DEVRAIT IMPOSER SON PROPRE AVIS SUR les opérations de maintien de la paix dans le programme bilatéral américano-canadien et dans les discussions de l'OTAN sur les structures militaires appropriées et sur la nature de la répartition des charges. À cause de l'échiquier politique intérieur américain (vu, notamment le puissant lobby pro-israélien et l'aile droite du parti républicain qu'il faut régulièrement calmer), le gouvernement Bush devra peut-être mettre un frein au soutien qu'il commence d'accorder aux Nations-Unies. Au mois de décembre, par exemple, Washington a de nouveau émis des doutes sur le financement de l'ONU et sur le multilatéralisme, cette fois à propos d'une éventuelle promotion de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) au sein des Nations-Unies. Le vice-président Quayle a immédiatement donné le ton à la campagne en laissant entendre, avec une certaine malice, que le futur financement américain dépendrait probablement d'une annulation de la résolution de l'Assemblée générale qui, en 1975, avait assimilé le sionisme à une «forme de racisme». Il y a longtemps que tout le monde a oublié cette résolution considérée comme une erreur, mais le Congrès, qui tient absolument à la faire annuler, ne voit pas combien un tel revirement se révélerait nocif et impossible si aucune percée diplomatique n'intervient au Moyen-Orient.

À New York et à Washington, les observateurs avertis ont du mal à comprendre cette marche arrière inopportune et, vue du Canada, l'inconstance américaine semble totalement insondable. Les Canadiens et Canadiennes prennent au sérieux, mais sans exagération, les obligations découlant des traités internationaux en vertu desquelles les États membres doivent payer leurs contributions. Ils posent donc trois questions à leur voisin méridional, à savoir : pourquoi y aurait-il deux poids, deux mesures ? Est-il bien membre de l'ONU ou pas ? Les opérations de maintien de la paix ne servent-elles pas ses intérêts ?

Le Canada devrait faire clairement comprendre que ce n'est pas uniquement un instinct de moyenne puissance qui le pousse à appuyer fer-

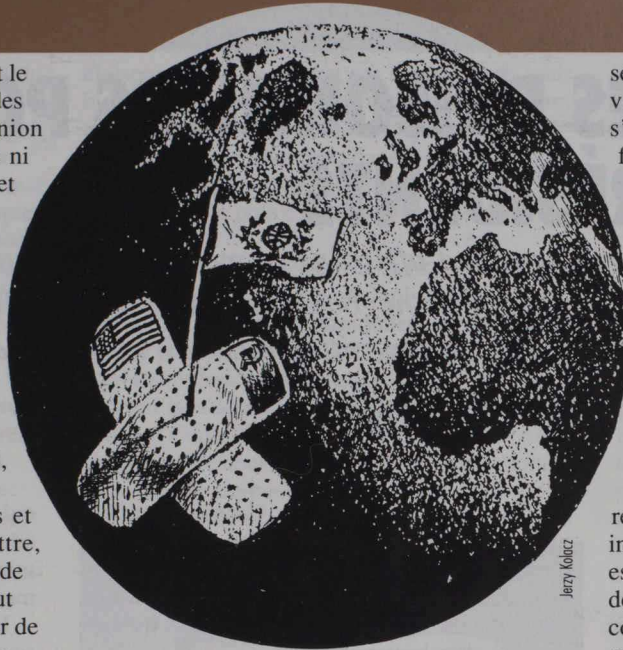
mement les missions de maintien de la paix et le multilatéralisme, mais aussi le souci réaliste des intérêts et des valeurs occidentales. L'opinion canadienne compte en la matière. Ni neutre ni docile, le Canada est un rempart de l'OTAN et un allié essentiel des États-Unis.

AVEC L'AMÉLIORATION SENSIBLE DES RELATIONS Est-Ouest, les garants de la sécurité internationale se trouvent bel et bien à la croisée des chemins. Les Nations-Unies participent plus activement à la gestion des conflits armés régionaux. Cependant, le soutien de pays comme le Canada et l'aura apportée par le prix Nobel de la paix, en 1988, ne suffisent pas.

Les puissances autres que les États-Unis et l'URSS auront peut-être du mal à l'admettre, mais tout comme l'ONU ne peut se contenter de l'appui des seules superpuissances, elle ne peut non plus agir pleinement, ni même fonctionner de manière efficace, sans leur collaboration active. Ainsi que l'a fait remarquer l'ancien Secrétaire général adjoint des Nations-Unies, M. Brian Urquhart, les succès passés de l'ONU se résument à des exercices de contournement discret de la Guerre froide. L'atténuation de la confrontation bipolaire fournit donc aux superpuissances une occasion sans précédent d'unir leurs forces. Ottawa ne devrait pas hésiter à souligner que l'ONU pourrait même fonctionner mieux que ses fondateurs ne l'espéraient, chose que même certains des détracteurs les plus féroces de l'Organisation ont comprise ces derniers temps. Comme l'a écrit Jeane Kirkpatrick, autrefois ambassadrice des États-Unis à l'ONU, il se peut que, grâce à la paix apportée par la fin de la Guerre froide, les Nations-Unies deviennent plus efficaces.

Sur le nombre étourdissant de propositions que Moscou a faites concernant le système onusien (plus d'un millier selon un décompte), il y a beaucoup d'idées naïves formulées avec le zèle évident d'un nouveau converti. Cependant, on y trouve aussi tout un ensemble de propositions visant à rendre le régime existant des opérations de maintien de la paix plus «viable», plus actif politiquement et plus axé sur une diplomatie de prévention. À cette fin, les textes préconisent une allocation nationale de fonds, d'équipements et de troupes destinées à un déploiement rapide, l'affectation de soldats de l'ONU aux endroits à risque, un meilleur entraînement et une meilleure gestion, des forces onusiennes de réserve permanentes, plus d'autonomie pour le Secrétaire général, des centres de réduction des risques de guerre, et de meilleurs services de logistique et de renseignement. Notons au passage que beaucoup de ces propositions soviétiques ont déjà été lancées par des gouvernements occidentaux dans le passé.

Le moment est propice. Avant le récent accroc sur la question du statut de l'OLP, Washington avait commencé à réagir positivement. Prenant le contre-pied de leur politique antérieure, les États-Unis s'étaient joints à l'URSS, au Canada et au reste du Conseil de sécurité pour autoriser l'envoi d'observateurs militaires en Amérique centrale, une première pour l'ONU dans «l'arrière-cour» de l'Amérique. Bien que l'opération «Juste



Cause» au Panama démontre que, dans certaines circonstances, la Maison-Blanche continue de considérer qu'il est de son intérêt de procéder à une intervention armée unilatérale, du moins à court terme, nul ne devrait douter de l'importance capitale de l'aval accordé par les États-Unis à la première véritable opération internationale de maintien de la paix dans l'hémisphère occidental.

La mission du groupe d'observateurs de l'ONU en Amérique centrale consiste, à l'origine, à vérifier que les gouvernements de la région respectent leur engagement de ne plus aider les insurgés. Par la suite, il est prévu d'envoyer des casques bleus armés récupérer les armes des guérilleros. Ces casques bleus (canadiens, colombiens, espagnols et vénézuéliens) font équipe avec des civils des Nations-Unies et de l'Organisation des États américains (à laquelle le Canada vient d'adhérer) pour surveiller le déroulement des élections nicaraguayennes. Comme d'habitude, il est difficile de garantir le succès de ces entreprises.

Quelques jours avant que soit approuvé l'envoi du Groupe d'observateurs de l'ONU en Amérique centrale, on a assisté à New York à deux autres «premières». Après quarante-quatre ans de «chamailleries», les superpuissances ont parrainé ensemble une résolution de l'Assemblée générale visant à renforcer le travail de l'Organisation, et elles ont tenu une conférence de presse commune pour présenter leur texte. Ces gestes symboliques, qui entraînent dans la logique de l'attachement croissant de Moscou au multilatéralisme, constituaient aussi un signe encourageant de la part de Washington qui comprend de plus en plus que l'ONU joue un rôle essentiel pour garantir la paix et la sécurité internationales. En fait, au terme de la 44^e session, il régnait un rare consensus. D'accord avec le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Vladimir Petrovsky, et avec l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, M. Thomas Pickering, le président nigérian de l'Assemblée générale, M. Joseph Garba, a déclaré que l'organisation mondiale avait beaucoup gagné au réchauffement des relations entre les superpuissances.

Par le passé, le Canada a souvent servi de «pont» entre l'Est et l'Ouest dans de nombreuses instances. En tant que membre du Conseil de

sécurité, son rôle devrait être maintenant de convaincre Washington de l'occasion historique qui s'offre de faire progresser le multilatéralisme. Enfin, le monde entier loue l'organisation mondiale pour sa capacité d'atténuer la violence et ne la dénigre plus comme étant un lieu où l'on brasse du vent, où l'on s'investit, où l'on parade et où l'on cherche à intimider.

LE KREMLIN A COMMENCÉ À COMPRENDRE les limites de son pouvoir. Il a appris à ses dépens que la force ne peut servir de panacée aux conflits du tiers-monde. Les prétendus bénéfices des bases implantées à l'étranger et des expéditions d'armes qui les accompagnent sont, on le sait maintenant, très illusoire. Ces ressources sont nécessaires à la restructuration intérieure, dont la réussite est en définitive plus essentielle à la sécurité soviétique qu'un empire démesuré dans le tiers-monde. Plus important encore, Moscou s'est aperçu que la compétition avec les États-Unis dans le tiers-monde s'est révélée préjudiciable aux relations bilatérales soviéto-américaines.

Si cette logique vaut à Moscou, pourquoi n'en irait-il pas de même à Washington ? Puisqu'il devient plus difficile d'exercer un pouvoir effectif dans le tiers-monde, la Maison-Blanche doit elle aussi comprendre le potentiel vital que constituent les institutions internationales pour le maintien de la paix et la résolution de problèmes transnationaux. Même dans l'euphorie qui fait suite à l'opération «Juste Cause», il est bon de songer au potentiel des Nations-Unies dans une situation comme celle du Panama.

Ne peut-on envisager que le Conseil de sécurité agisse quand un chef d'État, soupçonné de s'adonner au trafic de drogue, viole de manière flagrante les droits de la personne et emploie la force pour annuler des élections au point de perdre virtuellement tout soutien diplomatique dans sa propre région ? D'ici la fin des années 1990, des Nations-Unies plus mordantes pourraient, par exemple, aider à combattre les fléaux que sont les drogues illicites et le terrorisme, assurer la sécurité de petits États, garantir l'acheminement des secours humanitaires, vérifier l'application des accords de limitation des armements et surveiller le déroulement d'élections. En outre, la consolidation et l'essor du régime de maintien de la paix pourraient s'étendre aux domaines économiques, sociaux et environnementaux.

L'occasion qui se présente est trop importante pour les intérêts américains et mondiaux pour qu'on la laisse échapper à cause des préjugés démodés d'une poignée de lobbys américains. Le gouvernement Bush devrait comprendre que les opérations de maintien de la paix sont un moyen rentable de protéger les intérêts américains dans des régions stratégiques. La contribution américaine à l'opération namibienne s'élève à 175 millions de dollars US, ce qui correspond à 4 p. 100 environ du budget d'exploitation de la 82^e Division aéroportée (quand elle est inactive), ou au tiers du prix d'achat d'un des bombardiers indétectables B-2 si controversés. Les coûts d'exploitation du multilatéralisme paraissent bien minimes face aux frais que les autres solutions nécessiteraient. Il faut qu'un allié aussi fiable qu'Ottawa rappelle ces faits à Washington. □

DES PRISONNIERS POUR PRÉSIDENTS

Les dirigeants sud-africains ne montrent pas beaucoup où leur nouvelle volonté de négocier conduira le pays. Tout comme en Europe de l'Est, l'opposition pourrait bien leur damer le pion.

PAR HERIBERT ADAM

SUIVANT UN SCÉNARIO AUSSI DRAMATIQUE qu'imprévu, le «pouvoir populaire» a, en quelques semaines, balayé des régimes communistes bien enracinés en Europe de l'Est. Comment ces événements ont-ils influé sur les antagonistes en Afrique du Sud ? Nelson Mandela peut-il, à l'instar de Vaclav Havel, passer d'une cellule de prison à un palais présidentiel ?

Si les choses suivaient un tel cours, l'Afrique du Sud serait réhabilitée du jour au lendemain, la fuite des capitaux cesserait, et le pays retrouverait la prospérité en tant que partie la plus industrialisée d'un continent africain en déclin. Contrairement à l'Europe de l'Est, l'Afrique du Sud n'aurait même pas besoin d'une aide extérieure spéciale, vu son infrastructure de haute qualité et l'abondance de talents et de ressources naturelles dont elle dispose. La plupart des forces sociales, tant au pays même qu'à l'étranger, accueillerait sans doute favorablement un tel dénouement rationnel dans un conflit apparemment insoluble. L'indice de la bourse d'Afrique du Sud monterait en flèche, tout comme celui de Francfort l'a fait face à la possibilité que le pluralisme démocratique succède au centralisme despotique. L'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud se joindraient aux Sud-Africains pour célébrer l'abolition du dernier vestige d'un régime colonial. Mais comme on exhorterait ces derniers à rester et à jouer leur rôle en tant que natifs d'Afrique, seule la minorité raciste parmi eux ne pourrait admettre le gouvernement par la majorité. Et il en irait de même des extrémistes de la gauche, qui pleureraient la trahison de la révolution socialiste.

On est sans doute justifié de dresser une analogie avec l'Europe de l'Est pour ce qui concerne les chances de trouver une solution pacifique et négociable, mais la comparaison est loin de tenir pour ce qui est du rythme des changements. On ne peut établir un parallèle entre le programme de réforme de F.W. de Klerk, d'une part, et, d'autre part, les politiques et le style nouveaux dont M. Gorbatchev a été le symbole pour le bloc de l'Est. Le Parti national s'apparente peut-être aux partis communistes quand il s'agit d'exercer un pouvoir et une influence sur la vie des populations, et il est possible que la secrète *Broederbond* façonne les politiques plus ou moins de la même manière que le Politburo, plus vaste, mais aucune de ces deux formations afrikaner n'a connu la baisse de moral que la *perestroïka* de M. Gorbatchev a engendrée chez les dirigeants des pays satellites d'Europe de l'Est.

Le gouvernement blanc s'est arrangé pour se moderniser quelque peu de l'intérieur en l'arguant

ses idéologues intransigeants. Contrairement à ce qui s'est passé en Europe de l'Est, où les staliniens inconditionnels ont essayé de défendre l'indépendable, en Afrique du Sud, l'extrême-droite fait partie des marginaux politiques, et les réformateurs cherchent maintenant à s'adapter à de nouvelles exigences. Les réformateurs communistes ont dû compter avec une population munie du droit de vote et avec la désillusion au sein du parti; c'est pourquoi ils ont perdu le pouvoir aux mains de l'opposition non communiste. Par contre, le gouvernement sud-africain conserve encore sa légitimité aux yeux de la minorité blanche, et les forces armées lui demeurent loyales. Même si elle est à moitié composée de Noirs, la force constabulaire afrikaner a toujours une envie folle de matraquer les agitateurs. Une population sceptique est encore profondément divisée suivant les idéologies, les classes, les ethnies et les régions, en dépit du fait qu'elle fasse l'objet d'une exclusion politique commune. Bien qu'il vienne d'emprunter la voie de la réforme, le gouvernement sud-africain n'a pas renoncé à d'autres options.

L'OPPOSITION SE LEURRE QUAND, PRENANT SES DÉSIRS pour la réalité, elle pense que Pretoria admet tacitement sa défaite et que de Klerk est désespéré et s'affole au cœur d'une crise profonde, à cause de l'assaut d'une brave résistance. Au contraire, une stratégie plus raffinée de négociation, qui remplace la politique répressive d'autrefois, révèle de la confiance plutôt que de la faiblesse. Pretoria sait désormais qu'il est inutile d'essayer de pacifier par la coercition, et elle veut maintenant récolter les avantages d'une solution politique, au lieu d'appliquer une répression plus coûteuse qui déboucherait sur la violence et l'impasse. Contrairement aux staliniens d'Europe de l'Est, les détenteurs du pouvoir à Pretoria ont compris que la politique ne peut aller à l'encontre de puissantes forces sociales. Ils cherchent plutôt à diriger ces forces. En adoptant une attitude conciliatoire, les nationalistes de l'après-*apartheid* ont été qualifiés de pacificateurs tant par leurs amis occidentaux que par leurs ennemis afrikaners.

La question ne consiste donc pas à savoir si de Klerk est «sincère» ou non. En faisant l'analyse psychologique des changements politiques, on oublie facilement les intérêts sous-jacents. Si, en formant de nouvelles alliances et en changeant de style, on parvient mieux à défendre ces intérêts

qui sont de rester au pouvoir et de maîtriser ses adversaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la minorité afrikaner, alors les dirigeants actuels ont manifesté un remarquable sens de l'adaptation.

La question plus intéressante demeure de savoir si les détenteurs officiels du pouvoir peuvent déterminer les résultats de leur nouvelle philosophie. Ils ne semblent pas être très sûrs eux-mêmes de ce à quoi leur cheminement impromptu devrait aboutir. Tout comme la *perestroïka* de Gorbatchev a acquis sa propre dynamique et libéré l'ethno-nationalisme dans un empire soviétique en train de s'effriter, ainsi la nouvelle cooptation en douceur de Pretoria pourrait bien renforcer et affaiblir simultanément l'opposition.

Illustrons cette dialectique à l'aide d'un exemple concret. Peu d'organismes méritent davantage d'être louangés pour être passés de l'affrontement à la négociation que l'*Institute for Democratic Alternatives* (IDASA) de F. van Zyl Slabbert et d'Alex Boraine.* Tandis que l'état d'urgence atteignait son paroxysme sous Botha, que tout dialogue avait cessé et que les deux antagonistes s'accusaient mutuellement des pires crimes, l>IDASA a réussi à organiser des dizaines de réunions, en Afrique du Sud et ailleurs, entre des représentants qui ne se seraient autrement pas adressés la parole. Les chefs exilés de l'ANC (*African National Congress*) se sont entretenus sérieusement pour la première fois avec des Blancs non communistes, et des figures dirigeantes de l'establishment afrikaner (mais non des membres du gouvernement) ont trouvé des terrains d'entente avec des «terroristes». Le processus mutuel d'apprentissage a clairement entraîné une modification des déclarations politiques ultérieures et des perceptions.

LA TENDANCE ACTUELLE À LA NÉGOCIATION plutôt qu'à l'affrontement est-elle irréversible ? Contrairement aux régimes d'Europe de l'Est, dont le sort fut scellé dès que l'Union soviétique renonça à la doctrine Brejnev, Pretoria pourrait revenir à la contrainte sans avoir besoin du sou-

* L>IDASA cherche surtout à éduquer et à renseigner pour faciliter le dialogue entre les antagonistes. Parmi les dirigeants, on trouve d'éminents universitaires et des personnalités connues de la collectivité, et il est principalement financé par les gouvernements ouest-européens, des fondations philanthropiques américaines et le ministère canadien des Affaires extérieures.

tien d'alliés extérieurs. Quant à elle, l'Afrique du Sud, qui essuie les condamnations verbales de ses amis occidentaux depuis des décennies, a malgré tout bénéficié de diverses formes d'aide économique, politique et militaire (clandestine), sans toutefois en dépendre vraiment en fin de compte.

Dans le cas de l'Afrique du Sud, le problème tient au fait qu'aucune puissance étrangère n'a les moyens voulus, si l'on exclut l'intervention militaire, pour forcer ce régime intransigeant à accorder des concessions fondamentales. Même si l'on en venait à appliquer des sanctions complètes et obligatoires (ce qui est improbable, vu la concurrence que se livrent les divers pays), Pretoria ne s'effondrerait pas, en tous cas, pas dans l'avenir immédiat. Par conséquent, la réforme radicale en Afrique du Sud doit principalement prendre naissance à l'intérieur même du pays.

Comment, alors, expliquer le nouveau pragmatisme de l'actuelle oligarchie afrikaner ? Et surtout, comment comprendre l'acquiescement relatif de la population sud-africaine ? Selon le canon socialiste de la représentation ascétique du peuple, la corruption ne devrait pas exister chez les dirigeants. Pourtant, les révélations au sujet des styles de vie exclusifs et de l'enrichissement personnel des gouvernants en République démocratique allemande et en Roumanie témoignent d'un isolement élitiste et d'une corruption encore pires que dans le gouvernement calviniste de Pretoria, de plus en plus miné par les scandales. Dans cette capitale, où règne une démocratie pour les Blancs, une presse et un appareil judiciaire autonomes obligent encore les dirigeants à rendre des comptes, malgré les règlements d'urgence et une extension insidieuse du pouvoir exécutif. En Afrique du Sud sous régime dictatorial, il est clair que seule une petite minorité de la population profite de la démocratie. Quoi qu'il en soit, même un tel régime rend une oligarchie plus comptable de ses actes que l'absence totale de démocratie, comme à Prague ou à Bucarest.

LES SUD-AFRICAINS PRIVÉS DU DROIT DE VOTE NE se font pas d'illusions au sujet de leurs dirigeants. Le gouvernement à doctrine raciale favorise de toute évidence la race au pouvoir (les Noirs le constatent tous les jours, sans se sentir trahis). En revanche, de nombreux membres ordinaires du parti dans les pays de l'Est ont eu l'impression d'avoir été dupés quand ils se sont finalement rendus compte du fossé qui s'était creusé entre l'idéologie et la réalité. D'où la tentation qu'ils ont eue de se venger, sentiment qui ne transpire à peu près pas dans les propos des Sud-Africains. La rancœur gronde effectivement parmi la droite, mais non chez la gauche. Cette force risque-t-elle de faire échouer les timides tentatives de réconciliation ?

Le Parti national bat en retraite sur le plan idéologique, mais il tient fermement les rênes du pouvoir, même si, aux élections de 1989, il n'a remporté que 48 p. 100 des suffrages blancs. Il a su repousser le principal défi que lui lançait la droite (30 p. 100 des voix). Le vote de l'extrême-droite exprime une protestation des basses classes blanches en déclin plutôt qu'une nouvelle vision attrayante. Le nationalisme afrikaner, fondé sur le

cloisonnement, ne promet pas la prospérité, mais bien plus de sacrifices encore au nom de la pureté raciale afrikaner. Les sentiments propres à l'extrême-droite sont forts dans les échelons inférieurs de la fonction publique, et plus particulièrement dans la police et les services de sécurité.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT, SOUS LA COUPE DE M. de Klerk, est presque un duplicata du régime antérieur. Toutefois, contrairement à P.W. Botha, dont le pouvoir reposait sur l'appareil militaire, le nouveau président n'appartenait pas à ce qu'on appelait la «sécurocratie». Il ne siégeait pas au puissant Conseil de la sécurité d'État (*State Security Council*), dont l'ancien président sanctionnait quasi machinalement les décisions. Pour le juriste



John Pflon

qu'est de Klerk, les dimensions politiques et juridiques ont jusqu'ici importé plus que les dispositifs répressifs de sécurité. Afin de réduire au minimum l'opposition de la droite au sein de la police, il a pratiquement bazaré le «Système national de gestion de la sécurité» (*National Security Management System*) qui était devenu une bureaucratie parallèle sous la mainmise de la police. Il a également limité les pouvoirs de la Direction de la sécurité d'État (*State Security Control*) et redonné au cabinet la responsabilité de toutes les affaires intéressant la sécurité.

Les conservateurs s'attendent à ce que les remous politiques ayant secoué l'Europe de l'Est se produisent aussi ailleurs. Cependant, la situation existant en Chine, au Vietnam ou à Cuba, voire peut-être aussi en Afrique du Sud, diffère de la conjoncture est-européenne en ce sens que, dans ces pays, le communisme est associé à des réalisations historiques plus considérables, à l'alphabétisation et à de meilleures conditions de vie. En Europe de l'Est, c'est une armée victorieuse qui a imposé le stalinisme, au lendemain d'une guerre dévastatrice.

L'Afrique du Sud se trouve au carrefour d'une démocratie à l'occidentale et d'une libération noire despotique. De nombreux experts n'écartent

pas la possibilité d'une répression par un régime contraire. Vu l'inéquité flagrante et les immenses besoins en matière de logement et d'éducation, là où existe une coïncidence quasi parfaite entre les races et les classes, il est effectivement difficile d'imaginer comment une société plus égalitaire, plus juste et, partant, plus satisfaite pourrait voir le jour sans que s'opèrent une redistribution massive des richesses et une réglementation poussée de l'économie par l'État.

Pourtant, la plupart des signes n'annoncent pas une ère stalinienne en Afrique du Sud, mais plutôt une économie mixte encore indéfinie et une démocratie authentique. L'opposition actuellement dominée par l'ANC ne se perçoit pas comme une entité socialiste, mais bien comme un mouvement non raciste représentant toutes les classes sociales et cherchant à abolir l'*apartheid*.

LES ÉCHECS ÉCONOMIQUES DE LA DÉCOLONISATION ailleurs en Afrique ont, cela est certain, fait réfléchir les stratèges beaucoup plus avertis des groupes opposés à l'*apartheid*. Dénonçant une telle retenue, les critiques de l'extrême-gauche dans les universités britanniques et canadiennes accusent déjà l'ANC de reléguer le socialisme à l'arrière-plan, en attendant la deuxième étape qui surviendra une fois la libération nationale accomplie. Toutefois, plus l'opposition non raciste entre dans le jeu politique des négociations, plus elle s'expose à se faire damer le pion par des groupes plus radicaux. Dans ce dilemme, la rhétorique virulente a pour but de contrer la surenchère toujours possible.

Avec la présence d'un Mandela largement respecté en tant que symbole d'unité et de pragmatisme, l'Afrique du Sud est parvenue en 1990 à une étape historique unique où la chance s'offre à elle de concilier ce qui paraît inconciliable. Les présidents de pays n'ont pas l'habitude de descendre au donjon pour aller voir leurs prisonniers, à moins qu'une telle démarche leur promette des gains intéressants. Comme le déclarait Chester Crocker, la rencontre entre Mandela et de Klerk «a revêtu de l'importance en tant que tableau symbolique montrant un prisonnier et un président qui ont peut-être compris, à ce moment-là, qu'ils avaient besoin l'un de l'autre». Pourtant, on ne peut s'empêcher de se demander si l'un succédera un jour à l'autre en Afrique du Sud.

Il est surprenant de constater qu'aux yeux de l'ANC, pour reprendre les propos de Walter Sisulu, il importe peu que le président soit noir ou blanc, pourvu que la démocratie l'emporte.

Comme la lutte ayant cours en Afrique du Sud n'a rien d'un conflit communal entre deux nationalismes mutuellement exclusifs ni d'une guerre civile à fondement religieux, l'octroi à tous les citoyens du droit de vote et de privilèges identiques vient au tout premier rang du programme politique. Divers compromis constitutionnels pourraient faire le pont entre la détermination du Parti national à garantir les droits des différents groupes ethniques, d'une part, et, d'autre part, l'engagement pris par l'ANC d'assurer la représentation individuelle, si seulement les antagonistes amorçaient sans tarder des négociations. □

À QUAND LES TABLETTES REMPRIES EN URSS ?

Sans grande expérience en la matière, les dirigeants soviétiques s'efforcent d'édifier une nouvelle économie qui alliera à la fois les «marchés socialistes» et la prospérité occidentale.

PAR MICHAEL BRYANS

IL N'Y A PRESQUE RIEN À ACHETER EN UNION soviétique, même si l'on a de l'argent; c'est là un problème qui, bien que loin d'être banal, a fait perdre de vue la véritable tâche à accomplir aux observateurs extérieurs et à quiconque avait essayé antérieurement d'opérer des réformes. Ce qu'il importe de voir, c'est que ces pénuries, issues des mécanismes d'un ordre politico-économique qui s'effrite rapidement, obscurcissent le ciel de la *perestroïka*.

Les dirigeants soviétiques savent qu'il ne suffit désormais plus de faire appel au patriotisme et d'invoquer l'idéologie, comme autrefois. De l'époque khrouchtchevienne à celle des premières réformes de Gorbatchev, en 1985 et 1986, les mots d'ordre étaient «discipline», «efficacité» et «diligence». Si les Soviétiques travaillaient plus fort et mieux et s'ils cessaient de se saouler et de commettre gaffe sur gaffe, il y aurait des bas de nylon et du beurre sur les tablettes des magasins. Les planificateurs se sont donc attelés plus méticuleusement à leur tâche, et les gestionnaires ont exhorté les travailleurs à fournir un plus grand effort, mais ils n'ont pas eu plus de succès que le conducteur klaxonnant éperdument au beau milieu d'un embouteillage monstre : la circulation ne bouge pas pour autant, et il s'attire les invectives des autres conducteurs.

Afin de comprendre à quel point le système de planification hiérarchisé et vieux de soixante ans paralyse l'économie de l'URSS, il suffit d'écouter la génération actuelle d'économistes soviétiques. Nikolai Shmelev compte parmi les plus militants et les plus réfléchis de ces derniers. Shmelev est en soi un véritable produit de la *glasnost*; il a passé des années à écrire des romans, car personne d'important ne s'intéressait à ses doctrines économiques. Aujourd'hui, il cumule les fonctions de député et celles d'analyste à l'Institut des études canado-américaines; il se situe à l'«extrême-gauche» des réformistes gorbatchéviens, lesquels forment une sorte d'opposition loyale au groupe des Gorbatchev, Abalkin et Aganbegyan qui essaient de faire redémarrer les moteurs économiques du pays.

Contrairement à bon nombre de ses contemporains, qui manifestent au moins certains égards à l'endroit des services de planification avant de les dénigrer, Shmelev ne fait pas de quartier. Écrivant avec son collègue Vladimir Popov une critique virulente et détaillée sur la structure économique soviétique,¹ il explique comment les désastres économiques alimentant les chroniques

en soirée de la télévision soviétique constituent le résultat inévitable d'un système qui ne fonctionnera jamais mieux. «On ne peut blâmer personne», écrivent-ils,

... la régularité avec laquelle les pénuries de toutes sortes se produisent (depuis le savon pour enfants jusqu'aux cartouches-soda, en passant par les wagons de train) montre qu'il existe une loi sous-jacente dans tous ces cas ... cette loi se rapporte au système de planification... Dans sa forme actuelle, elle *garantit* des pénuries constantes.

LES DIRIGEANTS SOVIÉTIQUES NE SAVENT PAS ET NE peuvent pas savoir comment sortir de l'ornière profonde où ils sont actuellement enlisés. Ils font face à un problème qu'aucune société n'a jamais essayé de résoudre sur une telle échelle : créer de toutes pièces et de toute urgence une économie de «marché», typique d'une société industrialisée, à partir des restes utilisables d'un système rigoureusement hiérarchisé auquel personne, sauf peut-être ses plus fervents adeptes, ne croit plus.

Le fait que les économistes occidentaux n'ont jamais vraiment su comment leurs propres économies fonctionnaient n'a jamais constitué un obstacle sérieux, étant donné que les experts se sont manifestés bien après que les régimes économiques se fussent mis à tourner. Les économistes se sont principalement contentés d'expliquer les économies et d'interpréter les résultats à leur guise. Les théoriciens se débattent encore, sans succès, avec des questions telles que celles de savoir comment les consommateurs choisissent entre prendre une semaine de vacances au Club Med, réduire leur hypothèque, et faire poser une prothèse orthodontique à leur enfant; pourquoi Taïwan est plus riche que le Ghana, et comment le cycle des affaires fonctionne, à supposer qu'il en existe un. Le problème de Mikhaïl Gorbatchev tient au fait qu'il ne peut se contenter de décrire les marchés; avec ses collègues, il doit les construire de toutes pièces, mais il ne leur reste plus beaucoup de temps pour accomplir ce tour de force.

Selon Richard Ericson de l'Université Columbia, la crise immédiate s'explique par deux facteurs interdépendants : la pénurie de biens de consommation, et l'énorme quantité de roubles dont les citoyens soviétiques disposent et qu'ils ne peuvent dépenser parce qu'il n'y a rien à acheter.

Les réserves monétaires se situeraient entre 200 et 350 milliards de roubles, mais personne n'en connaît précisément l'ampleur. Voilà qui annonce une inflation prodigieuse dès que le gouvernement cessera de réglementer les prix, étape qui est maintenant prévue pour 1993. Une solution qui fait beaucoup d'adeptes consisterait à inonder le marché avec des biens de consommation de manière à absorber toutes ces réserves de roubles. Pareille mesure améliorerait la qualité de vie du citoyen soviétique moyen et procurerait peut-être à M. Gorbatchev une période de paix politique, ce qui permettrait aux réformes plus fondamentales de prendre racine. Mais comme le système national de production ne peut fabriquer ces biens, le pays doit les obtenir à l'étranger avec le peu de devises fortes que le gouvernement a dans ses coffres.

CE DILEMME ALIMENTE ÉNORMÉMENT LE DÉBAT public en URSS, et c'est un thème central de discussion entre, d'une part, le gouvernement, dont le programme quinquennal de réformes graduelles vise à «stabiliser» la question monétaire avant que le pays opère des changements fondamentaux en 1993, et, d'autre part, les critiques de «la gauche» comme Shmelev, qui veulent que le gouvernement passe immédiatement à l'action. Tous s'entendent pour dire que, très bientôt, les citoyens soviétiques devront pouvoir créer leurs propres biens et services; or, d'après la grande majorité des critères, on est loin de progresser avantageusement vers un tel état de choses.

À l'heure actuelle, le gouvernement dirigé par M. Gorbatchev, le premier ministre Nikolai Ryzhkov et un groupe de conseillers économiques a proposé un programme complet qui, d'ici 1995, orienterait brusquement l'économie soviétique dans la direction que suivent les économies occidentales. Maintenant, il y a lieu de se demander si le coup de barre sera suffisant. Un ensemble de projets de loi cadres sur l'imposition, la propriété foncière, la propriété civile et l'autonomie locale constitue la clef de voûte du programme; ces documents sont actuellement devant le nouveau parlement et sont censés entrer en vigueur au printemps de 1990.

À l'issue des réformes proposées, la présence de l'État dans le secteur de la production diminuerait sensiblement. Cela équivaut à révolutionner les relations politiques et économiques entre les citoyens et l'État et entre les citoyens eux-mêmes. Le gouvernement et le parti ne seraient désormais plus les principaux organisateurs aux fins de la création et de l'échange des biens et des

services. Les lois cadres, notamment celles concernant le droit de posséder des biens et des terres agricoles, définiront le contexte socio-juridique de ces changements.

Il est nécessaire de recourir à une théorie économique comparative pour mieux comprendre pourquoi ce contexte est si vital. L'économiste américain Charles Lindblom a dit² des économies des pays industrialisés modernes qu'elles comportaient trois types de marché : le marché de la main-d'oeuvre, où l'énergie et le talent sont échangés contre de l'argent; le marché de consommation, où les particuliers achètent des biens et des services avec de l'argent; et troisièmement (c'est habituellement un volet plus considérable que les deux autres réunis), le marché intermédiaire, où les entreprises (sociétés, compagnies, fermes, petites et grosses entreprises, et ministères gouvernementaux) achètent et échangent des pièces, des matières premières, des services commerciaux, de l'énergie, et le reste.

APRÈS AVOIR ANALYSÉ LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE soviétique, Lindblom en a conclu qu'il a supprimé ce troisième palier. Depuis 1929, les usines, les fermes collectives, les magasins, les journaux et les restaurants n'échangent entre eux que d'après les quantités, les prix et les dates fixés d'avance dans le plan gouvernemental. Tel est l'effet étouffant du système de planification : l'URSS compte seulement quelques dizaines de milliers d'organisations de production, comparativement aux millions d'entreprises, d'associations commerciales et de sociétés à but non lucratif existant aux États-Unis, pays possédant une économie de taille analogue.

Des millions de transactions commerciales entre toutes sortes d'entreprises composent la vie des pays industrialisés modernes d'Occident; certaines de ces transactions portent sur de gros produits très coûteux vendus et achetés par de grosses entreprises, mais la plupart ont un tout autre caractère. Elles concernent plutôt des «bagatelles», comme Shmelev et Popov les appellent (boutons, emballages, fils de fer, agrafes-trombones et articles divers), mais ce sont elles qui donnent toute son intensité et sa prospérité à la vie économique. Comme il existe relativement peu d'entreprises en URSS, écrivent Shmelev et Popov, les «bagatelles» indispensables font constamment défaut.

Le récit de Shmelev et Popov sur les inepties du processus de planification explique pourquoi il en est ainsi. Même si une entreprise veut, par exemple, acheter des agrafes-trombones d'une usine voisine, elle n'a aucun argent, hormis celui prévu dans le plan, pour payer les articles et conclure la transaction. Et l'usine en question ne peut vendre les agrafes (même si elle en a en réserve), car le plan dit qu'elle n'est pas censée en avoir (le plan est parfait) et que l'argent supplémentaire que les ventes non prévues procureraient à l'usine bouleverserait encore davantage le plan. Par conséquent, au lieu de considérer les fruits de la vente comme un profit, le ministère des Plans impose à l'entreprise une amende équivalant à quatre fois la valeur de la transaction !

Ce sont ces marchés intermédiaires faibles et sous-utilisés (le vide économique qui

apparaîtra quand le gouvernement se retirera de la scène) que les citoyens soviétiques devront occuper avec divers mécanismes de production. Et c'est là qu'interviendront les lois proposées sur la propriété civile et foncière. En Occident, l'activité commerciale est définie par un ensemble de lois, de coutumes et d'institutions à la faveur desquelles les personnes se groupent en dehors de la coupe de l'État afin de créer des biens et services et de gagner de l'argent. Des lois sur la propriété, des règlements sur les prêts commerciaux, des lois pour limiter la responsabilité des entreprises, une législation anti-trusts, des règles sur les droits d'auteur, voilà quelques-uns des instruments qui, sous une forme ou sous une autre, sont essentiels pour lancer et réglementer la production en dehors d'un régime rigoureusement planifié à la soviétique.

Il n'existe à toutes fins utiles aucun cadre juridique semblable en URSS. Même des notions aussi fondamentales que l'«autorité de la loi», en vertu desquelles les droits de l'individu et la propriété sont protégés contre l'intervention arbitraire de l'État, doivent être fermement établies et sont essentielles si l'on veut que les citoyens soviétiques fondent des entreprises ou travaillent pour des personnes qui en possèdent. Le caractère de ces lois et coutumes et la façon dont elles s'harmoniseront avec une culture qui est déjà en effervescence détermineront la nature de l'économie qui naîtra du processus.

ON NE SAIT PAS TRÈS BIEN OÙ LES SOVIÉTIQUES veulent que leur économie aboutisse. Shmelev et Popov évoquent la période sereine où l'intervention de l'État dans l'économie était relativement limitée, soit entre 1921 et 1927 (l'ère de la nouvelle politique économique de Lénine). D'autres économistes et fonctionnaires ont favorablement fait référence aux cas de la Suède, de la Hongrie ou de la Yougoslavie. Deux constantes claires se dégagent de toutes les observations formulées : tout d'abord, le gouvernement ne veut pas, pour reprendre les mots d'Ericson, de «marchés capitalisants à l'occidentale»; il recherche l'égalité

qui caractérise l'idéal socialiste. En second lieu, à l'exception des fonctionnaires qu'Ericson décrit comme étant les «technocrates conservateurs» et selon qui il serait possible de sauver le système dirigé actuel avec des ordinateurs modernes, les membres du gouvernement savent qu'ils ne peuvent pas commander simplement ce qu'ils veulent; il leur faudra apprendre à tolérer un certain degré de confusion sur le marché.

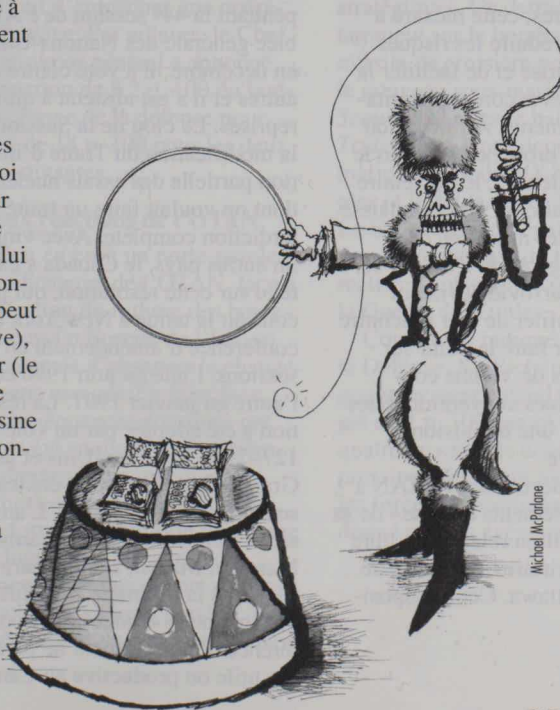
D'après Ericson, on a encore une certaine phobie de l'«anarchie des marchés»; par conséquent, le gouvernement veut se garantir contre des suites indésirables telles que des bénéfices trop considérables pour les particuliers. Les «marchés socialistes» envisagés par les économistes soviétiques demeureraient manoeuvrables et orientables par le gouvernement; les milieux dirigeants éprouvent toujours beaucoup d'antipathie pour la «capitalisation», que l'on perçoit comme étant de l'exploitation ou comme un revenu «non gagné». Ericson fournit l'exemple suivant : en vertu des nouvelles lois sur la propriété et les entreprises, il faudrait former un groupe d'au moins trois personnes pour posséder une usine, et celles-ci pourraient se partager les profits de fonctionnement («valeur fondée sur le travail»), mais il ne leur serait pas possible de réaliser un profit en vendant l'usine et son matériel (accumulation de capital, ou capitalisation). Bref, il y aurait un marché pour les biens fabriqués par les entreprises, mais aucun pour les entreprises mêmes.

AUX YEUX D'ERICSON, LE PROGRAMME ACTUEL DU gouvernement représente un compromis intenable entre les marchés capitalistes à l'occidentale et le régime existant. Il a peut-être raison de dire que, quand ils seront laissés à eux-mêmes, les nouveaux marchés donneront peut-être lieu à leurs propres règles. Ou pire encore, s'il s'avère que les mécanismes juridiques ne concordent pas avec les traditions et les valeurs culturelles, l'économie risque de ne pas démarrer du tout. Par exemple, on ne voit pas au juste pourquoi trois personnes investiraient dans une entreprise si, à supposer qu'elles perdent leur enthousiasme ou la vitalité de leurs jeunes années, elles ne peuvent la liquider et récupérer l'argent investi plus une somme raisonnable pour avoir ainsi immobilisé leurs capitaux pendant des années. L'État pourrait sans doute racheter l'entreprise au prix original en y ajoutant des intérêts, mais les mécanismes nécessaires pour administrer un tel régime reprendraient la structure même que le gouvernement prétend vouloir démanteler. Un marché viable pour les biens de consommation semble déboucher inexorablement sur un marché pour les entreprises (nonobstant les préférences idéologiques).

Les économistes de partout garderont leurs regards rivés sur l'URSS. La plus grande expérience d'économie appliquée va s'y dérouler, et le sort de 300 millions de personnes en dépend. □

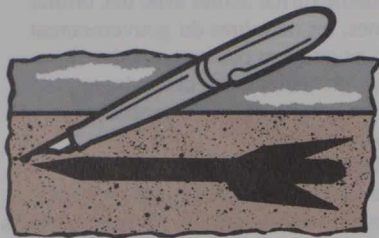
1. *The Turning Point: Revitalizing the Soviet Economy*, Nikolai Shmelev et Vladimir Popov, New York, Doubleday, 1989.

2. *Politics and Markets: The World's Political-Economic Systems*, Charles E. Lindblom, New York, Basic Books, 1977.



Michael McFarlane

CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



Le sommet de Malte

■ À l'occasion du sommet de Malte, le 2 décembre dernier, le président américain Bush a proposé que les deux camps s'efforcent de résoudre toutes les questions en suspens dans le cadre des pourparlers sur la réduction des armes stratégiques pour qu'un traité START puisse être signé à la réunion au sommet prévue aux États-Unis pour la fin de juin 1990. Le président Gorbatchev, comme d'autres hauts dignitaires américains, a par la suite ajouté qu'il serait plus réaliste de chercher à résoudre toutes les grandes questions d'ici le sommet de juin et de signer le traité en tant que tel plus tard dans le courant de l'année.

Revenant sur une décision antérieure concernant les armes chimiques, M. Bush a offert de mettre un terme à la production des armes binaires après l'entrée en vigueur d'une convention mondiale sur les armes chimiques, dans la mesure où Moscou accepterait les modalités de la proposition américaine formulée devant les Nations-Unies en septembre dernier. À cette époque, les États-Unis avaient proposé que les deux superpuissances détruisent 98 p. 100 de leurs arsenaux dans les huit premières années de l'entrée en vigueur d'une convention. À cette fin, le président Bush a proposé à Malte que l'on profite du sommet de juin pour signer un accord prévoyant la destruction de 80 p. 100 des arsenaux avant même la conclusion d'une convention mondiale. M. Gorbatchev a qualifié la proposition américaine d'«intéressante», sans pourtant y souscrire, et il s'est dit optimiste quant à la possibilité de progrès futurs.

Le sommet de Malte a également été l'occasion pour les deux chefs d'État d'aborder quantité d'autres aspects de la limitation des armements. Ils ont convenu de terminer leur travail sur les protocoles de vérification des Traités relatifs à la limitation des essais nucléaires

souterrains et aux explosions nucléaires à des fins pacifiques à temps pour la signature du sommet de juin. Les États-Unis ont accepté une ancienne proposition de l'URSS, dans laquelle ils préconisaient de tenir sur le vieux continent une réunion au sommet en vue de signer un traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) avant la fin de 1990. M. Bush a invité les Soviétiques à redoubler d'effort pour limiter la prolifération de la technologie propre aux missiles balistiques, en se conformant aux modalités du régime de réglementation visant cette technologie et mis au point par les sept grands pays industrialisés. M. Gorbatchev, quant à lui, a insisté sur la nécessité de tenir une négociation distincte sur les armements navals, et il a proposé d'éliminer complètement les armes nucléaires tactiques en mer. M. Bush aurait réagi en répétant que les États-Unis étaient, pour l'instant, opposés à ce genre de négociations.

Ouverture des espaces aériens

■ Au moment où nous mettons sous presse, on préparait la Conférence «Cieux ouverts», qui se tiendra à Ottawa du 12 au 28 février. Cette rencontre sera suivie d'une deuxième réunion, l'objectif final étant la mise au point d'un traité grâce auquel les avions autorisés non armés des pays signataires, moyennant un bref préavis, pourront survoler le territoire de n'importe lequel des autres; cette mesure a pour objet de réduire les risques d'attaque surprise et de faciliter la vérification des accords de limitation des armements. À l'occasion d'un discours prononcé à Berlin le 12 décembre dernier, le Secrétaire d'État américain, M. Baker, a laissé entendre que les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN et du Pacte de Varsovie devraient également profiter de leur rencontre d'Ottawa pour faire le point sur les pourparlers de Vienne concernant les forces conventionnelles et leur donner une impulsion supplémentaire.

Vers la mi-décembre, l'OTAN a accepté les «éléments de base» de sa propre proposition relative au libre survol des territoires, qui doit être présentée à Ottawa. Cette proposi-

tion prévoit notamment l'instauration de nombres limites nationaux pour les survols, nombres qui seraient calculés en fonction de l'étendue des pays participants (plusieurs vols par mois pour les grands pays, au moins un par trimestre pour les plus petits), une inspection des avions par le pays hôte avant le vol et une observation à bord pendant ce dernier, la possibilité pour les pilotes d'utiliser une large panoplie de capteurs, mais pas d'appareils de renseignements électromagnétiques, et une notification à faire seize heures à l'avance, suivie d'une «période de pré-vol» d'au moins vingt-quatre heures. Même si les pays du Pacte de Varsovie n'avaient pas encore soumis leurs propres propositions à ce sujet au moment où nous mettons sous presse, l'URSS avait dit souhaiter que toutes les bases militaires étrangères dans les deux alliances participent au régime; en outre, Moscou avait préconisé la mise en place d'une gamme commune d'avions, d'équipages mixtes, de capteurs «passifs» (comme des caméras, au lieu de radars «actifs») et un échange de données complet.

Quarante-quatrième Session de l'Assemblée générale des Nations-Unies

■ Le Canada a voté pour vingt des quarante résolutions portant sur la limitation des armements et la sécurité internationale mises aux voix pendant la 44^e session de l'Assemblée générale des Nations-Unies en décembre; il a voté contre cinq autres et il s'est abstenu à quinze reprises. Le clou de la Session a été la modification du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, dont on voulait faire un traité d'interdiction complète. Avec vingt et un autres pays, le Canada s'est abstenu sur cette résolution, qui préconisait la tenue à New York d'une conférence d'amendement en deux sessions, l'une en juin 1990 et l'autre en janvier 1991. La résolution a été adoptée par un vote de 127-2-22, les États-Unis et la Grande-Bretagne ayant été les deux seuls pays à s'y opposer. L'ambassadrice canadienne au désarmement, Margaret Mason, avait auparavant déclaré à la Première Commission que, même si «l'idée d'une conférence d'amendement ne paraissait pas utile ou productive au Canada»,

son pays comptait tout de même «coopérer de façon constructive» à sa mise en oeuvre.

En bref

■ Vers la fin du mois de novembre, pendant la visite à Moscou du premier ministre Mulroney, le ministre des Affaires extérieures, M. Clark, et son homologue soviétique, M. Chevardnadze, ont signé un accord bilatéral sur la «prévention des accidents en mer»; le document régit le comportement des navires de guerre et des avions militaires des deux pays, quand ils sont très proches les uns des autres.

■ Dans son discours du 12 décembre à Berlin, le Secrétaire d'État américain Baker a proposé que l'OTAN envisage de monter sa propre équipe de vérification des accords pour aider à contrôler l'observance des traités européens sur la limitation des armements, coordonner la mise en oeuvre des inspections et mettre sur pied un bureau d'information.

■ Le 14 décembre, l'OTAN et le Pacte de Varsovie ont tous deux déposé à Vienne une ébauche de traité, dans le cadre de la Conférence sur les forces conventionnelles. Deux événements importeront beaucoup pour ces négociations et les discussions sur le niveau des forces militaires en Europe en général : la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont toutes deux demandé le retrait complet des forces soviétiques stationnées sur leurs territoires, et elles ont entamé des discussions avec Moscou sur cette question. En outre, dans son discours sur l'état de l'Union, le président Bush a proposé le 31 janvier d'importantes réductions des effectifs américains et soviétiques en Europe. D'après la proposition de Washington, les deux parties en présence pourraient ramener les effectifs de leurs armées et de leurs forces aériennes en Europe centrale à 195 000 hommes – les États-Unis se réservant le droit de garder en plus 30 000 hommes en Turquie, en Italie et au Royaume-Uni. Avant le discours, Bush a donné un coup de fil à Gorbatchev qui aurait, dit-on, bien réagi à la proposition. □

– RON PURVER

CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



Le Pacte de Varsovie

■ Vers la fin de 1989 et au début de 1990, ce sont les événements survenus au sein du Pacte de Varsovie qui ont constitué l'essentiel de l'actualité en matière de défense, tant à l'Est qu'à l'Ouest. Vers la mi-janvier, le nouveau gouvernement tchécoslovaque a entrepris des pourparlers avec l'URSS pour parvenir à un accord sur le retrait, d'ici la fin de 1990, de toutes les troupes soviétiques stationnées sur son territoire. Les forces de l'URSS sont entrées en Tchécoslovaquie en 1968, en même temps que celles des autres pays du Pacte de Varsovie, pour réprimer l'insurrection contre le régime communiste.

Le 4 décembre 1989, les pays du Pacte de Varsovie, dont l'Union soviétique, ont profité d'une de leurs réunions pour condamner l'invasion de 1968, la qualifiant d'ingérence inadmissible dans les affaires internes de la Tchécoslovaquie. En 1989, quelque 5 000 soldats soviétiques, 700 chars et 200 avions ont été retirés de ce pays, lorsque M. Gorbatchev a décidé de réduire de 50 000 hommes les effectifs soviétiques en Europe de l'Est. Il reste environ 75 000 soldats en Tchécoslovaquie.

Le 24 janvier, le ministre tchèque des Affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier a officiellement annoncé que son pays cesserait de se livrer au trafic d'armes international. La Tchécoslovaquie est actuellement le septième exportateur mondial d'armements.

Quelques jours plus tard, lors d'un colloque organisé à Vienne par des représentants militaires du Pacte de Varsovie et de l'OTAN et consacré à l'étude des doctrines militaires, la Hongrie a demandé que toutes les troupes soviétiques stationnées sur son territoire le quittent d'ici la fin de 1991. Des négociations à ce sujet ont débuté peu après. Le nouveau gouvernement polonais

aurait, quant à lui, déclaré que le retrait des troupes soviétiques constituait une condition *sine qua non* de l'instauration d'une nouvelle relation entre la Pologne et l'URSS.

Parallèlement, tous les membres du Pacte de Varsovie ont indiqué leur intention de demeurer dans l'alliance. À Vienne, des porte-parole soviétiques ont annoncé que l'orientation politique de l'organisation militaire changerait bientôt. D'après ces mêmes sources, l'actuel Comité consultatif politique va être remplacé par un conseil reflétant plus fidèlement la nature et les intérêts des gouvernements membres du Pacte.

Il est encore trop tôt pour savoir quel sera exactement l'effet du retrait des troupes soviétiques sur la doctrine militaire de Moscou. À l'occasion du colloque de Vienne, Mikhaïl Moïseyev, Chef de l'état-major général soviétique, a précisé que l'URSS s'inspirait désormais du principe de la «suffisance raisonnable». Sur le plan des forces conventionnelles, il faut comprendre par là «des effectifs et des structures qui permettent aux deux camps de repousser toute agression quelle qu'elle soit, sans pour autant leur donner les moyens de lancer une attaque ou de mener une opération offensive de grande envergure». M. Moïseyev a illustré son propos en citant la décision prise par son pays de retirer 500 000 hommes, mais il n'a donné aucune explication quant à la structure militaire qui permettrait d'empêcher une opération offensive. Par ailleurs, le Chef de l'état-major général a annoncé une réduction de 8,2 p. 100 du budget soviétique de la défense pour 1990, et de 14 p. 100 pour les deux années suivantes.

Les deux réactions de l'OTAN

■ Si l'on en croit un porte-parole, les planificateurs de l'OTAN, face à l'accélération du rythme des bouleversements en Europe de l'Est, se sont contentés d'observer le changement, sans essayer d'y faire face. Deux conséquences possibles ont toutefois été soulignées. Premièrement, des représentants du gouvernement ouest-allemand ont dit douter fortement que l'on parvienne à conclure un accord sur le déploiement d'un successeur au missile nucléaire à courte portée *Lance*. Deuxièmement, la capacité des pays

du Pacte de Varsovie de lancer une attaque surprise a été réévaluée. Au cours des dernières années, des services de renseignements américains ont avancé que, dans l'hypothèse d'une attaque soviétique de grande envergure contre l'Europe occidentale, l'OTAN disposerait d'au plus quatorze jours pour se préparer. D'après certaines estimations révisées des services nationaux de renseignements, ce délai passerait à au moins un mois, alors que d'autres sources parlent d'au moins deux mois. La durée du délai d'avertissement fiable est liée aux dépenses militaires, surtout pour les États-Unis, qui ont besoin d'une importante capacité d'emport instantanée pour venir rapidement à la rescousse de leurs troupes stationnées en Europe.

Le budget américain de la défense

■ Le 30 janvier, le président Bush a finalement présenté au Congrès son budget de la défense pour l'exercice 1991. Le président Bush veut consacrer 303,3 milliards de dollars US à la défense, soit une augmentation par rapport aux 296,3 milliards de l'exercice 1990, mais une réduction d'environ 2 p. 100 une fois l'inflation prise en compte.

Même s'il avait été largement question d'abandonner ou de réduire certains grands programmes stratégiques, Bush a demandé que l'on poursuive le programme de modernisation des forces nucléaires stratégiques. Ce dernier porte notamment sur le bombardier *B-2*, le missile de croisière perfectionné, le nouveau sous-marin d'attaque *Seawolf*, le missile balistique *Trident D-5* lancé depuis un sous-marin, le missile *MX* à têtes multiples et le *Midgetman* à tête unique. Le budget prévoit également une augmentation du budget de recherche réservé au programme de la Guerre des étoiles.

Comme l'a indiqué le Secrétaire à la Défense, M. Richard Cheney, le gouvernement entend réduire le budget de 2 p. 100 par an au cours des quatre prochaines années. Ces compressions devraient plutôt porter sur les forces conventionnelles, étant donné que les événements récents

ont amené les États-Unis à vouloir réduire leurs effectifs en Europe. En fait, le 31 janvier, soit le lendemain de la publication de son budget, M. George Bush a proposé que les États-Unis et l'URSS ramènent leurs forces respectives en Europe centrale à 195 000 hommes.

L'orientation stratégique dont témoigne le budget de la défense risque de susciter énormément de critiques à l'occasion des audiences du Congrès qui ont maintenant commencé, tandis que la proposition de Cheney de fermer soixante bases militaires pourrait faire l'objet d'âpres négociations entre le Congrès et la Maison-Blanche.

Politique canadienne

■ Le personnel des Forces canadiennes a vécu en janvier deux événements historiques. Premièrement, un *Hercules C-130* canadien a effectué une mission «témoin» au-dessus du territoire hongrois pour mettre à l'essai certains procédés proposés dans le cadre du régime des ciels ouverts.

Deuxièmement, le Chef de l'état-major de la Défense, le général John de Chastelain, a dirigé la délégation canadienne lors du colloque sur les doctrines militaires à Vienne. Le général de Chastelain a profité de l'occasion pour évoquer un thème canadien connu de ses alliés de l'OTAN : «J'aimerais rappeler que le rôle militaire du Canada dans l'OTAN est tout aussi lié aux forces que nous déployons en Amérique du Nord qu'à celles que nous déployons dans les secteurs est de l'Atlantique et en Europe.»

Le général a été un peu moins clair quant à l'avenir des forces canadiennes en Europe. Il a précisé que l'étendue de la contribution canadienne était moins importante que le message politique véhiculé par la simple présence des troupes là-bas. Il a immédiatement poursuivi en disant que, «d'un point de vue militaire toutefois, les forces canadiennes sont loin d'être négligeables» et que, «tant pour les deux alliances elles-mêmes que pour des raisons purement égoïstes et nationales, le Canada a beaucoup à offrir et à gagner par sa présence militaire en Europe». □

— DAVID COX

EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



Relations avec l'URSS

■ Le 27 novembre dernier, le premier ministre a rendu compte à la Chambre des communes de son récent voyage en Union soviétique, à l'occasion duquel il s'est notamment entretenu avec le président et le premier ministre soviétiques, MM. Gorbatchev et Ryzhkov. Le ministre canadien des Affaires extérieures, M. Joe Clark, a discuté avec son homologue soviétique, M. Édouard Chevardnadze. Au cours de cette visite, les dirigeants ont conclu au total quatorze ententes bilatérales (y compris les reconductions) portant, entre autres sujets, sur des questions de relations internationales, sur l'Arctique et sur l'environnement. Le premier ministre a déclaré à M. Gorbatchev qu'il proposerait à ses six collègues du Groupe des sept que, chaque année, le président en exercice se réunisse avec le chef d'État soviétique pour discuter avec lui des idées et des stratégies formulées au cours de leur réunion.

M. John Turner, chef du Parti libéral, et M. Bill Blaikie, critique néo-démocrate pour les Affaires extérieures, ont longuement réagi au rapport du premier ministre, reprochant au gouvernement son manque d'audace dans ses relations avec les Soviétiques, particulièrement en ce qui a trait à la proposition faite par M. Gorbatchev en octobre 1987 dans son discours de Mourmansk sur la création d'une zone de paix dans l'Arctique.

Le Panama et l'OEA

■ Le 20 décembre, le premier ministre a dû affronter à la Chambre des communes des critiques beaucoup plus acerbes, après avoir annoncé le matin même qu'il appuyait l'intervention américaine au Panama. Les députés ont assisté à une altercation entre M. Mulroney et le nouveau chef du NPD, Mme Audrey McLaughlin.

D'autres députés se sont dits inquiets de l'effet possible de la décision du premier ministre sur les

relations du Canada avec les pays d'Amérique latine au sein de l'Organisation des États américains (OEA).

Politique en Indochine

■ Le 25 janvier, M. Joe Clark a remis à la Chambre des communes un rapport intérimaire sur les efforts déployés à l'échelle internationale en vue de résoudre le conflit au Cambodge. Il a précisé que le gouvernement «était actuellement en train de redonner au Cambodge, au Vietnam et au Laos, les trois pays formant l'ancienne Indochine, le droit à l'aide publique au développement». Le Canada est entièrement favorable à la proposition australienne de créer au Cambodge une infrastructure administrative provisoire sous l'égide des Nations-Unies. Au mois d'octobre, M. Clark a dépêché à Hanoï et à Phnom Penh une mission diplomatique qu'il a chargée de rappeler aux gouvernements vietnamien et cambodgien l'importance pour eux d'accepter que l'ONU joue un rôle de premier plan dans tout règlement. Le ministre a également félicité le régime actuel de Hun Sen, au Cambodge, de sa meilleure tenue, en particulier au chapitre des droits de la personne. Il a souligné que le Canada pourrait être invité, avec d'autres pays, à participer à des mécanismes de maintien de paix et de transition sous la gouverne des Nations-Unies et, qu'à cette fin, l'on était en train de passer en revue les récentes expériences vécues par le Canada en Namibie et ailleurs dans le monde à ce chapitre.

Ciels ouverts

■ Une importante conférence internationale s'est ouverte le 12 février à Ottawa, y participaient les ministres des Affaires étrangères des seize pays membres de l'OTAN et des sept pays membres du Pacte de Varsovie. Les participants ont abordé, entre autres questions, une proposition sur des vols de surveillance que des avions non armés des deux alliances effectueraient régulièrement au-dessus des territoires l'une de l'autre; un tel régime permettrait l'ouverture des espaces aériens au-dessus de l'Amérique du Nord, de l'Europe et de l'Union so-

viétique et constituerait une mesure propre à accroître la confiance. Une deuxième série de pourparlers doit se tenir à Budapest plus tard au cours de l'année et déboucher sur la signature d'un traité.

Comités parlementaires

■ Le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur (CPAECE) a continué ses audiences sur les relations du Canada avec l'Union soviétique et l'Europe de l'Est; il a notamment tenu deux sessions le 23 novembre et le 6 décembre sur le problème allemand, une session le 28 novembre sur la politique soviétique dans le tiers-monde et une session le 12 décembre sur le désarmement et l'ouverture des espaces aériens.

Le Comité a également entendu le 23 novembre des représentants de la Conférence des évêques catholiques du Canada et des Jésuites qui venaient d'assister au Salvador aux funérailles de six prêtres jésuites et de leurs deux employés, assassinés par des membres des forces armées salvadoriennes. La situation de ce pays a fait l'objet de deux autres séances de discussion au CPAECE les 13 et 14 décembre derniers. À l'occasion de cette dernière réunion, on a également entendu le Directeur des opérations de maintien de la paix au ministère de la Défense nationale s'exprimer sur la contribution canadienne à l'ONUCA (Groupe d'observateurs des Nations-Unies en Amérique centrale).

Le 7 décembre, le Comité a entendu une série d'experts, dont le président de l'ACDI et le directeur exécutif du SUCO, qui ont abordé certains problèmes d'ajustement structurel – les politiques de stabilisation économique imposées par les institutions financières internationales en vue de relancer les économies des pays endettés du tiers-monde.

■ Le Comité de la défense (Chambre des communes) tient en ce moment ses audiences sur la souveraineté maritime. Il a déjà entendu le Chef de l'état-major de la Défense, ainsi que des fonctionnaires des Affaires extérieures, de l'Environnement, des Pêches et Océans, de la Garde côtière canadienne et du Solliciteur général, sans compter des spécialistes venus de l'extérieur. Dans un rapport périodique daté du 20 décembre, le Comité a recom-

mandé l'achat de sous-marins à propulsion conventionnelle et d'avions de reconnaissance maritime.

En bref

■ L'ancien chef du NPD, M. Ed Broadbent, a accepté vers la fin du mois de janvier un nouvel emploi en tant que premier président du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique qui est une société d'État financée par le gouvernement et dont le siège est à Montréal. Fondé aux termes d'une loi adoptée en septembre 1988, le Centre est financé par le budget de l'ACDI et il a pour mandat de fournir des ressources techniques et financières en vue de renforcer le respect des droits de la personne dans les pays du tiers-monde et d'y favoriser le développement des institutions et des procédés démocratiques.

■ Doug Lindores, vice-président principal de l'ACDI, a été nommé conseiller spécial de la ministre des Relations extérieures, relativement à l'Éthiopie et aux pays limitrophes. Tous ces pays sont de nouveau aux prises avec la famine.

■ Le 23 janvier dernier, pendant la période de questions à la Chambre des Communes, la députée libérale Christine Stewart a demandé au gouvernement si le Canada n'avait pas fermé les yeux sur certaines violations des droits de la personne survenues en Roumanie dans le cadre du vaste projet de construction de cinq réacteurs nucléaires Candu. M. Joe Clark a répondu que les diplomates canadiens cherchaient actuellement à savoir dans quelle mesure on avait vraiment eu recours à des esclaves, quels responsables, le cas échéant, avaient été informés de la situation et quand ils l'auraient été. M. Clark a rejeté l'allégation de Mme Stewart, qui demandait la suspension des travaux de construction jusqu'à ce que l'on en sache plus. M. Clark a fait valoir qu'il serait «malheureux que le Canada agisse ainsi» au moment précisément où la Roumanie se débat pour instaurer la démocratie et restructurer son économie. □

— GREG WIRICK

À L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE SÉCURITÉ



L'invasion de Panama

■ Le 23 décembre 1989, l'Union soviétique a dénoncé l'invasion de Panama par les forces américaines, en affirmant qu'il s'agissait là d'une violation flagrante de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un État. Dans un débat animé, l'URSS, ses alliés et les pays non alignés membres du Conseil de sécurité ont appuyé un projet de résolution qui déplorait «avec force» l'intervention.

Les États-Unis ont pour leur part invoqué la légitime défense; leur action, ont-ils soutenu, visait à protéger les 35 000 Américains présents dans la région et à faire respecter le Traité sur le canal de Panama. Tout en déplorant l'usage de la force, le Canada a convenu que les États-Unis n'avait opté pour cette solution qu'en dernier recours et seulement après que de nombreux efforts pour résoudre la crise pacifiquement eurent échoué.

La Grande-Bretagne et la France se sont rangées du côté des Américains pour opposer leur veto au projet de résolution; le Canada a fait de même. La Finlande s'est abstenue de voter, et les dix autres pays ont appuyé la résolution.

L'invasion américaine a soulevé une question diplomatique délicate. Pendant le débat, le Conseil n'a pu décider qui devait représenter Panama. Le dignitaire panaméen désigné par Noriega a exigé le droit de parole devant le Conseil, tout comme l'envoyé du nouveau gouvernement du président Guillermo Endara. La question a finalement été réglée le 29 décembre à l'Assemblée générale, qui a également tenu un débat sur l'invasion. Un diplomate accrédité par l'ONU sous le régime Noriega était passé dans le camp d'Endara; on l'autorisa donc à occuper le siège de son pays à l'Assemblée, mais il lui fut interdit de voter sur une résolution qui critiquait l'invasion. Le 8 janvier, le Secrétaire général a accepté les lettres de créance d'un nouvel envoyé désigné par le gouvernement Endara.

Le Canada s'est cependant vu contraint de condamner un aspect de l'invasion. Le 17 janvier, il a appuyé un projet de résolution qui désavouait le gouvernement américain, lui qui avait autorisé ses troupes à pénétrer de force dans la résidence de l'ambassadeur du Nicaragua à Panama. Notre pays a souligné qu'il s'agissait là d'une violation du droit international, notamment en ce qui concerne l'inviolabilité des missions diplomatiques. Les États-Unis ont opposé leur veto, la Grande-Bretagne s'est abstenue de voter, et les treize autres membres du Conseil ont soutenu la résolution.

Autres questions intéressantes l'Amérique centrale

■ Le 7 novembre, le Conseil a décidé à l'unanimité de constituer une nouvelle force de paix pour surveiller la frontière séparant le Salvador du Nicaragua. Le Groupe d'observation en Amérique centrale (ONUCA), composé de 625 membres, a pour rôle d'empêcher l'infiltration d'insurgés et d'armes. Le contingent comprend 140 Canadiens, et le reste provient d'Espagne, d'Allemagne de l'Ouest, d'Irlande, de Colombie et du Venezuela.

Le 30 novembre, le Conseil s'est réuni à la demande du Salvador, après qu'un avion transportant des missiles surface-air se fut écrasé sur le territoire de ce pays. Le Salvador a soutenu que les missiles étaient destinés à des guérillas antigouvernementales et qu'ils provenaient du Nicaragua. Il a accusé Managua de violer l'accord de paix centraméricain. Au lieu de nier les accusations, le Nicaragua a répondu que c'était les États-Unis qui avaient introduit de telles armes en Amérique centrale quand ils en avaient fourni aux *contras* nicaraguayens.

Le Moyen-Orient

■ Le 7 novembre, le Conseil de sécurité a étudié un projet de résolution qui déplorait «avec force» les agissements israéliens, lesquels violaient les droits fondamentaux du peuple palestinien dans les territoires occupés. Le document mentionnait notamment le siège de certaines villes, le pillage des de-

meures des habitants, comme cela s'est produit à Beit Sahour, et la confiscation de leurs biens et objets précieux.

Le Canada a voté en faveur de la résolution, mais les États-Unis y ont opposé leur veto en faisant valoir que le texte manquait d'objectivité du fait qu'il n'évoquait aucunement les actes de violence commis par les Palestiniens. C'était la troisième fois au cours de l'année que Washington faisait échouer l'adoption d'une résolution sur les territoires occupés.

Le Conseil s'est par ailleurs penché sur le cas du Liban, où l'instabilité règne toujours. Le 22 novembre, il a condamné l'assassinat de René Moawad, qui venait d'accéder à la présidence du pays. Le 27 décembre, le Conseil a exhorté le peuple libanais à soutenir Elias Hrawi qui avait succédé à Moawad et dont l'autorité était contestée par le général chrétien Michel Aoun.

Le Cambodge

■ Le 16 janvier, au cours d'une réunion à Paris, les cinq membres permanents du Conseil ont proposé que l'ONU joue un rôle plus marqué au Cambodge. Ils ont réclamé un cessez-le-feu, l'envoi de troupes onusiennes de maintien de la paix là-bas, la création d'une infrastructure administrative provisoire sous l'égide de l'ONU, et la supervision d'élections libres par l'ONU. De nombreux observateurs ont vu là un signe attestant que les cinq membres permanents souhaitaient intervenir plus directement, d'une manière correspondant davantage au rôle qui avait été dévolu au Conseil après la Seconde Guerre mondiale et en vertu duquel il lui incombe de préserver la paix.

Frictions au sein du Conseil

■ Le 3 novembre, les États-Unis et l'Union soviétique ont tenu leur première conférence de presse conjointe pour faire savoir qu'une nouvelle tendance encourageante en faveur de la coopération se manifestait à l'ONU. Proclamant la fin de leur affrontement, les deux superpuissances ont annoncé leur premier projet de résolution conjoint (Assemblée générale). Le document invitait tous les États à redoubler leurs efforts pour garantir la paix et la sécurité internationales.

La nouvelle harmonie régnant entre les cinq membres permanents, notamment entre les deux superpuissances, a suscité au moins une fois des frictions avec les dix autres membres du Conseil. En octobre dernier, ceux-ci ont exprimé leur mécontentement quand les cinq membres permanents ont diffusé un communiqué sur le Liban sans avoir consulté l'ensemble du Conseil.

«Ce comportement a irrité d'autres membres non permanents, pas seulement le Canada», a expliqué l'ambassadeur Fortier pendant une entrevue. Il a ajouté que, depuis lors, les relations entre les deux groupes sont revenues à la normale, et il a donné à entendre que l'incident était sans doute attribuable aux ajustements que les membres permanents essayaient de faire pour s'adapter au nouveau climat.

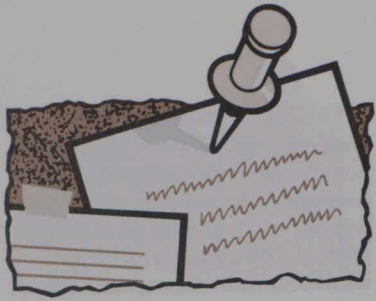
À mesure que les «nuages» de la Guerre froide s'estompent dans le passé, certains pays ont cependant le sentiment que les relations étroites qu'ils entretenaient avec l'une ou l'autre superpuissance perdent de leur intensité. Par ailleurs, certains pays en développement s'inquiètent devant le grand rapprochement qui s'opère entre les membres permanents. L'année dernière, les pays du tiers-monde se sont opposés aux membres permanents qui cherchaient à accroître l'autorité du Conseil pour qu'il puisse s'occuper de questions telles que le trafic des drogues. On craignait en effet que ces membres acquièrent ainsi encore plus de pouvoirs.

Autres questions

■ Le 29 novembre, le Conseil a renouvelé le mandat de la Force chargée d'observer le dégageant (ONU), qui surveille le cessez-le-feu entre Israël et la Syrie. Le 14 décembre, le mandat de la Force de maintien de la paix à Chypre (ONU) a été reconduit, et le 11 janvier, le Conseil s'est dit d'accord pour que les quarante observateurs militaires formant la Mission de bons offices en Afghanistan et au Pakistan restent sur les lieux deux mois de plus que prévu. □

— TREVOR ROWE

NOUVELLES DE L'INSTITUT



■ Avant la réunion qu'ont tenue à Ottawa en février les ministres des Affaires étrangères et les délégués de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, en vue de négocier un traité sur l'ouverture des espaces aériens et de donner un élan politique aux pourparlers sur la réduction des forces conventionnelles, l'Institut a organisé une table ronde à l'intention des médias. Divers orateurs se sont adressés aux journalistes présents et à ceux d'en dehors d'Ottawa, par l'entremise de liaisons téléphoniques; mentionnons **David Cox** et **Jane Boulden**, de l'Université Queen's, **Fred Bild**, secrétaire général de la conférence, **John Noble**, du ministère des Affaires extérieures, le **colonel Alain Pellerin**, du ministère de la Défense nationale, et le **colonel Gordon Sharpe**, membre associé (Recherche) à l'Institut, qui représentait lui aussi la Défense nationale. **Bernard Wood** a présidé la séance qui a surtout porté sur les chances d'accroître la confiance grâce au traité proposé, sur certaines des positions nationales initiales, et sur des questions techniques.

■ À la fin de février, l'Institut a offert, à l'intention des délégués des pays participants, une réception pour marquer la fin de la conférence sur l'ouverture des espaces aériens. La prochaine ronde de négociations se tiendra à Budapest, et l'on s'attend à ce qu'un traité soit prêt à être signé à l'issue de cette réunion.

■ «L'avenir du système des Nations-Unies», tel est le titre d'une conférence qui a eu lieu à l'Université d'Ottawa, au début de janvier, sous le parrainage de la Fondation Ford et de l'Institut; le groupe organisateur comprenait notamment **John Trent**, de l'Université d'Ottawa, et **Gene Lyons**, du Collège

Dartmouth. Un certain nombre d'exposés ont été préparés pour la circonstance; ils ont concerné les politiques d'une douzaine de pays à l'égard de l'ONU, et ils seront révisés et publiés sous forme de livre l'an prochain. **Roger Hill**, **Fen Hampson** et **Ron Fisher** de l'Institut ont assisté aux séances. Les nouvelles occasions qui s'offrent à l'ONU de régler des conflits ont constitué un des grands thèmes des discussions, et les pays industrialisés du Nord s'y sont principalement attardés. Des représentants de pays en développement ont toutefois évoqué le peu de progrès accomplis dans le domaine du développement économique, et ils ont soutenu que l'élaboration de solutions aux problèmes de cet ordre pressait au plus haut point.

■ **Alexander Ognev**, de l'Institut soviétique des affaires économiques mondiales et des relations internationales, et **Gennady Vorontsov**, de l'Association soviétique pour les Nations-Unies, ont assisté à une conférence qui se tenait à l'Université d'Ottawa. La semaine suivante, ils ont parlé à l'Institut au sujet du concept d'un Parlement européen commun et sur les nouvelles politiques de l'Union soviétique à l'endroit des Nations-Unies.

■ «La paix en notre temps ? Un programme d'action canadien pour les années 1990», voilà comment s'intitule la revue annuelle du Directeur général, **M. Bernard Wood**; le document a été diffusé lors d'une conférence de presse au début de janvier et offert en format relié à la fin du même mois. Un extrait de la

revue, qui porte sur la sécurité et la politique de défense du Canada paraît dans la chronique «Note de la Direction», à la page 21.

■ **Bernard Wood** et **Peter Roberts**, ancien ambassadeur du Canada en URSS, ont assisté à une conférence de haut niveau organisée par l'Union des sociétés soviétiques d'amitié à Moscou, à la fin de janvier; les discussions ont alors porté sur la dimension humaine de la sécurité et de la coopération en Europe. Des participants de tous les pays européens, du Canada et des États-Unis étaient présents. Au nombre des représentants soviétiques figuraient les ministres de la Culture et de la Justice ainsi que le Procureur général. Les entretiens ont mis l'accent sur l'idée d'un Parlement européen commun et sur les efforts visant à donner une nouvelle signification aux concepts de souveraineté et d'indépendance. Pendant son séjour à Moscou, **M. Wood** s'est entretenu avec **Georgy Arbatov** et **Sergei Plehkanov**, respectivement directeur et directeur adjoint de l'Institut des études canado-américaines, et avec d'autres membres de cet établissement.

■ **Tom Weiss**, ancien directeur général de l'*International Peace Academy* à New York et membre du secrétariat des Nations-Unies, a fait une visite d'une semaine à l'Institut en décembre. Il s'est réuni à maintes reprises avec des membres de ce dernier et avec d'autres personnes pour parler du maintien de la paix ainsi que d'autres besoins et perspectives de recherche intéressant l'ONU dans le nouveau climat inter-

national. Pendant son séjour, **M. Weiss** a rédigé un article de fond qui a paru dans le *Christian Science Monitor* le 3 janvier. Nos lecteurs trouveront un article de **M. Weiss** à la page 8, sur l'évolution des attitudes des superpuissances face à l'ONU.

■ Plusieurs colloques ont eu lieu à l'Institut au cours de l'hiver. **Robert Jordan**, de l'Université de la Nouvelle-Orléans, s'est penché sur les récents changements apportés à la stratégie maritime des États-Unis. Selon lui, les restrictions budgétaires aux États-Unis influeront sans doute beaucoup sur la stratégie maritime de déploiement avancé appliquée par la Marine américaine. En effet, il est probable que le nombre de forces opérationnelles de porte-avions passera de quinze à douze, ce qui limiterait considérablement cette stratégie. **M. Jordan** a répété que la Marine américaine semble toujours peu intéressée par la limitation des armements navals, quelle qu'en soit la forme. **Phoebe Marr**, chargée de recherche principale au *Strategic Concepts Development Centre*, à l'Université de la Défense nationale, à Washington (D.C.), a dirigé un atelier sur l'après-Khomeini en Iran. À la mi-février, **Peter Hakim** de l'*Inter-American Dialogue*, à Washington, a présenté un colloque sur les élections au Nicaragua.

■ **Bernard Wood** et **Marie-France Desjardins** ont participé à une réunion du groupe consultatif sur le désarmement et la limitation des armements, qui était présentée par le ministère des Affaires extérieures. Les délibérations ont surtout porté sur le régime de la non-prolifération des armes nucléaires. Plus tard en janvier, **M. Wood** a prononcé l'allocation de clôture à une table ronde sur l'éducation et la formation des Sud-Africains dans une démocratie affranchie de l'*apartheid*. Le ministre des Affaires extérieures, le très honorable **Joe Clark**, a fait le dis-

IN MEMORIAM

Le personnel et les amis de l'Institut ont appris dans la stupéfaction et la tristesse le décès de Norma Salem survenu le 22 janvier 1990 à Ottawa. Mme Salem était chargée de recherche à l'Institut, au moment de sa mort; elle occupait ce poste depuis septembre 1988. Elle détenait un doctorat en étude islamiques de l'Université McGill; avant d'arriver à l'IPS, elle travaillait à l'Institut québécois de recherche sur la culture, à Montréal. Pendant son séjour à l'IPS, Mme Salem a été chargée d'une étude importante sur Chypre, et un rapport paraîtra bientôt à ce sujet. Elle venait d'entreprendre un nouveau projet sur le Liban. Nous nous joignons à ses amis pour offrir nos plus sincères condoléances à sa famille, et plus particulièrement à son fils, Omer.

cours-cadre à cette réunion d'une journée qui était parrainée par le *South African Education Trust Fund*.

■ **Roger Hill** a pris la parole à un atelier organisé par le Centre d'études internationales et stratégiques, à l'Université York; il a parlé des conséquences pour le Canada d'une européanisation de la défense du vieux continent. Il a par ailleurs témoigné devant le Comité permanent de la défense nationale (Chambre des communes), qui tient actuellement des audiences sur la souveraineté maritime du Canada.

■ À la fin de janvier, **John Toogood** a assisté à Bangkok (Thaïlande) à une conférence qui avait pour titre *Defence and Development: Insights from Southeast Asia*. Plus tôt au cours du même mois, il s'est adressé à la division d'Ottawa de *Projet Ploughshares* et il a alors parlé des aspects intéressants la paix et la sécurité dans la politique étrangère du Canada et dans sa politique de défense, dans les années 1990.

■ Les rapports existant entre le règlement des conflits internes et externes ont fait l'objet d'un colloque parrainé par le *US Institute for Peace* et l'Université Rutgers, à la fin de janvier. **Ron Fisher** a présenté un exposé intitulé *Pacific, Impartial Third Party Intervention in International Conflict: The Potential for a Contingency Approach*.

■ Au début de février, **Ron Purver** a assisté à Moscou à un colloque international sur la course aux armements navals; **Fen Hampson** a participé à une réunion organisée à Washington par le *Brookings Institute* et s'intitulant *Political Institutions and their Consequences*. À la mi-mars, M. Hampson a prononcé une allocution intitulée «Les superpuissances, les puissances moyennes et la sécurité des pays du tiers-monde», dans le cadre d'une conférence présentée à l'Université de la Colombie-Britannique sous le thème «Le dilemme de la sécurité : sécurité nationale et pays du tiers-monde».

■ **Brad Feasey** a animé plusieurs colloques en février pendant des

journées pédagogiques organisées à l'intention du personnel enseignant du niveau secondaire par l'Association des enseignants catholiques de langue anglaise de l'Ontario, à Belleville (Ontario).

■ **Nancy Gordon** s'est adressée à une classe au Collège d'état-major des Forces canadiennes, à Toronto, et elle a alors abordé les thèmes de la limitation des armements, de la paix et du désarmement. Les autres orateurs étaient le **général MacNamara** (ret.) et le **colonel Alain Pelletier** du ministère de la Défense nationale.

■ **Malcolm Bow**, autrefois Directeur de la division du Contrôle des armements, au ministère des Affaires extérieures, a fait un séjour d'une semaine à l'Institut en janvier. M. Bow s'est intéressé à la non-prolifération des armes de destruction massive.

■ **Margaret Bourgeault**, gestionnaire des projets conjoints a la di-

rection des Programmes publics, a démissionné en février. C'est **Jill Tansley**, auparavant assistante de Bernard Wood, qui occupe le poste depuis la mi-février.

■ À la fin de janvier, l'Institut a tenu une table ronde sur l'orientation que prennent actuellement les politiques soviétiques en Afrique et au Moyen-Orient. Le colloque était dirigé par **G. Tarasoff**, adjoint spécial de M. Chevardnadze sur les questions du Moyen-Orient, et **U. Ukalov**, directeur général des questions africaines au ministère soviétique des Affaires étrangères, à Moscou. Les deux hommes étaient en visite à Ottawa pour tenir des consultations politiques avec des dignitaires canadiens; il s'agit là d'un processus qui a été amorcé pendant la visite du premier ministre en URSS en novembre dernier. M. Ukalov a déclaré que le Canada et son pays partageaient le même grand objectif relativement aux conflits régionaux sévissant en Afrique, et que les deux États cherchaient en-

semble à trouver des solutions politiques. Il a souligné que la seule façon de définir des solutions durables consistait à négocier : les règlements issus d'actions militaires ou imposés de l'extérieur échouent tout simplement à long terme. En Afrique australe, l'apaisement des luttes idéologiques et la diminution des interventions des superpuissances permettent d'espérer un règlement pacifique. M. Ukalov ne sous-estime pas l'acuité des problèmes existants, mais il a souligné qu'un bon nombre d'entre eux pourraient être résolus, maintenant que l'URSS et les États-Unis collaborent, au lieu de se faire concurrence. Dans la corne de l'Afrique, où la famine menace de nouveau, c'est à la guerre plutôt qu'à la sécheresse, a-t-il déclaré, qu'il faut imputer ce fléau.

M. Tarasoff a passé en revue la scène politique moyen-orientale, où les Soviétiques ont usé de leur influence pour modérer les politiques de l'OLP. Il a dit espérer que le monde manifesterait bientôt plus d'enthousiasme à l'égard de la position moins radicale de l'OLP. Si tel n'est pas le cas, M. Tarasoff craint un retour à l'extrémisme. Il s'est dit très inquiet face à la capacité de production des usines militaires et aux envois d'armes vers les pays du Moyen-Orient, et il a rappelé que cette région instable vient au deuxième rang mondial, derrière l'Europe, pour ce qui est de la concentration d'armements. M. Tarasoff souhaite que l'on réclame davantage la tenue d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient. Selon lui, les pourparlers bilatéraux peuvent être utiles en un premier temps, mais la quantité, la complexité et l'interdépendance des questions et des problèmes sont telles qu'il n'est vraiment possible de les examiner et de les régler que dans le contexte d'une conférence internationale. L'Union soviétique espère que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité convoqueront une telle conférence. □

Stages à l'*American-European Summer Academy*

■ L'Institut offre trois bourses d'études à des Canadiens ou Canadiennes pour leur permettre d'assister à la session que l'*American-European Summer Academy* tient chaque année en Autriche sur «Les relations entre l'Europe et l'Amérique du Nord». Le programme porte notamment sur les thèmes suivants : l'établissement et l'histoire des relations transatlantiques, les analyses et perspectives sur la politique étrangère, les rapports commerciaux et économiques, le développement du tiers-monde, et l'étude de scénarios sur l'avenir. Cette année, la session aura lieu du 1^{er} au 21 juillet.

L'Académie réunit des jeunes d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Les candidat(e)s doivent posséder un diplôme universitaire de premier cycle et bien connaître l'anglais. Chaque bourse, dont la valeur maximale est de 2 500 \$, sert à payer les frais d'inscription, de subsistance et de déplacement; l'Institut en remet une à trois Canadiens ou Canadiennes qui ont au préalable été choisi(e)s par le Centre international de formation européenne.

Afin d'obtenir plus de renseignements et des formulaires de demande, prière d'écrire directement au

Secrétariat,
Centre international de formation européenne,
4, boulevard Carabacel,
F06000, Nice, France.

Procédure relative aux subventions et échéancier

■ *L'Institut attribue des subventions deux fois par année. On est prié de communiquer avec lui pour obtenir des formulaires de demande et le texte à jour énonçant les critères à respecter. Veuillez prendre note des échéances suivantes :*

le 30 juin, pour la sélection d'octobre

le 31 décembre, pour la sélection de mars

LIMITATION DES ARMEMENTS

- Clarke, Richard A. "Conference against chemical weapons" *Department of State Bulletin* 89 (2152) (N°89) 45-47.
- Géré, François. «La vérification» *Stratégique* (4) ('89) 41-74.
- Graybeal, Sidney N. and Patricia Bliss McFate "Getting out of the STARTing block" *Scientific American* 261 (6) (D'89) 61-67.
- Guertner, Gary L. "Conventional deterrence after arms control" *Parameters* XIX (4) (D'89) 67-69.
- Hamm, Manfred R. and Hartmut Pohlman. "Military strategy and doctrine: why they matter to conventional arms control" *Washington Quarterly* 13 (1) (Wint'90) 185-198.
- Hirsch, Daniel and William G. Mathews. "The H-Bomb: who really gave away the secret?" *Bulletin of the Atomic Scientists* 46 (1) (Ja/Fe'90) 22-30.
- Klein, Jean. «Réductions des forces et changements soviétiques» *Défense nationale* (D'89) 33-48.
- Lamb, John and Tariq Rauf. "Canada's relationship with the USSR: open skies and CFE" *Arms Control Communiqué* (64) (D'89) 7p.
- Nitze, Paul. "The Walk in the woods" *International Affairs* [Moscow] (12) (D'89) 109-121.
- Olson, Kyle B. "The U.S. chemical industry can live with a chemical weapons convention" *Arms Control Today* 19 (9) (N°89) 21-25.
- Robinson, Julia Perry. "Review: the Canberra conference" *Chemical Weapons Convention Bulletin* (6) (N°89) 16-21.
- Roche, Douglas and Vicky Bush [interviewer]. "Environment, development and arms control [interview]" *Aurora* 13 (3) (Wint'90) 22-25.
- Zhenqiang, Pan. "Seeking a better approach to end the nuclear arms race: a retrospective on the Partial Test-Ban Treaty" *Disarmament* XII (1) (Wint'88/89) 25-33.

DÉSARMEMENT

- Beach, Hugh. "The Case for the third zero" *Bulletin of the Atomic Scientists* 45 (10) (D'89) 14-15.
- Compagnon, Jean. «Le désarmement chimique» *Défense nationale* (D'89) 49-60.
- Heiss, Peter N. "Force ratios, arms imports and foreign aid receipts in the developing nations" *Journal of Peace Research* 26 (4) (N°89) 399-412.
- Mack, Andrew. "'Nuclear allergy' in the South Pacific" *Pacific Review* 2 (4) ('89) 320-333.
- Moiseyev, M. "The USSR and disarmament issues" *Review of International Affairs* XL (950) (N°89) 8-12.
- "Voting chart of 40 Committee on Disarmament members" *Disarmament Times* XII (6) (D'89) 3-4.
- Waller, Mark. "Bad chemistry: uncertainty shrouds chemical weapons ban" *Peace Courier* (12) ('89) 2-4.

DÉFENSE

- Awanohara, Susumu. "A Military complex: Japan seeks a more self-sufficient defence industry" *Far Eastern Economic Review* 146 (48) (N°30'90) 25-26.
- Colard, Daniel. «Le Parlement européen et la sécurité communautaire» *Défense nationale* (D'89) 81-96.

Veuillez adresser vos demandes directement à la bibliothèque.

- Drifte, Reinard. "High technology in the Japanese-American defense relationship and Northeast Asia" *Korean Journal of Defense Analysis* 1 (2) (Wint'89) 77-103.
- Gliksmann, Alex. "Arms production in the Pacific" *National Defense LXXIV* (453) (D'89) 41-44,66.
- Halstead, J.G.H. "A Defence policy for Canada: the White Paper two years on" *Behind the Headlines* 47 (2) (Wint'89-90) 16p.
- Ignatieff, George and Alex Dickman [interviewer]. "Farewell to a peacemonger:... George Ignatieff [interview]" *Peace Magazine* V (V) (O/N°89) 17-19.
- Jockel, Joseph T. "The U.S. Navy, Maritime Command and the Arctic" *Canadian Defence Quarterly/Revue canadienne de défense* 19 (3) (D'89) 23-27,30-32.
- Kanwisher, Nancy. "Cognitive heuristics and American security policy" *Journal of Conflict Resolution* 33 (4) (D'89) 652-675.
- Kipp, Jacob W. "Perestroika and order: alternative futures and their impact on the Soviet military" *Military Review* LXIX (11) (D'89) 2-16.
- Legro, Jeffrey W. "The Military meaning of the new Soviet doctrine" *Parameters* XIX (4) (D'89) 80-92.
- Liton defaults on TRUMP" *Wednesday Report* 4 (4) (Ja 24'90) 2-3.
- Mosco, Vincent. *Strategic Defense and strategic computing: economic, political and ideological significance*. [Kingston]: Dept. of Sociology, Queen's University. 22p.
- Rocard, Michel. «Les orientations de la politique de défense de la France» *Défense nationale* (N°89) 13-29.
- Sapir, Jacques. «La politique de défense soviétique et ses évolutions récentes» *Damoclès* (41) (N/D'89) 19-24.
- Tucker, C.M. *Environmentalism and environmental change as it affects Canadian defence policy and operations: part two; climatic modelling and its significance*. Ottawa: Operational Research and Analysis Establishment, Dept. of National Defence, 1989. 21p. ORAE Project Report No. PR 508.
- Vogel, Steven K. "New weapon label: made in Japan" *Bulletin of the Atomic Scientists* 46 (1) (JA/F'90) 31-35.
- Young, Thomas-Durrell. "Problems in Australia's 'defence revolution'" *Contemporary Southeast Asia* 11 (3) (D'89) 237-256.

RÈGLEMENT DES CONFLITS ET CONFLITS RÉGIONAUX

- An-Na'im, Abdullah Ahmed. "Constitutionalism and islamization in the Sudan" *Africa Today* 36 (3&4) ('89) 10-28.
- Beaudet, Pierre. *La crise économique en Afrique du Sud*. Montréal: Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe, 1989. 99p.
- Bobrow, Davis B. "Japan in the world: opinion from defeat to success" *Journal of Conflict Resolution* 33 (4)

Subventions accordées aux bibliothèques

■ L'Institut vient de lancer son concours annuel grâce auquel les bibliothèques publiques et les bibliothèques des écoles secondaires souhaitant accroître leurs collections sur les questions de paix et de sécurité analysées d'un point de vue canadien pourront faire des demandes pour obtenir des subventions de 500 \$ à cet effet.

Ce programme s'inscrit dans le cadre du mandat que le parlement du Canada a confié à l'Institut et en vertu duquel celui-ci doit «recueillir et diffuser des informations et encourager des débats publics sur les questions relatives à la paix et à la sécurité internationales».

C'est la troisième fois que de telles subventions sont offertes. Cette année, elles le sont également aux bibliothèques des écoles secondaires, car la population étudiante s'intéresse de plus en plus au domaine.

Les bibliothèques que ce programme intéresse sont priées d'écrire à l'Institut pour lui indiquer pourquoi une telle subvention leur serait utile. Si sa demande est acceptée, la bibliothèque recevra un chèque, une bibliographie et une liste d'idées sur les moyens à prendre pour promouvoir la collection.

L'Institut a dressé deux bibliographies, l'une comportant des titres anglais, et l'autre, des titres français. Elles contiennent les titres des ouvrages canadiens les plus récents publiés sur les questions de paix et de sécurité et portant sur divers points de vue. Des notes sont incluses, et il y a aussi des sections sur les ouvrages de référence, les magazines, les livres pour adultes et les livres pour enfants.

Les bibliographies sont offertes gratuitement à quiconque s'intéresse à ces questions; il n'est pas nécessaire de faire une demande de subventions pour les obtenir.

(D'89) 571-604.

- George, Mathew K. and Tom Fawthrop. "A Thai peace offensive" *South* (109) (N°89) 30,33.
- Jacobus, Johannes and Helmut-Romer Heitmann [interviewer]. "South Africa: 'ready to give peace a chance' [interview]" *Jane's Defence Weekly* 12 (20) (N°18'89) 1104-1105.
- James, Patrick. «Structure et conflit en politique internationale: une analyse séquentielle des crises internationales 1929-1979» *Études internationales* XX (4) (D'89) 791-815.
- Lomme, Roland. «Le fédéralisme soviétique et les ambiguïtés de l'"autonomie territoriale"» *L'URSS de Lénine à Gorbatchev*. Bruxelles: Groupe de recherche et d'information sur la paix, 1989. 59-64.
- Mandrillon, Marie-Hélène [rédactrice]. «Environnement et politique en URSS» *Problèmes politiques et sociaux* (622) (22'89) 60p.
- Mason, T. David. "Non-military dimensions of Soviet security policy in Asia" *Bulletin of Peace Proposals* 20 (4) (D'89) 405-419.
- Metge, Pierre. «La doctrine américaine d'intervention dans la crise des représentations» *Stratégique* (4) ('89) 5-39.
- "Mozambique: the price of defence" *Indian Ocean Newsletter* (413) (Ja 13'90) 1,3.
- "Nicaragua: the election line-up" *Inter-Hemispheric Resource Centre Bulletin* (Wint'89) (19) 1-6.
- Nunn, Maxine Kaufmann. "Beit Sahur: solidarity and dialogue" *Other Israel* (39) (N-D'89) 3-4.
- Paveau, Gérard. «Organisation et moyens de la défense dans les États subsahariens» *Défense nationale* (N°89) 73-84.
- Puchala, Donald J. and Roger A. Coate. *The Challenge of relevance: the United Nations in a changing world environment*. Hanover, NH: The Academic Council on the United Nations System, Joan Slicky Endowment for International Understanding, Dartmouth College, 1989. 108p. Reports and Papers 1989-5.
- Renard, Jacques. «Est: le nouveau who's who» *L'Express* (2008) (D'22'89) 26-33.
- Republic of Korea. National Reunification Board. *To Build a national community through the Korean Commonwealth: a blueprint for Korean reunification*. Seoul: The Board, 1989. 55p.
- "Reign of terror in El Salvador targets all those working for social justice" *Inter-Church Committee on Human Rights in Latin America Newsletter* (5&6) ('89) 1,3.
- Rich Paul B. "Ethnic nationalism and the state in contemporary Africa" *International Affairs Bulletin* ('89) 13 (2) 37-49.
- Shaw, Timothy M. "The Revival of regionalism in Africa: cure for crisis or prescription for conflict" *Jerusalem Journal of International Relations* 11 (4) (D'89) 27-51.
- Standish, Bill. "Bougainville: undermining the state in Papua New Guinea" *Pacific Research* 2 (4) (N°89) 3-5,10.
- Watanabe, Toshio. "A New era dawns in the western Pacific" *Japan Review of International Affairs* 14 (3) (Fall/Wint'89) 161-181.

Bibliographie compilée par M. John Wright.

NOTE DE LA DIRECTION

LA POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA : LES JEUX NE SONT PAS FAITS

À MESURE QUE SE DÉ-roulait l'année 1989, il est devenu clair que, tout difficile et désagréable que ceci pût être, le Canada allait devoir iné-lyctablement réexaminer en profondeur et repenser fondamentalement sa poli-tique de défense. En effet, le budget du printemps

dernier a tellement réduit les ressources et différé les programmes de rééquipement des Forces canadiennes que le cadre défini dans le Livre blanc de 1987 sur la Défense ne permettait désormais plus de concilier les capacités de notre pays en matière de défense et ses engagements. Par ail-leurs, et c'est là une raison encore plus importante de repenser la politique de défense, les relations Est-Ouest ont connu une évolution dramatique.

Jusqu'ici, l'envergure des changements poli-tiques amorcés à l'échelle de la planète n'apparaît pas suffisante pour obliger les stratèges militaires à revoir leurs évaluations sur les capacités des forces armées et les menaces potentielles. Cepend-ant, avec la progression rapide des pourparlers sur les forces conventionnelles à Vienne, avec les réductions sensibles du nombre de chars et d'autres matériels dont on pense qu'elles feront l'objet d'un accord d'ici l'été 1990, n'importe quel pays dans la position du Canada manquerait totalement de réalisme s'il poursuivait la réalisation d'un projet d'envergure tel que celui portant sur l'achat de nouveaux chars pour les Forces canadiennes déployées en Allemagne. La participation du Ca-nada à l'OTAN a acquis une dimension politique plus grande du fait qu'elle aidera à harmoniser les relations entre l'Europe et les États-Unis pendant

visent à régler les conflits et qui comprennent les missions de maintien de la paix. Beaucoup plus que ne l'ont reconnu les auteurs du Livre blanc, une conjoncture favorable dans le cas des deux derniers volets peut, en fin de compte, réduire le besoin de défense et déboucher peut-être même sur des exigences et des opérations différentes.

■ Le public canadien est habitué de penser que le budget militaire national est très modeste, mais le Canada se situe au douzième rang dans le monde, pour ce qui est des dépenses militaires totales, et au sixième rang dans l'OTAN. Pour ce qui est de la taille de nos forces armées, nous nous classons au quarante-huitième rang; par ailleurs, les Forces canadiennes estiment, cela est bien connu, qu'une bonne partie de leur matériel est de qualité infé-rieure et vétuste. Même si l'on prend en compte que bien des armées plus nombreuses misent sur les conscrits et que la taille du territoire canadien est à l'origine de frais supplémentaires, il est clai-rement nécessaire d'examiner comment le Canada peut en arriver à un meilleur rapport coût/effica-cité possible en matière de défense. Le Canada doit-il essayer de conserver des forces armées par-faitement équilibrées et composées strictement de militaires professionnels à temps plein, ainsi qu'une infrastructure militaire d'envergure véritablement nationale ? Est-il possible pour une puissance moyenne de se chercher des «créneaux» spécia-lisés où elle excellera en matière de défense, comme le Canada le fait dans d'autres domaines ?

■ En ce qui concerne la plupart des menaces militaires stratégiques possibles, le territoire et l'espace aérien du Canada forment un tout avec ceux des États-Unis. Cette réalité nous oblige à chercher à influencer sur les politiques américaines lorsque les intérêts vitaux du Canada sont dif-férents. En revanche, les politiques canadiennes

et l'Union soviétique y ayant les enjeux territo-riaux les plus considérables. À la faveur de ses rapports bilatéraux et circumpolaires, le Canada devrait distinctement mettre l'accent sur les moyens possibles de renforcer la confiance dans ce con-texte, d'établir une coopération constructive et de réduire les menaces pesant sur la sécurité.

■ Nous avons dû assumer un certain nombre de nouvelles tâches exigeantes et coûteuses à cause de la concurrence technologique militaire entre l'Est et l'Ouest. Le Système d'alerte du Nord et l'accent mis sur les bases d'opérations avancées, sur les bases avancées de déploiement et les vols d'exercice à basse altitude, ainsi que sur les sys-tèmes de surveillance aérospatiale et sous-marine sont autant d'éléments revêtant beaucoup d'im-portance pour la défense du Canada et la protec-tion de ses intérêts fondamentaux dans ses rapports avec les États-Unis. Chaque fois que cela est possible, le Canada est justifié de deman-der la réduction ou la limitation des développe-ments technologiques susceptibles d'alourdir encore sa tâche.

■ Pour faire face à d'autres types de défis tradi-tionnels et de nouveaux défis internationaux intéressant la sécurité canadienne, il faudra peut-être chercher la solution ailleurs que dans les moyens militaires de défense ou dans une collabo-ration canado-américaine. Au nombre de ces défis, citons les suivants : affirmer et protéger la souveraineté canadienne; protéger les zones de pêche du Canada et faire respecter les règlements pertinents; protéger l'environnement; surveiller les côtes et lutter contre le trafic des drogues ou les entrées illicites au pays; et assurer des ser-vices tels que le bris des glaces et les opérations de recherche et de sauvetage. Il ne sera peut-être pas possible d'assurer ces autres services de

parallèlement aux opérations navales mellelles.

itions de maintien de la paix, cons-s des décennies un volet important militaire de notre pays; à cet égard, on à la sécurité internationale, par lu système des Nations-Unies, n'a Les activités de l'ONU ont soudaine-avec beaucoup de vigueur dans le do-intien de la paix, pour faire écho aux uhaits des grandes puissances, désor-ses de voir des conflits se régler sous internationale. Aucun pays ne pos-l'expérience, de moyens et de crédi-complir ces tâches que le Canada. participé à toutes ces opérations, au st devenu difficile de considérer le la paix simplement comme un rôle des Forces canadiennes. Quel degré e accorderons-nous à ces rôles dans ie de sécurité ? La réponse donnée à n influera de façon déterminante sur du budget canadien de défense. □

*Institut canadien pour
la paix et la sécurité internationales*

360, rue Albert, bureau 900
Ottawa (Ontario)
Canada
K1R 7X7

LIMITATION DES ARMEMENTS

Clarke, Richard A. "Conference against chemical weapons" *Department of State Bulletin* 89 (2152) (N'89) 45-47.

Géré, François. «La vérification» *Stratégique* (4) ('89) 41-74.

Graybeal, Sidney N. and Patricia Bliss McFate "Getting out of the STARTing block" *Scientific American* 261 (6) (D'89) 61-67.

Guertner, Gary L. "Conventional deterrence after arms control" *Parameters* XIX (4) (D'89) 67-69.

Hamm, Manfred R. and Hartmut Pohlman. "Military strategy and doctrine: why they matter to conventional arms control" *Washington Quarterly* 13 (1) (Wint'90) 185-198.

Hirsch, Daniel and William G. Mathews. "The H-Bomb: who really gave away the secret?" *Bulletin of the Atomic Scientists* 46 (1) (Ja/Fe'90) 22-30.

Klein, Jean. «Réductions des forces et changements soviétiques» *Défense nationale* (D'89) 33-48.

Lamb, John and Tariq Rauf. "Canada's relationship with the USSR: open skies and CFE" *Arms Control Communiqué* (64) (D 12'89) 7p.

Nitze, Paul. "The Walk in the woods" *International Affairs* [Moscow] (12) (D'89) 109-121.

Olson, Kyle B. "The U.S. chemical industry can live with a chemical weapons convention" *Arms Control Today* 19 (9) (N'89) 21-25.

Robinson, Julia Perry. "Review: the Canberra conference" *Chemical Weapons Convention Bulletin* (6) (N'89) 16-21.

Roche, Douglas and Vicky Bush [interviewer]. "Environment, development and arms control [interview]" *Aurora* 13 (3) (Wint'90) 22-25.

Zhenqiang, Pan. "Seeking a better approach to end the nuclear arms race: a retrospective on the Partial Test-Ban Treaty" *Disarmament* XII (1) (Wint'88/89) 25-33.

DÉSARMEMENT

Beach, Hugh. "The Case for the third zero" *Bulletin of the Atomic Scientists* 45 (10) (D'89) 14-15.

Compagnon, Jean. «Le désarmement chimique» *Défense nationale* (D'89) 49-60.

Heiss, Peter N. "Force ratios, arms imports and foreign aid receipts in the developing nations" *Journal of Peace Research* 26 (4) (N'89) 399-412.

Mack, Andrew. "'Nuclear allergy' in the South Pacific" *Pacific Review* 2 (4) ('89) 320-333.

Moiseyev, M. "The USSR and disarmament issues" *Review of International Affairs* XL (950) (N 5'89) 8-12.

"Voting chart of 40 Committee on Disarmament members" *Disarmament Times* XII (6) (D'89) 3-4.

Waller, Mark. "Bad chemistry: uncertainty shrouds chemical weapons ban" *Peace Courier* (12) ('89) 2-4.

DÉFENSE

Awanohara, Susumu. "A Military complex: Japan seeks a more self-sufficient defence industry" *Far Eastern Economic Review* 146 (48) (N 30'90) 25-26.

Colard, Daniel. «Le Parlement européen et la sécurité communautaire» *Défense nationale* (D'89) 81-96.

Veillez adresser vos demandes directement à la bibliothèque.

Drifte, Reinard. "High technology in the Japanese-American defense relationship and Northeast Asia" *Korean Journal of Defense Analysis* 1 (2) (Wint'89) 77-103.

Glikzman, Alex. "Arms production in the Pacific" *National Defense LXXIV* (453) (D'89) 41-44,66.

Halstead, J.G.H. "A Defence policy for Canada: the White Paper two years on" *Behind the Headlines* 47 (2) (Wint'89-90) 16p.

Ignatieff, George and Alex Dickman [interviewer]. "Farewell to a peacemonger:... George Ignatieff [interview]" *Peace Magazine* V (V) (O/N'89) 17-19.

Jockel, Joseph T. "The U.S. Navy, Maritime Command and the Arctic" *Canadian Defence Quarterly/Revue canadienne de défense* 19 (3) (D'89) 23-27,30-32.

Kanwisher, Nancy. "Cognitive heuristics and American security policy" *Journal of Conflict Resolution* 33 (4) (D'89) 652-675.

Kipp, Jacob W. "Perestroika and order: alternative futures and their impact on the Soviet military" *Military Review* LXIX (11) (D'89) 2-16.

Legro, Jeffrey W. "The Military meaning of the new Soviet doctrine" *Parameters* XIX (4) (D'89) 80-92.

Litton defaults on TRUMP" *Wednesday Report* 4 (4) (Ja 24'90) 2-3.

Mosco, Vincent. *Strategic Defense and strategic computing: economic, political and ideological significance*. [Kingston]: Dept. of Sociology, Queen's University. 22p.

Rocard, Michel. «Les orientations de la politique de défense de la France» *Défense nationale* (N'89) 13-29.

Sapir, Jacques. «La politique de défense soviétique et ses évolutions récentes» *Damoclès* (41) (N/D'89) 19-24.

Tucker, C.M. *Environmentalism and environmental change as it affects Canadian defence policy and operations: part two; climatic modelling and its significance*. Ottawa: Operational Research and Analysis Establishment, Dept. of National Defence, 1989. 21p. ORAE Project Report No. PR 508.

Vogel, Steven K. "New weapon label: made in Japan" *Bulletin of the Atomic Scientists* 46 (1) (JA/F'90) 31-35.

Young, Thomas-Durrell. "Problems in Australia's 'defence revolution'" *Contemporary Southeast Asia* 11 (3) (D'89) 237-256.

RÈGLEMENT DES CONFLITS ET CONFLITS RÉGIONAUX

An-Na'im, Abdullah Ahmed. "Constitutionalism and islamization in the Sudan" *Africa Today* 36 (3&4) ('89) 10-28.

Beaudet, Pierre. *La crise économique en Afrique du Sud*. Montréal: Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe, 1989. 99p.

Bobrow, Davis B. "Japan in the world: opinion from defeat to success" *Journal of Conflict Resolution* 33 (4)

(D'89) 571-604.

George, Mathew K. and Tom Fawthrop. "A Thai peace offensive" *South* (109) (N'89) 30,33.

Jacobus, Johannes and Helmut-Romer Heitmann [interviewer]. "South Africa: 'ready to give peace a chance' [interview]" *Jane's Defence Weekly* 12 (20) (N 18'89) 1104-1105.

James, Patrick. «Structure et conflit en politique internationale : une analyse séquentielle des crises internationales 1929-1979» *Études internationales* XX (4) (D'89) 791-815.

Lomme, Roland. «Le fédéralisme soviétique et les ambiguïtés de l'autonomie territoriale» *L'URSS de Lénine à Gorbatchev*. Bruxelles: Groupe de recherche et d'information sur la paix, 1989. 59-64.

Mandrillon, Marie-Hélène [rédactrice]. «Environnement et politique en URSS» *Problèmes politiques et sociaux* (622) (22'89) 60p.

Mason, T. David "Non-military dimensions of Soviet security policy in Asia" *Bulletin of Peace Proposals* 20 (4) (D'89) 405-419.

Metge, Pierre. «La doctrine américaine d'intervention dans la crise des représentations» *Stratégique* (4) ('89) 5-39.

"Mozambique: the price of defence" *Indian Ocean Newsletter* (413) (Ja 13'90) 1,3.

"Nicaragua: the election line-up" *Inter-Hemispheric Resource Centre Bulletin* (Wint'89) (19) 1-6.

Nunn, Maxine Kaufmann. "Beit Sahur: solidarity and dialogue" *Other Israel* (39) (N-D'89) 3-4.

Paveau, Gérard. «Organisation et moyens de la défense dans les États subsahariens» *Défense nationale* (N'89) 73-84.

Puchala, Donald J. and Roger A. Coate. *The Challenge of relevance: the United Nations in a changing world environment*. Hanover, NH: The Academic Council on the United Nations System, Joan Slickly Endowment for International Understanding, Dartmouth College, 1989. 108p. Reports and Papers 1989-5.

Renard, Jacques. «Est: le nouveau who's who» *L'Express* (2008)

Subventions accordées aux bibliothèques

■ L'Institut vient de lancer son concours annuel grâce auquel les bibliothèques publiques et les bibliothèques des écoles secondaires souhaitant accroître leurs collections sur les questions de paix et de

Avons-nous les bons renseignements à votre sujet?

Si nous avons des renseignements fautifs, vous nous aideriez beaucoup en remplissant la présente formule.

Modifications :

- interlocuteur(trice)
- Ajoutez notre nom sur votre liste
- Changement d'adresse
- Rayez notre nom de votre liste

Nom (et organisation, si tel est la cas)

Ancienne adresse

Adresse actuelle

Ville

Province (État)

Code postal

Code régional

N° de tél au bureau

N° de tél à domicile

Pour obtenir gratuitement d'autres exemplaires : (en nombre limité)

Titre	Français (✓)	Anglais (✓)	Numéro	Quantité
Paix et Sécurité				
Exposés				
Fiches d'information				
Cahiers de l'Institut				
Autres?				

NOTE DE LA DIRECTION

LA POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA : LES JEUX NE SONT PAS FAITS

À MESURE QUE SE DÉ-roulait l'année 1989, il est devenu clair que, tout difficile et désagréable que ceci pût être, le Canada allait devoir inéluctablement réexaminer en profondeur et repenser fondamentalement sa politique de défense. En effet, le budget du printemps

dernier a tellement réduit les ressources et différé les programmes de rééquipement des Forces canadiennes que le cadre défini dans le Livre blanc de 1987 sur la Défense ne permettait désormais plus de concilier les capacités de notre pays en matière de défense et ses engagements. Par ailleurs, et c'est là une raison encore plus importante de repenser la politique de défense, les relations Est-Ouest ont connu une évolution dramatique.

Jusqu'ici, l'envergure des changements politiques amorcés à l'échelle de la planète n'apparaît pas suffisante pour obliger les stratèges militaires à revoir leurs évaluations sur les capacités des forces armées et les menaces potentielles. Cependant, avec la progression rapide des pourparlers sur les forces conventionnelles à Vienne, avec les réductions sensibles du nombre de chars et d'autres matériels dont on pense qu'elles feront l'objet d'un accord d'ici l'été 1990, n'importe quel pays dans la position du Canada manquerait totalement de réalisme s'il poursuivait la réalisation d'un projet d'envergure tel que celui portant sur l'achat de nouveaux chars pour les Forces canadiennes déployées en Allemagne. La participation du Canada à l'OTAN a acquis une dimension politique plus grande du fait qu'elle aidera à harmoniser les relations entre l'Europe et les États-Unis pendant le processus capital des négociations Est-Ouest et les réductions qui suivront. Cependant, l'issue de ces négociations aura bientôt une incidence cruciale sur l'importance globale du contingent canadien en Europe. D'une façon ou d'une autre, dans sa politique étrangère et militaire, le Canada devra s'interroger sur toute une gamme d'options fort imprévisibles, dans un domaine où la mise en oeuvre des décisions prend du temps et coûte très cher.

Le défi qui se pose désormais, consiste à prendre des décisions qui donneront aux stratèges de la Défense canadienne et au personnel de nos forces armées des orientations raisonnablement claires et stables et des garanties crédibles qu'ils disposeront de l'équipement nécessaire pour bien remplir les tâches qui leur seront confiées. Pour relever ce défi, il n'y a désormais plus d'autre solution que de tenir un débat public en profondeur sur les options.

Questions à débattre entre esprits bien informés

■ Comme le Livre blanc sur la Défense l'a souligné, la sécurité du Canada comporte trois volets connexes : la politique et les programmes de défense; les perspectives de désarmement et de limitation des armements, et les activités qui

visent à régler les conflits et qui comprennent les missions de maintien de la paix. Beaucoup plus que ne l'ont reconnu les auteurs du Livre blanc, une conjoncture favorable dans le cas des deux derniers volets peut, en fin de compte, réduire le besoin de défense et déboucher peut-être même sur des exigences et des opérations différentes.

■ Le public canadien est habitué de penser que le budget militaire national est très modeste, mais le Canada se situe au douzième rang dans le monde, pour ce qui est des dépenses militaires totales, et au sixième rang dans l'OTAN. Pour ce qui est de la taille de nos forces armées, nous nous classons au quarante-huitième rang; par ailleurs, les Forces canadiennes estiment, cela est bien connu, qu'une bonne partie de leur matériel est de qualité inférieure et vétuste. Même si l'on prend en compte que bien des armées plus nombreuses misent sur les conscrits et que la taille du territoire canadien est à l'origine de frais supplémentaires, il est clairement nécessaire d'examiner comment le Canada peut en arriver à un meilleur rapport coût/efficacité possible en matière de défense. Le Canada doit-il essayer de conserver des forces armées parfaitement équilibrées et composées strictement de militaires professionnels à temps plein, ainsi qu'une infrastructure militaire d'envergure véritablement nationale ? Est-il possible pour une puissance moyenne de se chercher des « créneaux » spécialisés où elle excellera en matière de défense, comme le Canada le fait dans d'autres domaines ?

■ En ce qui concerne la plupart des menaces militaires stratégiques possibles, le territoire et l'espace aérien du Canada forment un tout avec ceux des États-Unis. Cette réalité nous oblige à chercher à influencer sur les politiques américaines lorsque les intérêts vitaux du Canada sont différenciés. En revanche, les politiques canadiennes devront aussi prendre en compte les intérêts vitaux des États-Unis, de sorte qu'il faudra continuer à rechercher des compromis dans cette relation clairement asymétrique.

■ L'Alliance de l'Atlantique Nord demeurera sans doute un cadre important de coopération entre l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord en matière politique et dans les domaines de la sécurité et de la défense. Jusqu'ici, cette coopération s'est principalement traduite par l'envoi de contingents nord-américains en Europe, la mise en réserve de renforts qui seraient déployés là-bas en cas d'urgence, et la participation à des opérations navales conjointes, mais il est possible que, dans l'avenir, les Européens de l'Ouest assument une part plus grande du fardeau moindre que sera la défense de leurs pays. La contribution nord-américaine directe en Europe pourrait donc diminuer, et l'on peut aussi penser que les activités des éléments navals et aériens des pays ouest-européens s'accroîtront dans la zone nord-américaine de l'OTAN.

■ L'Arctique représente un grand domaine à peine exploré des relations Est-Ouest, le Canada

et l'Union soviétique y ayant les enjeux territoriaux les plus considérables. À la faveur de ses rapports bilatéraux et circumpolaires, le Canada devrait distinctement mettre l'accent sur les moyens possibles de renforcer la confiance dans ce contexte, d'établir une coopération constructive et de réduire les menaces pesant sur la sécurité.

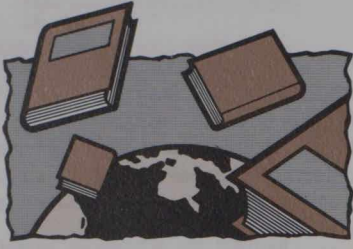
■ Nous avons dû assumer un certain nombre de nouvelles tâches exigeantes et coûteuses à cause de la concurrence technologique militaire entre l'Est et l'Ouest. Le Système d'alerte du Nord et l'accent mis sur les bases d'opérations avancées, sur les bases avancées de déploiement et les vols d'exercice à basse altitude, ainsi que sur les systèmes de surveillance aérospatiale et sous-marine sont autant d'éléments revêtant beaucoup d'importance pour la défense du Canada et la protection de ses intérêts fondamentaux dans ses rapports avec les États-Unis. Chaque fois que cela est possible, le Canada est justifié de demander la réduction ou la limitation des développements technologiques susceptibles d'alourdir encore sa tâche.

■ Pour faire face à d'autres types de défis traditionnels et de nouveaux défis internationaux intéressant la sécurité canadienne, il faudra peut-être chercher la solution ailleurs que dans les moyens militaires de défense ou dans une collaboration canado-américaine. Au nombre de ces défis, citons les suivants : affirmer et protéger la souveraineté canadienne; protéger les zones de pêche du Canada et faire respecter les règlements pertinents; protéger l'environnement; surveiller les côtes et lutter contre le trafic des drogues ou les entrées illicites au pays; et assurer des services tels que le bris des glaces et les opérations de recherche et de sauvetage. Il ne sera peut-être pas possible d'assurer ces autres services de « sécurité » parallèlement aux opérations navales plus traditionnelles.

■ Les opérations de maintien de la paix, constituent depuis des décennies un volet important de l'activité militaire de notre pays; à cet égard, sa contribution à la sécurité internationale, par l'entremise du système des Nations-Unies, n'a pas d'égale. Les activités de l'ONU ont soudainement repris avec beaucoup de vigueur dans le domaine du maintien de la paix, pour faire écho aux nouveaux souhaits des grandes puissances, désormais désireuses de voir des conflits se régler sous surveillance internationale. Aucun pays ne possède autant d'expérience, de moyens et de crédibilité pour accomplir ces tâches que le Canada. Ce dernier a participé à toutes ces opérations, au point qu'il est devenu difficile de considérer le maintien de la paix simplement comme un rôle « auxiliaire » des Forces canadiennes. Quel degré d'importance accorderons-nous à ces rôles dans notre politique de sécurité ? La réponse donnée à cette question influera de façon déterminante sur l'attribution du budget canadien de défense. □

— BERNARD WOOD

LIVRES



L'or et le sang : les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale

Georges-Henri Soutou

Éditions Fayard, Paris, 1989,
963 pages, 69,95 \$

■ Le livre de Georges-Henri Soutou représente l'aboutissement d'un itinéraire intellectuel qui a commencé par une question simple : pourquoi le blocus allié de l'Allemagne a-t-il été maintenu jusqu'en 1919, soit un an après l'armistice ? Selon l'auteur, «tous les appétits et tous les projets économiques de la Première Guerre mondiale, ont marqué le conflit et que l'on retrouve, bien présents, dans le texte même du Traité de Versailles». Soutou s'oppose donc à l'historiographie traditionnelle qui évacue les buts de guerre économiques pour se préoccuper uniquement du point de vue politique et des ambitions territoriales de style classique.

Après une étude approfondie des politiques économiques nationales des États européens et des États-Unis, par exemple, Soutou en vient à la conclusion que la Première Grande Guerre a été la matrice du XX^e siècle parce que «celle-ci marque une étape entre la longue et lente évolution passée et l'accélération de l'évolution scientifique et technique de notre société en laissant de côté les bouleversements dans la philosophie et dans les mœurs». L'auteur se propose d'analyser le premier conflit mondial sous tous les angles possibles.

Soutou démontre que l'affrontement économique a dominé la Grande Guerre mais, surtout, qu'il s'est prolongé dans l'après-guerre, alors qu'on assiste à la «mise au point de véritables buts de guerre

économiques». Pour les Alliés, c'est la victoire d'un libéralisme renouvelé. Pour les puissances centrales, l'objectif majeur deviendra la construction du *Mittleuropa*. Mais, au-delà des buts de guerre strictement économiques, *L'or et le sang* constitue aussi une histoire de la Grande Guerre du côté civil. En effet, tout comme Soutou refuse de réduire le conflit de 1914-1918 à un exercice militaire, il refuse une interprétation basée sur un petit nombre de responsables principaux. Il mesure l'influence et la responsabilité de plusieurs autres personnalités (ministres, dirigeants privés, groupes de pression, intellectuels) qui elles aussi élaborent des programmes et essaient de les faire passer. C'est ainsi que la Grande Guerre nous est effectivement présentée sous ses multiples aspects. Soutou rejette donc les notions de bloc homogène ou d'entités solidaires, et soutient la thèse d'une corrélation étroite entre les buts de guerre non économiques et les objectifs économiques des différents États concernés.

Sa méthode, celle de l'analyse multilatérale, aidera d'une part, le lecteur à comprendre clairement que chaque camp n'est pas un bloc et elle permettra, d'autre part, à l'auteur de cerner les points stratégiques où les projets des uns interfèrent avec les projets des autres, tant à l'intérieur de chaque camp qu'entre camps opposés. Soutou tente de montrer qu'en somme les enjeux économiques sont les mêmes dans les deux camps, bien que les prises de positions et les stratégies diffèrent. Il s'agit, en effet, de s'assurer le contrôle des matières premières et des sources d'énergie, à titre défensif pour le Reich, et offensif pour les Alliés. Ainsi, Soutou en vient à la conclusion que les objectifs économiques ont dominé la guerre et les négociations de paix, mais qu'ils restent toujours subordonnés à une vision politique des relations internationales.

Le conflit de 1914 porte aussi la marque d'une guerre idéologique, d'une lutte entre le libéralisme de l'Europe occidentale et le conservatisme de l'Europe centrale. Même si en Allemagne cette lutte s'était en

partie apaisée depuis Bismarck, elle est toujours présente au sein de la société allemande. En ce sens, un des thèmes majeurs de cette lutte devient le choix, pour l'après-guerre, entre «le maintien de l'ouverture sur le marché mondial libéral ou la fermeture autarcique d'une Europe centrale aristocratique et traditionaliste».

L'issue de la Grande Guerre peut être perçue, selon l'auteur, comme un changement de régime politique, qui consacre la victoire de la libre entreprise (politique américaine de la porte ouverte), ainsi que l'abandon des «méthodes allemandes d'expansion économique», à base étatique, au profit d'une concurrence commerciale ouverte. C'est là, selon Soutou, que réside le problème, et non pas dans un processus «d'impérialisme économique» mythique. Pour l'Allemagne, la priorité devient le retour au marché international et non pas, comme le prônaient les militaires, l'autarcie complète. L'Allemagne n'est donc plus au centre ni à l'Est, elle est à l'Ouest.

En plus de s'opposer à l'évacuation des buts de guerre économiques, Soutou rejette l'analyse traditionnelle des avantages et des instruments économiques fournis aux Alliés par le Traité de Versailles. Selon lui, en s'attachant uniquement au problème des réparations, et en négligeant les avantages économiques découlant du Traité, la majorité des historiens ont eu tort de conclure que les Alliés n'avaient pas atteint leurs objectifs économiques. En effet, pour Soutou, les Alliés ont réussi à réaliser, à Versailles, l'essentiel de leurs ambitions économiques. La qualité et l'étendue de la recherche de l'auteur rendent cette thèse tout à fait possible.

— Pierre Fournier

Pierre Fournier est professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.

Les mouvements de libération nationale

Alain Gandolfi

Presses universitaires de France,
Collection *Que sais-je ?* N° 2478,
Paris, 1989,
125 pages, 8,25 \$

■ Alain Gandolfi propose, dans cette brève étude, un survol des mouvements de libération nationale (MLN selon le signe proposé par l'auteur) tout à fait adapté au lecteur qui recherche un ouvrage d'introduction concis sur le sujet. Malheureusement, comme c'est trop souvent le cas avec ce type d'ouvrage, le lecteur a l'impression de rester sur sa faim après avoir tourné la dernière page.

Qu'est-ce qu'un MLN ? C'est là une question à laquelle Alain Gandolfi, qui enseigne à l'Université d'Aix-Marseille III, se montre au départ réticent à répondre. Comme il le dit si bien, il faut «ratisser large pour rester plus près de la réalité». Par conséquent, son propos tente de «dresser un inventaire de ces mouvements en tentant de cerner progressivement la notion à partir de ses éléments constitutifs».

Il s'oppose ainsi à la conception restrictive répandu par le droit international qui accorde le statut de MLN seulement aux «organisations représentatives de peuples luttant pour leur indépendance contre une métropole dont ils sont ethniquement ou culturellement différents et séparés par la mer». Mais cette définition, issue de la réalité de l'époque de la décolonisation (qui prend, en gros, fin avec le retrait portugais d'Afrique en 1975) ne correspond plus nécessairement à la diversité actuelle des MLN. Ce qui amène l'auteur, en conclusion, à appeler MLN «tout mouvement organisé, prétendant représenter une communauté territoriale au nom de laquelle il agit par des moyens généralement extra-légaux, pour changer l'ordre étatique dont il conteste la légitimité». Cette perspective lui permet ainsi d'exclure de son étude des groupes terroristes

tels que les Brigades rouges ou la mystérieuse Djihad islamique, mais d'y inclure l'IRA (en Irlande du Nord) et l'ETA (au Pays basque) qui recourent pourtant essentiellement à la même stratégie de lutte, à savoir le terrorisme.

La qualité de cet ouvrage ne réside toutefois pas dans ces distinctions fines et académiques, mais plutôt dans l'effort de synthèse et de classification qui, d'une certaine façon, correspond à une définition indirecte du phénomène. Gandolfi distingue ainsi les MLN en fonction des objectifs qu'ils poursuivent. On obtient alors des mouvements recherchant la sécession, d'autres la révolution. Les premiers correspondent à la vision traditionnelle que l'on a des MLN, c'est-à-dire des mouvements s'opposant à un colonialisme européen, ou aux «micro-colonialismes» issus du tiers-monde dont le couple Maroc-Sahara occidental est un excellent exemple. Les MLN visant la révolution sont, quant à eux, orientés vers la destruction d'un régime en place et l'instauration d'un ordre politique nouveau. Cette catégorie inclut la plupart des mouvements révolutionnaires d'inspiration marxiste, mais aussi les «combattants de la liberté» anticommunistes si chers à la droite américaine (UNITA en Angola et Contra au Nicaragua).

Après avoir décrit les divers types d'objectifs que poursuivent les MLN, Gandolfi passe à une description des structures de ces mouvements selon le schéma suivant : dénomination, organes, membres, pluralité et regroupement au sein des mouvements. Toute cette partie de l'étude est construite sur la prémisse suivante : «la structure est fonction de l'objectif de libération poursuivi. L'objectif commande la structure et non l'inverse». Cette proposition théorique originale n'est malheureusement pas justifiée au cours de l'étude. En fait, on pourrait facilement avancer l'argument inverse suivant : la structure et la stratégie d'un MLN est avant tout fonction des caractéristiques du milieu au sein duquel il évolue. La présence de structures tribales, le gouvernement en place, la présence d'un sanctuaire sûr sont autant

d'exemples de facteurs qui échappent à la volonté des MLN et qui pourtant déterminent directement leurs forces et leurs stratégies de lutte.

La dernière partie du livre porte sur la place des MLN au sein de la communauté internationale. L'auteur apporte ici une contribution originale en mettant l'accent sur les dimensions légales, peu étudiées parce que souvent jugées, peut-être à tort, comme non-pertinentes par la plupart des analystes. Le bilan de cette section est toutefois assez sombre dans la mesure où Gandolfi considère que la société internationale continue d'être dominée par des États et que les MLN échappent rarement à leurs influences et à leurs manipulations.

Au tableau des critiques portant sur la forme de l'ouvrage, il faut mentionner deux points importants. Premièrement, l'absence d'une table des matières complète, celle fournie ne rendant pas justice à l'approche détaillée adoptée par Gandolfi. Deuxièmement, ce livre ne contient aucune référence et possède une bibliographie trop sommaire. Cette dernière, limitée à des livres écrits en français, ne contient que trois publications pour les années 1980 et n'inclut même pas l'anthologie classique «Stratégies de la guérilla» de Gérard Chaliand. Bref, le néophyte trouvera dans ce livre bien peu de repères pour poursuivre plus à fond son étude des MLN.

— *Thierry Gongora*

Thierry Gongora est candidat au doctorat à l'Université Carleton, à Ottawa.

L'Église catholique et la politique de défense au début des années 1980

Catherine Guicherd

Presses universitaires de France, Paris, 1988. 333 pages, 42,10 \$

■ Au début des années 1980, les protestations antinucléaires ont mobilisé l'opinion publique occidentale sur les dangers et les conséquences probables d'un conflit armé sur le continent européen. La contestation des politiques de défense des pays occidentaux a amené l'Église catholique à élaborer les éléments moraux d'une prise de position structurée en vue de sauvegarder la paix et de promouvoir le bien commun universel. En plus, les évêques des divers pays, suivant les

traditions nationales, émettaient des déclarations articulées associant la prévention de la guerre à la promotion de la paix. Les textes des Conférences épiscopales américaine, allemande et française de 1983 ont retenu l'attention de l'auteur pour plusieurs raisons. Il s'agit de pays démocratiques, dont le poids économique, politique et stratégique les place au premier plan sur la scène internationale. Dans ces pays, l'Église catholique agit librement contrairement à l'Église des pays de l'Est.

Dans l'introduction, l'auteur étudie les rapports de l'Église et de l'État dans la tradition catholique et expose la philosophie politique du pape Jean-Paul II. La première partie évoque le discours de l'Église sur la guerre et la paix à l'égard du Concile Vatican II, suivie par l'étude des déclarations épiscopales en question. La deuxième partie expose les aspects éthiques, stratégiques, politiques et théologiques de la dissuasion nucléaire. La troisième partie passe en revue les alternatives internes pour sortir de la dissuasion telles que la non-violence, la désobéissance civile, etc. En ce qui concerne les alternatives au niveau des relations internationales, les évêques des pays concernés sont favorables au dialogue et surtout à une éthique commune basée sur la loi naturelle.

Cette loi signifie, entre autres, la justice dans ses formes sociale et distributive. Le respect effectif des droits de l'homme devient alors un impératif catégorique. Saint Augustin soulignait déjà avec insistance que sans la justice, l'entreprise des hommes peut devenir du brigandage. Les bases d'une éthique commune sont contenues dans la doctrine de l'Église catholique et explicitées, adaptées, suivant les époques et les circonstances historiques, par les encycliques papales.

Dans leurs analyses des politiques de défense, les évêques français et allemands, en fonction des conflits européens du passé, insistent plutôt sur les valeurs tandis que leurs confrères américains mettent en relief les rapports de force. Les approches des évêques européens du «centre du catholicisme» tiennent compte de

deux millénaires d'histoire vécue tandis que les évêques américains, de façon pragmatique, se penchent sur une situation concrète. En somme, les deux approches, malgré la divergence de perception de la guerre et de la paix, insistent sur la nécessité d'une éthique de responsabilité et de conviction commune.

À la lumière des documents du Concile Vatican II, la dissuasion ne pourra jamais procurer une paix véritable. Les relations internationales et, notamment, la question de la paix, ne se limitent pas aux seuls rapports entre États. Elles englobent aussi les relations entre sociétés. Le domaine d'intervention de l'Église se situe essentiellement dans la société civile. Comme force morale, politique et sociale, les évêques allemand, français et américain ont contribué de façon significative à une meilleure compréhension de la position de l'Église catholique sur les questions de guerre et de paix.

Il convient de souligner le travail minutieux de l'auteur, sa connaissance des cultures nationales dont les références abondantes aident à comprendre les particularités et les divergences qui apparaissent dans les textes traités dans l'esprit de l'Évangile. — *Paul Pilisi*

Paul Pilisi est professeur au département de sciences humaines à l'Université du Québec à Chicoutimi.

PARU RÉCEMMENT

Guerre, paix et désarmement Annie Bourret et Erik Poole

Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1989. 397 pages, 50 \$

■ En réunissant uniquement des titres en langue française, la présente bibliographie vient combler une lacune dans la famille des répertoires de documents sur la guerre et la paix. Les auteurs ont regroupé plus de 5 700 titres de monographies, d'articles de revues spécialisées, de cahiers de recherche, d'actes de colloque et de thèses universitaires des quatre coins du monde francophone.

(Ouvrage publié avec l'aide financière de l'Institut). □

Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique Reviews de Peace&Security.

LETTRÉ DE PRAGUE PAR VĚRA MURRAY



Je me suis retrouvée sur la Place du Château, et au-delà des sentinelles gardant l'entrée comme toujours, j'ai

regardé le premier bâtiment, envahie par un sentiment des plus absurdes.

Je n'étais pas habituée à regarder avec bienveillance ce lieu où se trouvent les bureaux du président de la République; dans ma jeunesse et pendant les visites que je fais en Tchécoslovaquie depuis vingt ans, je l'avais plutôt fait avec du mépris, de l'impuissance et de la peur. Maintenant, pour la première fois de ma vie, je n'éprouvais pas de la haine mais beaucoup d'admiration pour celui qui occupe la fonction de président. Je n'arrivais pas à me rendre à l'évidence. Avec moi, des dizaines de Pragoïses en promenade, des provinciaux et une foule de touristes étrangers parlant le tchèque fixaient le bâtiment. J'aurais pu parier que nous pensions la même chose : en ce qui concerne notre pays natal, nous avons tous un énorme apprentissage à faire.

Ironiquement, la nature humaine semble plus facilement s'ajuster à un régime dur qu'à apprendre la démocratie à partir de zéro. De la même façon, nationaliser une économie libre paraît être une tâche nettement moins compliquée que celle de privatiser toutes les usines et tous les services dans une économie gérée depuis des décennies par l'État. Ces défis, les Tchécoslovaques, comme tous les Européens de l'Est, sont en train de les découvrir. La liberté, tant souhaitée, qui soudain est presque tombée du ciel, apporte avec elle des difficultés à peine imaginables pour quelqu'un qui tient pour acquise la possibilité d'être membre du parti politique de son choix, d'envoyer son enfant à l'université, ou tout simplement d'écrire une lettre de protestation à un journal, d'ouvrir un commerce ou d'acheter des actions à la bourse.

Il est donc peu surprenant que, deux semaines à peine après l'élection à la présidence de Václav Havel, deux mois à peine après le début de la «révolution tranquille» tchécoslovaque, j'aie senti à Prague, au-delà d'une incroyable satisfaction, une anxiété presque palpable.

Comment organiser les premières élections législatives libres, prévues

pour le mois de juin prochain ? Dans une société qui a été tenue dans l'isolement pendant quarante ans, où toute tentative de «différenciation» était tuée dans l'oeuf, la réaction naturelle était la «différenciation» maximale : trente-six partis politiques se sont formés en deux mois. Comment faire pour respecter l'éventail des opinions et pour encourager la démocratie sans pour autant se retrouver avec des gouvernements de coalition qui tomberaient tous les quelques mois ? Ce que craignent plus que tout les dirigeants de la révolution, avant ou après les élections, c'est une situa-

...Deux mois à peine après le début de la «révolution tranquille» tchécoslovaque, j'ai senti à Prague, au-delà d'une incroyable satisfaction, une anxiété presque palpable.

tion chaotique dont pourrait profiter la Sécurité d'État (la force de répression sur laquelle reposait le régime communiste), pour «rétablir l'ordre». Personne ne connaît l'ampleur ni la structure exacte de cette organisation. Même pas le nouveau ministre de l'Intérieur. En 1968, pendant le printemps de Prague, le ministre Pavel, un communiste réformiste qui dirigea le ministère durant quelques mois, n'a jamais pu apprendre quoique ce soit sur le fonctionnement des services spéciaux.

Dès novembre dernier, du jour au lendemain, les membres de la Sécurité ont disparu, avec les armes et les archives. Ils n'ont rien à gagner mais tout à perdre avec le nouveau régime.

Comment traiter les communistes ? Dans certaines usines et dans certaines écoles, des «citoyens indignés» ont commencé à régler leurs comptes au nom du Forum civique, mouvement rassemblant toutes les forces de l'opposition autour de Havel dès les premiers jours

de la révolution. Ils se mêlent de la direction d'une usine, parce que le directeur est un vieux stalinien et ils décident qui parmi les enseignants peut rester au non. On est loin de la justice sommaire exercée en Roumanie, mais les gens autour de Havel, sont tout de même horrifiés. Dans l'ensemble, ils sont peu portés au mélodrame; ce sont des pragmatiques jusqu'à la moëlle. Des caractéristiques qui ont leurs avantages et leurs désavantages comme l'a prouvé l'histoire tchèque depuis la Seconde Guerre mondiale.

Il faudra sûrement traduire en justice les responsables de la répression sanglante du 17 novembre, événement qui a mis en marche la révolution, et punir les membres les plus corrompus de l'appareil du Parti communiste. Pour le reste, la chasse aux communistes répugne même à ceux qui ont payé leur gloire actuelle avec des années de prison, comme Václav Havel lui-même.

De plus, dans un pays où l'avancement dépendait depuis quarante ans de l'appartenance au parti unique, beaucoup se sont joints à celui-ci pour pouvoir tout simplement faire leur travail. Deux fois, après 1948 et après 1968, le pays a été saigné de ses intellectuels, partis en exil, ou devenus préposés au chauffage ou gardiens de nuit. Il ne peut pas aujourd'hui se permettre le luxe de mettre à la porte des spécialistes dont le seul défaut est d'avoir été communiste. Dans la plupart des cas, on ne saurait leur trouver de remplaçants.

À la différence de celle de la Hongrie et même de l'Allemagne de l'Est, l'économie entière de la Tchécoslovaquie a été nationalisée après 1948, des usines Skoda au plus petit cordonnier, des grands hôtels de la ville d'eau de Karlsbad au plus modeste bistro de village, sans oublier les aciéries du Nord de la Bohême. Le nouveau régime vise à rétablir l'économie de marché, et là-dessus, tout le monde est d'accord. Les cordonniers posséderont leur boutique, des restaurants de famille referont

surface. Mais après quarante ans de prise en charge par l'État, période où toute initiative a été écrasée, ce n'est pas du jour au lendemain que les gens retrouveront l'esprit d'entreprise, voudront prendre des risques financiers, ou même faire des heures supplémentaires. Quant aux éléphants de l'industrie lourde et aux compagnies de moyenne envergure, aucun particulier «sérieux» n'a pour le moment assez d'argent en poche pour les acheter. Sauf peut-être les fils d'*apparatchiks* communistes qui se sont enrichis au dépens de l'État, les individus qui font du marché noir, les étrangers...

Y aura-t-il beaucoup de chômage ? Et le niveau de vie ? Les Tchécoslovaques vivaient mieux que les citoyens et citoyennes d'autres pays de l'Est à cause des subventions massives accordées à l'agriculture et des prix de détail tenus artificiellement bas. Il ne sera plus possible de continuer avec ce genre de tricheries. Et que dire des magnifiques forêts qui faisaient autrefois l'orgueil du pays et qui sont maintenant malades ou ont été détruites par les pluies acides, et de plus de la moitié de l'eau potable qui est contaminée ? Cette situation écologique catastrophique est-elle réversible ?

L'humour et la capacité d'improvisation sont deux qualités qui semblent toujours survivre dans la société tchèque, même après des décennies de communisme, et malgré le cynisme et le désabusement très généralisés. Les discussions auxquelles j'ai assisté tard dans la nuit à Prague, étaient d'un sérieux inhabituel. Se moquer de l'occupant soviétique, ou de la bêtise de Jakes, secrétaire du Parti communiste jusqu'au début de la révolution, était non seulement plus facile, c'était aussi une façon de survivre. «Nous avons tous un terrible sentiment de responsabilité», me disait un ami très proche de Havel, «pendant si longtemps, nous ne faisons que dire combien tout était mauvais. Maintenant, au milieu du marasme économique général, c'est à nous de mieux faire.» □

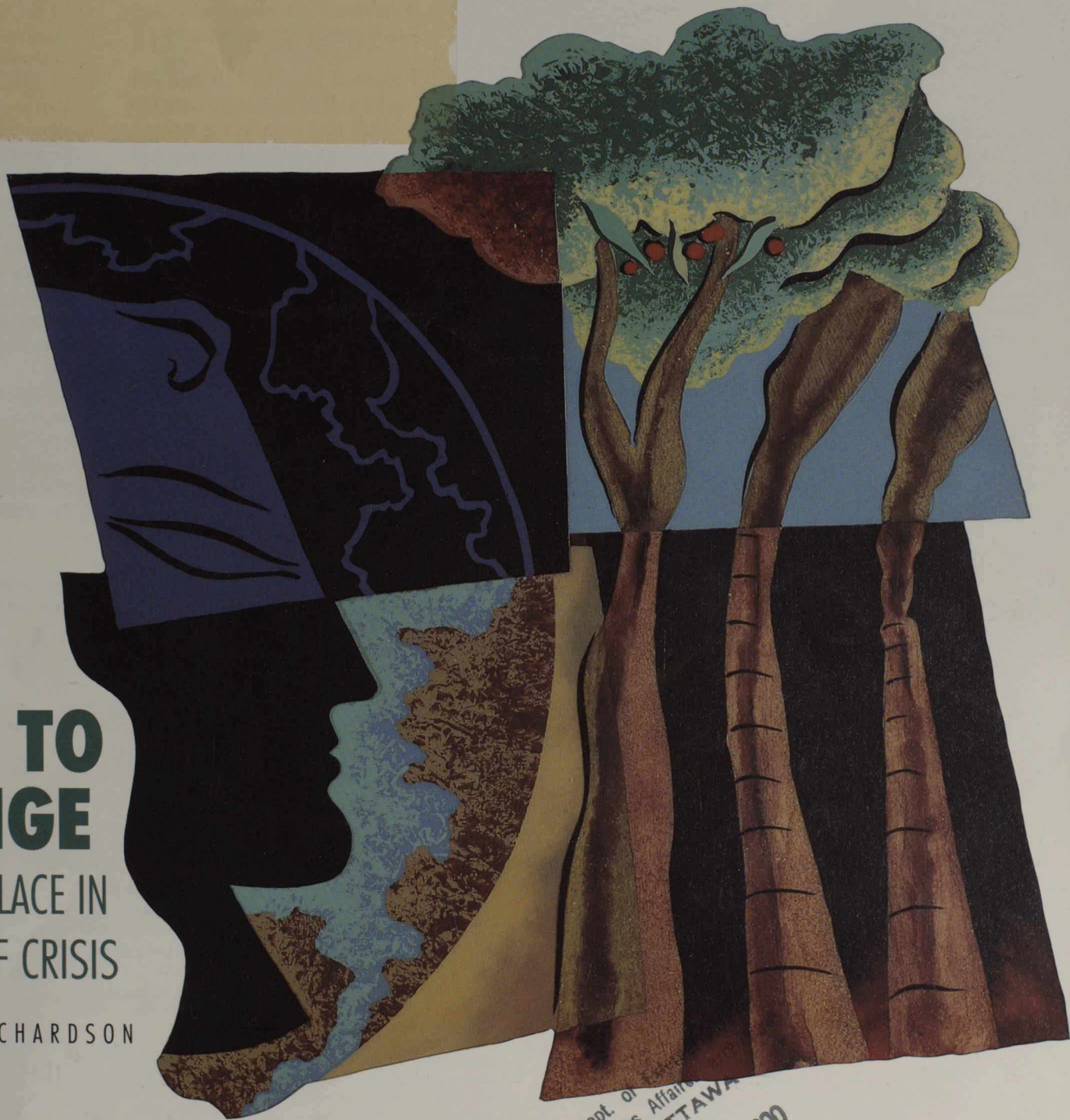
Věra Murray est née en Tchécoslovaquie; elle a quitté le pays en 1968, et elle est actuellement correspondante du magazine québécois L'Actualité à Moscou.

SPRING 1990

doc
CA1
EA720
P27
EXP
1990
Spring

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01029720 1

PEACE & SECURITY



TIME TO CHANGE

CANADA'S PLACE IN A WORLD OF CRISIS

BY BOYCE RICHARDSON

Dept. of
Min. des Affaires
OTTAWA
MAR 19 1990
RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

Heping

China's effort to make the fourth of June disappear.

Thomas Weiss

America's hate-love relationship with the UN.

Heribert Adam

Where is de Klerk taking South Africa?

Michael Bryans

CSSR – the world's biggest economic laboratory.

Vera Murray

Letter from Prague

Bernard Wood

Canada's Defence Policy.

Also in this issue:

New Publications from the Institute

ARMS CONTROL – NON-NUCLEAR

Compliance with Confidence-Building Measures: From Helsinki to Stockholm, by Michael Holmes, Background Paper 30, February 1990, 8 pages.

Conventional Arms Control and Disarmament in Europe: Canadian Objectives, by Douglas Hamlin, Working Paper 20, January 1990, 50 pages.

ARMS CONTROL – NUCLEAR
The Implications of the INF Treaty, by Jane Boulden, Background Paper 31, March, 1990, 8 pages.

CONFLICT RESOLUTION – THEORY AND PRACTICE

When Does Deterrence Succeed and How Do We Know? by Richard Ned Lebow and Janice Gross Stein, Occasional Paper 8, February 1990, 90 pages.

DISARMAMENT

Closing the Gap: Disarmament and Development, the International Debate, by Steve Lee, Working Paper 22, February 1990, 35 pages.

REFERENCE WORKS

Director's Annual Statement 1989–1990 Peace in our Time? A Canadian Agenda for the 1990s, by Bernard Wood, 50 pages. Once a year the director of the Institute takes stock of the major events and trends in the areas of peace and security, and their implications for Canadian policy.

NOTE FROM THE EDITOR



■ Momentous events are supposed to be few and far between – that's what makes them stand out. We need to locate them in our own lives: "I was at the dentist when I heard about..." These days momentous events between nations are like so much cheap jewelry and the experts, like everybody else, are left shaking their heads. In just the past two weeks (early February) the following modest list of unprecedented happenings is immediately relevant to the articles and regular departments in this issue of *Peace & Security*:

"Prisoners as Presidents" by **Heribert Adam** – as of 11 February and after some twenty-seven years, Nelson Mandela was no longer a prisoner and began immediately to demonstrate with masterful intelligence and dignity why the president's office seems an entirely natural place for him to be.

"Arms Control Digest" and "Defence Notes": researched and written by Institute Research Associate **Ron Purver**, and Queen's University professor **David Cox**, respectively, these columns are compiled late in the life of each issue in order to be as current as possible – generally three to four weeks before publication. In the international atmosphere that prevailed until not too long ago where, for example, the opposing European alliances took sixteen years around the negotiating table in Vienna to agree on how many soldiers the other side had or even agree on what the definition of a soldier was, this lag was not a problem.

However, in the few days since those columns were completed the superpowers decided to dispose of the major part of their chemical weapons, even before there is a multilateral treaty; a

serious obstacle in the way of a strategic nuclear weapons treaty was eliminated; in Ottawa the twenty-three members of both alliances committed themselves to signing an Open Skies agreement by the middle of May; and while in Ottawa, the Soviets, after thinking about it for a fortnight (a nano-second in military-diplomatic time) said "sure, that's fine" to an American proposition to reduce total troop levels in central Europe by several hundred thousand.

■ Our cover story, "Time for Change," is an excerpt from a soon-to-be published book of the same name by free-lance writer **Boyce Richardson**. The product of a two-year study conducted under the auspices of the Institute and organized by our Director of Public Programmes, **Nancy Gordon** and Research Associate, **Fen Hampson**, the book brings to bear the collective wisdom of half a dozen disciplines on the global problems that confront Canada.

■ The Editors are pleased to announce that beginning with this issue, articles in *Peace & Security* will be indexed by the *Canadian Periodical Index*.

– **Michael Bryans**

Canadian Institute for International Peace and Security

360 Albert Street
Suite 900
Ottawa, Ontario K1R 7X7
(613) 990-1593

Chief Executive Officer:
Bernard Wood

Board of Directors:
David Braide, *Chairman*
Beatrice Bazar
Lise Bissonnette
Lincoln Bloomfield
Orest Cochkanoff
Gisèle Côté-Harper
Francine Fournier
Edward Greene
John Halstead
Claude Julien
Reginald Lane
Jacques Lévesque
Judith Padua
Harry A. Porter
Eleonor Powell
Mary Simon
Bernard Wood

The Canadian Institute for International Peace and Security was created by an act of the Parliament of Canada in 1984 to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective. The Institute does not advocate policy positions, nor is it part of the government decision-making apparatus. The Institute is a Crown Corporation. Members of its Board of Directors are appointed by the Government of Canada after consultation with all recognized parties in the House of Commons. These provisions help to ensure the independence of the Institute.

PEACE & SECURITY

Editorial Board:

Nancy Gordon, *Chairman*
David Cox, Charlotte Gray,
Roger Hill, Madeleine Poulin

Editor: Michael Bryans

Associate Editors:
Hélène Samson, Eva Bild

French Review Editor:
Jocelyn Coulon

Design and Production:
The Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto

Translation: (except where otherwise indicated)
Denis Bastien, Sogestran Inc.
Second Class Mail
Registration No. 7944
Postage paid in Smiths Falls
Return postage guaranteed
ISSN 0831-1846

Peace & Security is published quarterly to let Canadians know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints of these issues. Opinions ex-

pressed in each article are the sole responsibility of the author and do not necessarily represent those of the Institute and its Board of Directors. **Your letters are welcome.**

Text material from *Peace & Security* may be republished in other journals, magazines or other printed media providing express written permission of the Institute is obtained prior to republication, and providing *Peace & Security* is cited as the source. Illustrations, cartoons, graphics and other accompanying artwork are copyright of the artist and may not be reprinted or reproduced in any form without the express written consent of the Institute and the artist. Schools, universities and other educational institutions may engage in limited photocopying, mechanical or electronic reproduction of text material from *Peace & Security*.

Copyright © 1990 by the Canadian Institute for International Peace and Security.

CONTENTS

-
- 2 **TIME TO CHANGE** BY BOYCE RICHARDSON
An excerpt from a critical new book on how Canada must face up to emerging threats to international security.
-
- 6 **CHINA'S ORDEAL** BY HEPING
Decentralization may be China's last best hope.
-
- 8 **LEADING THE HORSE TO WATER** BY THOMAS G. WEISS
On the question of the UN, the United States still needs convincing.
-
- 10 **PRISONERS AS PRESIDENTS** BY HERIBERT ADAM
If Vaclav Havel can move from a prison cell to the presidency, why not Nelson Mandela?
-
- 12 **MARKETS AND POLITICS IN THE USSR** BY MICHAEL BRYANS
The Soviet leadership is groping towards a new economy that combines "socialist markets" with Western prosperity.
-
- 24 **LETTER FROM PRAGUE** BY VĚRA MURRAY
An exile from the 1968 Prague Spring goes home to Czechoslovakia's quiet revolution.
-

■ **Boyce Richardson** is a freelance writer and filmmaker based in Ottawa, and author of *Strangers Devour the Land*; **Heping** is the pseudonym of a close observer of Chinese politics; **Thomas G. Weiss** is visiting senior scholar at Brown University's Institute for International Studies and former executive director of the International Peace Academy in New York; **Heribert Adam** is professor of sociology at Simon Fraser University, and author, with Kogila Moodley, of *South Africa Without Apartheid*; **Michael Bryans** is editor of *Peace&Security*; **Věra Murray** is Moscow correspondent for *L'Actualité* magazine.

14 ARMS CONTROL DIGEST

15 DEFENCE NOTES

16 REPORT FROM THE HILL

17 REPORT FROM THE SECURITY COUNCIL

18 NEWS FROM THE INSTITUTE/RESOURCES

21 FROM THE DIRECTOR

22 REVIEWS

TIME TO CHANGE

CANADA'S PLACE IN A WORLD OF CRISIS

Drawing together the knowledge and expertise of a dozen research institutes, government departments and universities, the Institute for Peace and Security has produced a critical new book on how Canada might face the major emerging threats to international security.

BY BOYCE RICHARDSON

IN THE LAST YEARS OF THE 1980s people everywhere have begun to understand the scale of the immense changes that lie ahead for human society. Of course we are always changing; but often these changes have crept up and overtaken us without most people realizing what was under way. The era of satellite communications has ended that. Nations that only ten years ago were closed off to the major intellectual and technological influences sweeping much of the globe now recognize that they can no longer hide behind guarded borders, while in more fortunate parts of the world, long-held, comforting notions of technical and economic superiority have been fatally undermined.

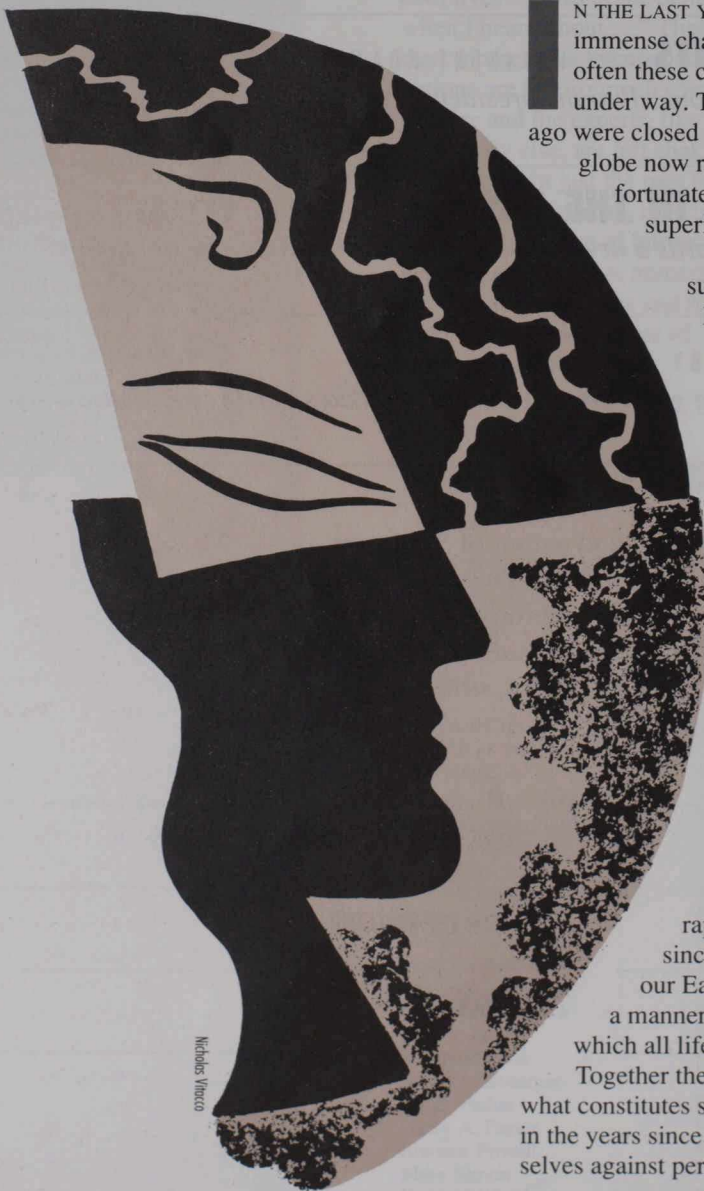
In the late eighties this has brought cataclysmic upheavals to some countries, such as the million-strong public demonstrations for change in Beijing 1989. In Eastern Europe old bonds have been shaken loose with a rapidity that people accustomed to the rigidities of the Cold War still find hard to believe. And in those nations that have long enjoyed the fruits of industry and technology – mostly North America and Europe – old certainties about the inevitability and permanence of progress have been eroded.

There are many reasons for this. Populations are more volatile than ever before. Our world is increasingly polarized between rich and poor. The evidence is accumulating that our globe cannot sustain the present head-long methods of economic development. Even the people who seem to have everything – Canadians among them – have become very uneasy about the future.

What was new in the eighties was that these perceptions of the need for big changes in the way the world was going penetrated to the mass of people – or, at least, became the common currency of political dialogue in nations with widely differing ideologies and systems of government. Leaders almost everywhere now recognize the need for change, and those who do not – the aging leaders who have re-imposed their authority so ruthlessly on China are the perfect symbol – are recognized as social dinosaurs who are heading towards extinction.

Two major influences have produced these changed perceptions: first, the rapid easing of the East-West tensions that have dominated international relations since the end of the Second World War, and second, the growing understanding that our Earth's resources are finite, and human beings are plundering them at a rate and in a manner than cannot be continued without irrevocable damage to the processes on which all life depends.

Together these two influences have led people everywhere to rethink their very notion of what constitutes security. Security has always been a fundamental concern of human groups; and in the years since the Second World War we have poured immense resources into defending ourselves against perceived military threats to our security. In the last few years, however, people



This article is excerpted from Time to Change: Canada's Place in a World of Crisis by Boyce Richardson, to be published in March 1990 by Summerhill Press. Available in paperback from bookstores for \$14.95.

almost everywhere have begun to realize that long-term changes to the basic elements on which all life depends may prove to be as threatening to human security as the nuclear war and military aggression against which we have been so assiduously defending ourselves.

THE SPEED WITH WHICH THE NEW PERCEPTION HAS GATHERED MOMENTUM is a remarkable commentary on the power of our new systems of mass communications. The publication in 1987 of the report of the World Commission on Environment and Development to the United Nations General Assembly (known as the Brundtland report) dramatized fears and concerns that had been growing for several decades. Within two years tens of thousands of copies of this report had been sold in dozens of countries – more in Canada than anywhere else – and it quickly became necessary for political leaders to pay attention.

Since the environment became a matter of widespread concern in the late 1960s, most political leaders have acted as if environmental matters – clean water and air, fertile soil, vigorous forests – are peripheral to the real business of running their countries. And in fact, it was because of this lack of political urgency that the enterprise of writing this book was launched, late in 1987. We felt that Canadian governments were reacting too sluggishly to the challenges thrown out by these dramatic new developments. The federal government seemed reluctant to seize opportunities offered by these changes.

The contrast between the Brundtland vision of the future, and that of the Canadian government, as revealed in its 1987 Defence White Paper, was simply too great to be ignored. Brundtland suggested the need for a changed vision of the future, and a rapid reallocation of resources to meet entirely new challenges to our long-term security, both as Canadians and as citizens of the globe. But the Defence White Paper ignored this dimension entirely, confronting Canadians with a vast programme of proposed rearmament, based on what appeared (more and more with each passing day) to be the outmoded clichés of Cold War thinking.

We felt it important to try to stimulate public dialogue on these vital issues. But an interesting thing then happened: coincidentally, between the conception of this book and its publication eighteen months later, some sort of sea-change occurred in public perceptions. Perhaps the exceptionally hot summer of 1988 had something to do with it. As the world's

climatologists gathered in Toronto to discuss the prospect of long-term, man-induced climate change that could potentially swamp dozens of major cities, decimate forests, diminish cropping lands – in short, revolutionize human life – the city sweltered under its highest temperatures for many years, and many people had difficulty breathing the smog-laden air.

One day it was revealed that all five of the hottest years experienced in this country since records began a century ago had occurred in the 1980s. It began to seem that climate change was no longer a prospect for the distant future, but was actually upon us.

In the six or nine months that followed that hot summer we were inundated by mass media accounts of dramatic and horrendous possibilities for the future: of dreadful environment-destroying incidents through Eastern Europe, South America and Africa. For a time it almost seemed there was a competition to discover the most irresponsible country: Ethiopia with its massive soil erosion; the Soviet Union with its

disastrous water diversions; Czechoslovakia, China, or Poland with their dreadful air pollution; Brazil, with its insensate destruction of the rainforest; the United States or Canada, spreading deadly poisons throughout the countryside and oceans in the name of industrial progress – these became the stuff of everyday stories in our mass media, which, having discovered the subject, appeared to delight in scaring us all to death.

NO SOONER HAD THIS OUTBURST OF SCARY INFORMATION BEGUN TO subside with the onset of winter than the biggest oil spill ever known in North America decimated the pristine ocean and beautiful shorelines of southern Alaska. This incident exposed in the most brutal way how worthless are the soothing assurances of environmental concern propagated by the world's biggest companies through television and magazine advertising. These companies are major decision-makers; but the spectacle of the oil-strewn Prince William Sound demonstrated that we cannot depend on these decision-makers unless they are subject to constant prodding and vigilance from an informed and concerned public. There is no doubt that millions of people got this message.

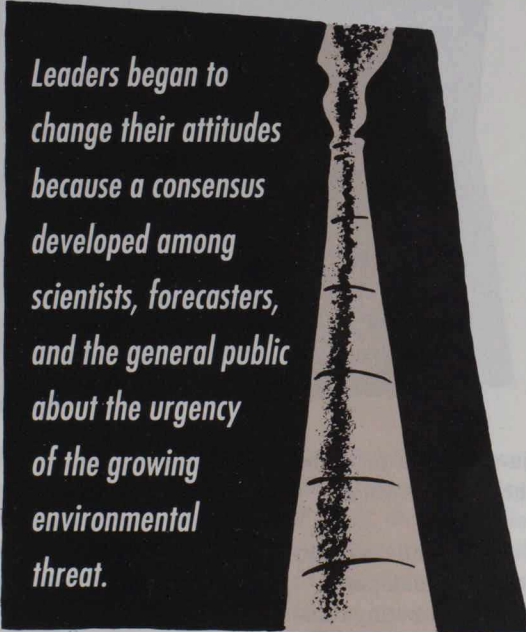
Within two years of the publication of the Brundtland report, a number of other things happened that testify to the remarkable influence of the report on public discourse around the world:

- President George Bush recognized the existence of acid rain, and moved to do something, however inadequate, about it.
- Margaret Thatcher actually sponsored an international conference on climate change.
- The European Economic Community adopted an environmentally-conscious agricultural policy, to encourage organic methods and discourage industrial agriculture.
- The Dutch government became the first in the world ever to be defeated on an environmental issue, when a governing coalition broke up over a far-reaching new plan to solve Holland's environmental crisis in one generation by doubling environmental spending in the next four years.
- The Green Parties improved their position in the elections to the European Parliament, in England winning as much as fifteen percent of the vote.
- In Canada the government dropped its rearmament programme, thus clearing the way

for more attention to be paid to longer-term problems. Brian Mulroney was even given an environmental award by an American business group for his rousing speeches to international conferences.

That so many of our leaders should have jumped on the bandwagon after decades of indifference indicates the head of steam that is now driving the engine of environmental concern. To keep pace these leaders have had to pay at least lip-service to the idea that humans can have a secure future only if we manage to build an environmentally sustainable global economy. Lip-service, of course, is not enough: a group of Canadian activists followed Prime Minister Mulroney to a conference in Europe and denounced him before the world's press. They said that in spite of his vigorous speeches favouring sustainability, his government cut spending on alternative energy projects while investing enormously in climate-changing energy megaprojects. His actions, they said, spoke louder than his words.

From all of this we discovered that there is a considerable gap between getting political leaders to endorse sustainability and getting them to implement the measures needed. No doubt many years of ferocious political debate and struggle lie ahead in this effort to create a new international order. ▷



Leaders began to change their attitudes because a consensus developed among scientists, forecasters, and the general public about the urgency of the growing environmental threat.

Thus, though the underlying premise with which we began this work is more widely accepted than it was, we feel that the need to clarify facts and options is at least as great. Our leaders began to change their attitudes because in the late 1980s a consensus developed among scientists, forecasters, and the general public about the urgency of the growing environmental threat. Since the Club of Rome published its famous Limits to Growth study in the sixties, many analysts have been at work, and half a dozen points have emerged that are now agreed by all major forecasters and global modellers.¹

1. Population and physical capital cannot continue to grow forever on a finite planet.
2. There is so far no reliable complete information about the degree to which the planet can absorb all the wastes created by human wants.
3. Unless changed, present policies will lead to an increasing gap between rich and poor, among nations as among individuals. Even vastly increased foreign aid cannot significantly redress these global inequities.
4. Whereas technology can help, by itself it is not the answer.
5. Interdependence among peoples and nations is much greater than has been commonly realized. In other words, actions taken in one part of the world can often have profound consequences elsewhere.
6. For this reason, policy changes made sooner are liable to be more beneficial than those made later.

THIS LIST IMPLIES THAT, IF WE ARE TO SURVIVE, big changes will have to be made in the way things are organized. It doesn't follow that governments will make those changes, because so far the people who bother themselves with such questions lack real influence with most governments. If the Canadian case is typical, they tend to be enthusiastic civil servants and researchers who beaver away at their studies in isolated offices, get together for seminars to discuss their troubling insights, and produce a rain-shower of far-sighted documents that seldom penetrate the protective shell behind which ministers shelter.

These general propositions agreed by futurists offer us little comfort when they are applied to the major global issues of the contemporary world. They posit a future of danger, shortages, and deteriorating standards. For example, here are the five issues that one futurist says will define the world in 1994 – a mere half decade away:² the potential for nuclear war, severe food shortages, the deterioration of the biosphere, the imbalance in the distribution of wealth, and shortages of material and energy.

Underlying these issues is the sense that economic development and environment are two sides of the same coin, both of crucial importance to our future; and that we must find a way to make all future development sustainable in environmental and resource terms.

This concept of sustainable development was launched into the global marketplace of ideas in 1981 with the publication of a ground-breaking report under the somewhat bureaucratic title of the World Conservation Strategy (WCS). This document was prepared by the United Nations Environment Programme (UNEP), the International Union for the Conservation of Nature, and the World Wildlife Fund. The document was an effort to meet the objections that citizens of Third World countries had made to the alarm expressed about the state of the globe at the Stockholm Conference on the Human Environment in 1972.

At that time the predominant idea was that economic development was ruining much of the natural world, and this carried a strong implication that development was bad. Not unnaturally, people from countries desperate for development rejected the whole thesis, and even considered it something of a white man's plot to prevent the destitute people in the world from gaining their place in the sun.

The WCS came to grips with this problem for the first time. It recognized that the planet's capacity to support people is being reduced through poor land management, profligate use of resources, and the poverty that in many places forces people to destroy the resources they need if they are to survive. The document agreed with environmentalists that it is essential to maintain Earth's ecological processes and life-support systems, and to preserve genetic diversity. The WCS went further: it recognized that human activities will continue to depend on the use of other species and entire ecosystems, and it added that

Nature must be used on a basis that can be sustained into the distant future.

SUSTAINABLE DEVELOPMENT BECAME THE ideology animating the United Nations Environment Programme (UNEP), and it has since won rapid acceptance – as an idea. By treating both development and environment as essential to the continuance of human life on this planet, the document helped to take the curse off the environmental analysis of the human situation for the developing countries. Confronted by the WCS challenge, many governments formally took the pledge to put their affairs on a sustainable basis, promising to draw up and follow national conservation strategies to guide all their future development.

Unfortunately, so far it has been mostly talk. In one country after another finance ministers and their economic advisers have remained oblivious to environmental thinking. Warnings given by scientific advisers and global thinkers

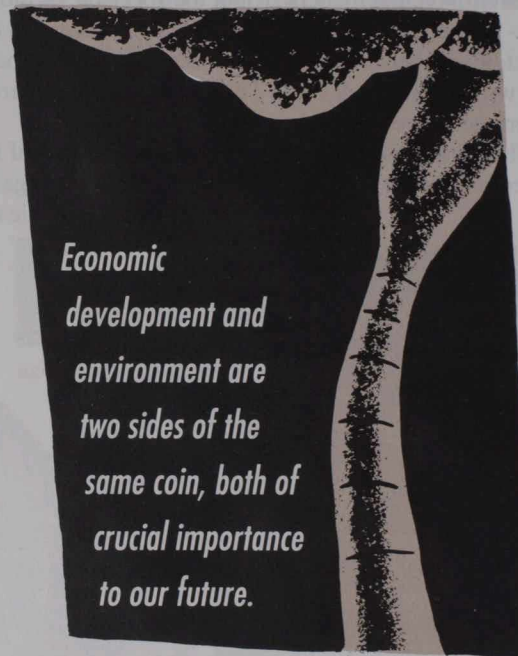
have been ignored. Environment ministers have had low status and little influence in cabinets.³

Yet not all the prognosis is bad. The lip-service that leaders have begun to pay to environmental concerns has a firm and real cause, namely, the dramatic change that has occurred throughout the Western world in public attitudes. Many opinion polls suggest that electorates are changing their minds about the real threats to security. Canadians, as judged by such polls, appear to be ready for action to deal with the emerging, long-term threats (though they may not yet have accepted the need for higher taxes to pay for such action).

In the days of the Cold War the Soviet Union was regarded as the enemy and the number one world problem, in Canada as elsewhere in the Western world. This perception has greatly diminished. Indeed, a poll published in 1987 by the Ottawa-based North-South Institute, indicated that the fear of Soviet aggression is almost the last thing on the minds of Canadians when they think about the world.

CANADIANS DO SEE THE WORLD AS A TROUBLING PLACE, TO BE SURE, BUT the things that trouble them now are of a different kind, such as (in order of priority, according to this poll):

- pollution and the environment
- major world diseases
- poverty and hunger
- the possibility of nuclear war
- apartheid and human rights
- world economic collapse



All of these, as well as erratic United States foreign policy, world population growth, and Third World debt, rank higher in the concerns of Canadians than the fear of Soviet aggression. And this low ranking of the Soviet threat was confirmed a few months later by an in-depth study of Canadian opinion on peace and security issues conducted by the Canadian Institute for International Peace and Security.

From these polls it appears that the issues now concerning Canadians most deeply are difficult long-term problems that are beyond the control of any one nation or group of nations. They cannot be solved within the five-year (or even shorter) time-frame of any government, and tend to be overlooked when governments decide how to spend their money.

Environmental degradation, disastrous global climate change, growing poverty in the midst of increasing affluence, the rickety imbalances in the international economy, the rapid pace of population growth – these are the real security problems of the future, and more and more people have come to recognize it. These problems have the potential to threaten not merely the immediate security of many nations, but even the continuing viability of human society in the coming decades.

In fact they have already plunged some countries into crisis; for others, the crisis may be a decade or two ahead. But in all nations the warning signs are at hand of very severe future difficulties, tougher to handle than anything we have had to deal with in the past.

THE NEW CHALLENGES BEFORE US AS CITIZENS of this globe present Canada with great opportunities for constructive action and leadership. It would be foolish to suggest that we can save the world; but what we can do is to put our own house in order to meet these future challenges, and seek allies with whom we can move the world in a constructive direction that will hold out hope for the future of the human race.

The purpose of this book is to stimulate public interest in and debate about these important issues, leading on, we would hope, to action. Fundamentally the issues that we explore have to do with Canada's changing relationships with the rest of the world. We have not kept pace with many of these changes, and are scarcely prepared for their probable impact on us.

First, the economy: Though we are one of the richest and most fortunate nations on Earth, and a member of the club of the seven most powerful industrialized countries, our traditional dependence on the export of raw materials has not fitted us particularly well for the dramatic changes that are now occurring in the world. There is no doubt that everything else we might wish to do to create a decent and improved life for our own citizens (as well as those elsewhere) depends on our maintaining a viable and productive economy, but there are indications that the way ahead will be very much more difficult than the last forty years.

In spite of these problems, if we are to give a lead to halting man-made climate-change, we will have to give teeth to the now-accepted idea that our Canadian economy must become indefinitely sustainable in environmental and resource terms. First of all this means extremely difficult – one might almost say, revolutionary – decisions about energy use.

Second, our own society: We cannot remain indifferent to the changing demographic situation. Vast populations of people, excluded from their share of the world's goods, are ready to move, and it is not an option for us to turn away. We will continue to receive increasing num-

bers of Third World immigrants, and too little thought is being given to the likely implications of our changing population for our social relationships. But if it is (as some Canadians believe) a possibility that this fortunate country might provide an example of tolerant and decent living to the rest of the world, certainly we cannot expect that example to spring to life without immense effort, ingenuity, and the conscious building of bridges between different peoples.

Third, the environment: No one in the world can any longer avoid the environmental warning signs. We belong to that segment of the world's population that is making far too heavy demands on Earth's resources, and we are deeply responsible for trying to find a way to overcome the problems of air pollution, water, and soil degradation, ocean despoliation, and atmospheric changes that are leading to almost certain modifications in global climate. We have to start thinking about these matters. As a nation we have to become more economical and less wasteful in

our style of life, and we will soon have to start to divert resources into measures that will begin to solve these problems.

But that is only half of it: we must contribute more than we are doing now to helping the under-endowed majority in the world improve their lives, and to bring to a halt their destruction of the landscapes they depend on. To the extent that we are responsible for this, through our economic and trading policies, we have to take corrective measures by applying what the Brundtland commissioners called "a foreign policy for the environment."

For example, it is now accepted that the people of the world cannot afford to allow the tropical rain forests to be destroyed. Yet it is not enough simply to exhort tropical countries not to cut their forests. A considerable transfer of resources will be needed to make it possible for these impoverished countries to save these forests. And there is no sign yet that our governments are ready to make that necessary commitment. We have to find a way to look at

the world with a proper sense of our ecological interdependence, to set our sights on long-term survival rather than short-term prosperity.

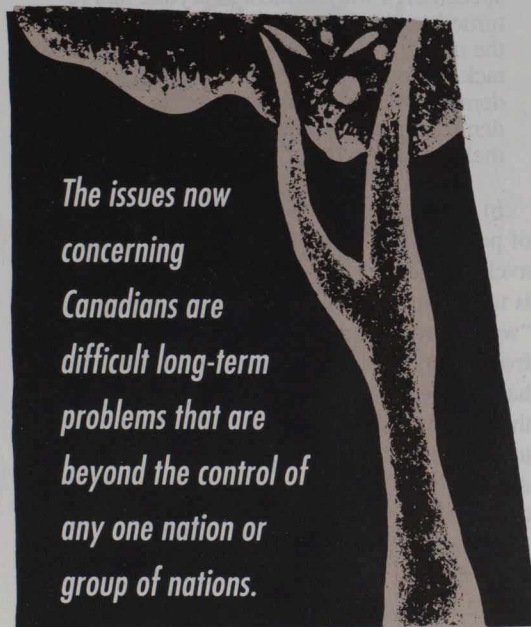
Fourth, the international sphere: Canadians, placed on the globe midway between the United States and the Soviet Union, have a particular stake in helping the world maintain peace, reduce the threat of nuclear war, and bring new military technologies under international control. Many believe that Canada could get a bigger bang for its buck by spending whatever spare billions it has on reinforcing international organizations, strengthening international cooperation, and helping to keep the peace around the world, than by becoming fixated on the evidently impossible task of defending our huge coastlines from our largely imaginary adversaries.

Peace, order, and good government have always been Canadian ideals, and we should work to make them global. □

1. This list has been compiled by Eric Solem, of the Operational Research and Analysis Establishment, Directorate of Strategic Analysis, Department of National Defence, Ottawa, in his interesting monograph *Futures of the International System*, Project Report No. 143, May 1980, p. 49.

2. Theodore Gordon, quoted by Eric M. Roher, on page 2 of his monograph *Planning in the Modern State*, No. 139 in the series of Project Reports issued by the Operational Research Establishment of the Department of National Defence.

3. These conclusions were reached by 450 international experts who gathered in Ottawa in 1986 to examine the progress made towards sustainable development in the five years following the publication of the World Conservation Strategy report in 1981. Their overall conclusion was that there had been almost no discernible change in government attitudes.



CHINA'S ORDEAL

Decentralization may be China's last best hope, but in the current repressive atmosphere talking about it is a dangerous occupation.

BY HEPING*

UNABLE TO MAKE THE SPRING 1989 student movement disappear, the Chinese authorities are instead attempting to obscure and trivialize it. As usual, the methods used to minimize the scope of the social unrest hint at what they are actually trying to conceal. Turned into to a simple case of self-defence, the chronology of last June's events has been reduced to caricature; the government's version lacks all credibility. The only persons killed were "some blood-thirsty rioters...., there were no deaths among the students, including those who were forced to withdraw."¹

This is the classic language of propaganda. It reflects a Confucian kind of benevolent paternalism aimed at co-opting the intellectuals – those who were at the head of the popular movement and did not understand that they were being exploited by "a handful of counter-revolutionaries," who were in turn being manipulated from abroad.

ONE COULD DEBATE FOREVER THE COMPETING versions of how the repression was unleashed on the night of 3 June. However, this would simply add more confusion to what is already an unendurable tragedy. Nevertheless, a precise reconstruction of the events will some day assist historians in answering the questions many Chinese are asking themselves. In the first place, to what degree was the pro-democracy movement planned? Who inspired the students of Beida University, back in April, to use the occasion of the death of the former General Secretary Hu Yaobang to take to Tiananmen Square in a noisy expression of their democratic aspirations? Why did the government systematically provoke the students by accusing them of being counter-revolutionaries?

Chen Yizhi, a close collaborator of Zhao Ziyang, the former General Secretary of the Chinese Communist Party, told *Le Monde*:

At first the students were calm ... but each time they wanted to evacuate Tiananmen Square, Li Peng [the present Premier] provoked them. For example, after Zhao's

speech on 4 May, almost everyone had returned to classes. Li Peng then summoned the university authorities to denounce the attacks on public order and the illegality of the demonstrations. Shortly after this, the students again went into the streets and began their hunger strike.

In China no one believes in the spontaneity of political movements, and the most Machiavellian theories crop up in conversations. This is to be expected in a closed society where "well informed" people get their information from rumors that can seldom be verified. It is hard, nonetheless, not to credit the theory that the government deliberately "planned" things to culminate in an exemplary punishment. Although inured to the supreme penalty, the Chinese people (above all the people of Beijing) did not anticipate this level of repression. Until the last hours, no one really believed it would happen, so when the first shots were fired, some students in the residences of Beida University refused to believe the news they had just received – "We had faith in the uprightness of our army."

"THE CHICKEN IS KILLED TO FRIGHTEN THE MONKEY" is the Chinese expression used most often to explain how deliberate military intervention was designed to serve as an example. Of course, this fear on the part of the government was exacerbated by the international political climate as well as the upheavals in other socialist countries, but its underlying motives were and are essentially Chinese.

The regime felt endangered because it had not anticipated the scope of the movement. Easily persecuted and as well, readily "co-opted," intellectuals have been effectively marginalized since 1949. So in April, once again, the authorities underestimated the influence that might be wielded by a few thousand students in Tiananmen Square. While the strength of the movement surged back and forth, in denouncing the economic hardships, it won the support of the population of Beijing.

Testimony from various sources confirms the disarray of the government – the indecision among its ranks, and the secret political strug-

gles that ended with the rout of the more moderate elements, and the resignation of the communist party General Secretary, Zhao Ziyang. The line that won out is clearly the one that clings to the certainty that all can be reformed without being excessively transformed.

Since 1979 the government has carefully nurtured a host of paradoxes, asserting, for example, that it is possible to open up the country while closing it off, or that China can foster the development of a market economy within a Marxist-Leninist political structure. The maxim "one country, two systems" helps to reassure foreigners and, within China, legitimizes all of the most visible contradictions.

THIS MERGING OF CONTRADICTIONARY IDEAS FOLLOWS a traditionally Chinese logic; a logic that lives on in the minds of leaders who are the overconfident heirs of a successful revolution and a profoundly self-centered nationalism. Political discourse here always reverts to the assertion that China is a large country that has managed to secure for its one billion people a standard of living better than that of other Third World countries. And it is true that in China one does not queue for a bar of soap or a pair of shoes. China long practised a "primitive communism" that many Third World countries have sought to emulate. In Mao's day, the oft-repeated saying was: "Whatever food there is, everyone eats; whatever clothes there are, everyone wears; whatever work there is, everyone does."

To be sure, nationalism, or rather the chauvinism of the Chinese people – the Han majority in particular – is a basic factor relied on by the Party and the government to absolve their errors. It has always been relatively easy to resort to traditional Chinese xenophobia and lay the blame for internal problems on the outside world. There are repeated examples to show that even some of the harshest critics of the present regime remain vulnerable to talk of the external enemy.

All of these certainties the government has banked on have been shaken by the radical

* Pseudonym of a close observer of Chinese politics.

change among a large section of Chinese youth. Some thirty-seven percent of the population is under twenty years old, and in the cities particularly, this generation of “only children” is demanding everything, and demanding it right now. Proud of being Chinese, they flamboyantly proclaim their love for the fatherland – sentiments expressed thousands of times over, in a multitude of ideogrammatic styles, in Tienanmen Square. As far as they are concerned, the Empire is humiliated by the affluence of Taiwan and Hong Kong. These young people want China to be respected for its economic prosperity and they are convinced that the recipe for success is to be found in the West. Faced with this wave of demands, the regime has retreated to the hard line, doing what it can to seal up the cracks.

But China is a more porous country today than it once was. Even the peasants listen to the Chinese-language short-wave broadcasts from abroad. The government has few effective means of parrying this invasion of messages, and by affirming over and over that its policy remains one of openness, the government is now caught in a crisis it can no longer manage.

THE CHINESE ARE WELL BEYOND BELIEVING IN the existence of a genuine socialist programme. Nor is the government promising anything other than gradual development requiring patience, hard work and sacrifice. But here again, the rejection of any substantial political reform condemns China to improvisation. “We are groping our way across the river step by step,” Deng Xiaoping is quoted as saying, an expression which evokes the disorientation and genuine hardship involved in making one’s way toward a shoreline that is not even in sight.

Lacking a convincing programme, and held back by inertia, the government falls back on old practices. The most common of these is the isolation of each social class and group within its own environment, institutions and structures. The greatest danger for the government lies in the cities; an alliance between intellectuals and workers must be avoided at all costs.

Throughout the events of the spring the workers’ sympathy with the students was unflagging. On several occasions the author witnessed workers climbing down from construction scaffolds to applaud processions of students. Everywhere, there were factory slow-downs and absenteeism “on account of demonstrations” was widespread. On the other hand, the workers’ support never had significant impact. Lacking trade unions organized as a genuine political force, the working class of Beijing was unable to translate its sympathy into action. A few days after the tragic night of 4 June, the first counter-revolutionaries to fall under the bullets of the execution squads were

workers in Shanghai – a fact that did not take long to sink in.

WHAT DOES THE FUTURE HOLD FOR CHINA NOW? In Beijing, as in the other cities, patience is the unspoken watchword. Desperate for news from the outside, the urban population attempts to stave off despair by concocting one scenario after another. The bolder ones await the return of Zhao Ziyang, while the more realistic watch the political maneuvering in the Central Committee and anticipate, for the short term, ever tighter control by the army. All the while, the President of the Republic, Yan Changkun, installs members of his family in key govern-



ment positions, convincing many Chinese observers that the military dictatorship will cease bothering to hide its real intentions once Deng Xiaoping is out of the way.

It is clear that the army has lost the confidence of a good part of the population. The “serve the people” mythology of the People’s Liberation Army has taken some hard knocks. Chinese have regained their traditional fear of soldiers, and many soldiers are likewise having a hard time enduring the contempt with which they are now treated.

Although there are few hard facts known about the divisions that developed within the army in June, there is nevertheless considerable evidence that discontent runs deep. But the Romanian scenario of the army passing over completely to the side of the people does not seem plausible. Too many military units remain faithful to a regime that has granted them many privileges, and they would hold out a long time before throwing in their lot with a potential mass opposition movement. Many dissidents, however, are still convinced that a major part of the ranks would come over fairly rapidly to a movement that had sufficient strength, and the more radical among them hope for change even if it means civil war.

This kind of talk underscores a profound

despair, for of the vexing questions Chinese continually ask themselves about their future, the main one remains: what direction would a radical change in Chinese society take? Apart from a minority of intellectuals imbued with Western culture, no one foresees the establishment of a genuinely democratic system. Forty years of communism have scarcely shaken the profoundly feudal social and political structures. Many people I talked to are convinced that a new regime would have no choice but to resort to force once again in order to impose a more “liberal” design.

Quite apart from other considerations, any analysis of alternatives inevitably runs up against the overwhelming problem of demographics. The sheer weight of population is not just an economic impediment, it defines the nature of the discussion about political and economic options. Chinese analysts search in vain for useful models from outside the country; they are forced to recognize that no regime in history has had to provide political and democratic leadership to a country of a billion people. China’s entire history has been an urge towards centralization, and the notion of reversing course creates rising panic.

THE POSSIBLE BREAK-UP OF THE EMPIRE RANKS very high on the list of forbidden topics. However, occasionally in conversation someone will admit that decentralization is the only solution. Only regional devolution of authority coupled with some form of confederal or federal system would create smaller areas of manageable size and facilitate the gradual acquisition of experience with civil liberties and civil society. But this vision of a dismembered China still seems largely irrelevant, and at any rate, is conceivable only as the end result of a slow and certainly painful process.

When he ended martial law, a symbolic action that carried more weight in the West than in China, Premier Li Peng accurately described the repressive order that has been reestablished: “Life and production are functioning in an orderly fashion, supplies are sufficient, the people are living and working in peace and contentment.”²

This government-directed “people’s happiness” conforms at one and the same time to the logic of dictatorship, and to a sort of self-proclaimed “enlightened” Confucian despotism. Western nations would, at any rate, be ill-advised to fall for it by continuing to over-indulge the current regime. It is necessary, on the other hand, to resist measures that would isolate China. Any such steps would inevitably end up penalizing the people of China and permit the government to carry on its brutal activities behind even thicker walls. □

1. *Beijing Information*, 31 July 1989.

2. *Le Devoir*, 11 January 1990.

LEADING THE HORSE TO WATER

Now that the Soviets have embraced the UN and other international organizations, the only superpower left to be convinced is the USA.

BY THOMAS G. WEISS

IN A SIGNIFICANT DEPARTURE FROM THEIR past words and actions, the Soviets have renounced previous doctrine and are now embracing multilateralism, especially United Nations mechanisms for preventing and limiting regional conflicts. In the revised Soviet lexicon for the Third World, "International peacekeeping and peacemaking" has replaced "support for national liberation struggles." While prominent in Western social sciences since the 1970s, "interdependence" has been anathema in Moscow until only recently.

The Kremlin's declared new policy is unequivocal. After decades of indifference or antagonism, the Soviets are now among the most vocal supporters of UN conflict management and resolution. Moreover, Soviet deeds are increasingly matching their rhetoric – acceptance of the UN in Afghanistan and Angola, pressure on the Vietnamese to withdraw from Cambodia, steps to repay UN hard-currency arrears, and a slow-down in arms shipments.

While Moscow was discovering the UN, however, the US was beginning to abandon the world body. This reversal of roles was striking, for the UN would hardly have existed without almost four decades of solid American financial and political support. In many ways, peacekeeping was a pragmatic American reaction when the Cold War meant that collective security had to be discarded as 1940s idealism. More particularly, the United States had traditionally paid for at least thirty percent of the peacekeeping bills, and sometimes much more. During Ronald Reagan's presidential tenure, however, official US support plummeted as Washington became the organization's leading foot-dragger and debtor. Multilateralism has not yet fully recovered from this period of American aloofness and hostility.

THE BUSH ADMINISTRATION SEEMS TO VIEW THE UN as less inimical to US interests than did its predecessor. While it is too early to tell whether a page has been turned regarding renewed US support for the United Nations, developments over the last eighteen months give rise to guarded optimism. UN-bashing ceased to be Washington entertainment in 1988, when

even Ronald Reagan set aside his "doctrine" of unilateral intervention and support for anti-communist insurgents in favour of selected UN action in the Third World. Five new peacekeeping operations have been deployed since. All were backed fully by the US, and all were helpful to American foreign policy: extracting the Red Army from Afghanistan and Cuban combat troops from Angola, stopping the carnage between Iran and Iraq, ensuring the peaceful transition to Namibian independence, and helping to depoliticize Central America. Moreover, the recently proposed UN interim administration, and large peacekeeping force for Cambodia, will permit the US to abandon a policy that was neither moral nor sensible. Until now, the US was committed, in effect, to Khmer Rouge participation in a Cambodian government.

Canada, as a strong ally and pillar of peacekeeping, must do what it can to usher the US fully back into the multilateral fold. Having relinquished its leadership role on First Avenue, the United States must come to grips with the Kremlin's volte-face there, as well as with a number of its worthwhile initiatives. Soviet proposals can no longer be dismissed simply because of their provenance.

While they are hardly household terms in the United States or anywhere else, Canada should lose no opportunity to emphasize the extent to which UNGOMAP (UN Military Observer Group India-Pakistan), ONUVEN (UN Observation Mission for the Verification of Elections in Nicaragua), UNIIMOG (UN Iran-Iraq Military Observer Group), UNTAG (UN Transition Assistance Group), and ONUCA (UN Observer Group Central America) serve and have served US interests. While the US is now responsible for over half of the approximately \$1 billion of UN debt and often resorts to financial intimidation, others are carrying large responsibilities. Some 80,000 Canadian soldiers (about the size of Canada's present armed force) have worn blue berets; of 14,000 UN troops world wide today, 1,200 of them are Canadians. Canada and other countries are putting their soldiers' lives at risk and

receiving only partial reimbursement for international service that ultimately serve US and Western interests.

CANADA SHOULD INJECT ITS OWN STRONG VIEWS about UN peacekeeping onto the bilateral US-Canada agenda and into NATO's discussions about appropriate military force structures and about the nature of burden sharing. Domestic politics in the United States – a strong pro-Israeli lobby and the right wing of the Republican party that occasionally needs to be pacified – could reverse the new-found and fledgling support for the UN in the Bush administration. In December for example, Washington once again cast into doubt UN financing and multilateralism, this time over a possible upgrading of the PLO's status at the United Nations. Vice-President Quayle immediately escalated the campaign with the politically mischievous suggestion that future American financing might well be linked to a repeal of the 1975 General Assembly resolution that defines Zionism as a "form of racism." This declaration is long forgotten as a mistake in most quarters, but the need to repeal it is viscerally appealing in Congress, which instead needs to understand how counterproductive and impossible such a reversal would be without a breakthrough in the Middle East.

This strangely-timed regression is hard to fathom for serious UN-watchers in New York or Washington, and from north of the border, US fickleness appears absolutely arcane. Not unreasonably, Canadians take seriously international treaty obligations that commit member states to paying their assessments. They ask their southern neighbour: why the double standard? Are you or are you not members of the UN? Do not peacekeepers serve US interests?

Canada should make clear that its firm support for peacekeeping and multilateralism emanates not only from middle-power instincts, but also from hard-headed calculations about Western interests and values. Canadian views on this matter count. Neither neutral nor woolly-headed, Canada is a bulwark of NATO and a crucial US ally. There is, for instance, widespread appreciation in Washington for Ot-

tawa's initiative in hosting the Open Skies Conference in February, as a follow-up to the Bush proposal to the Soviets about verification in the countries of NATO and the Warsaw Pact.

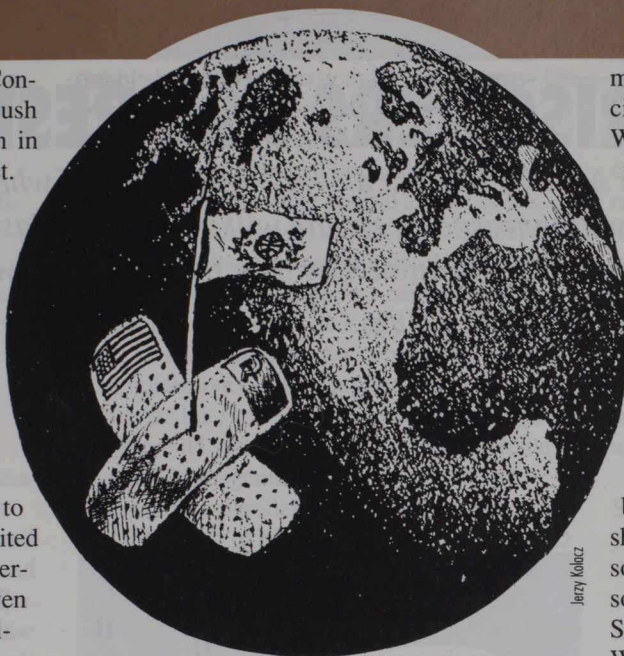
WITH DRAMATIC IMPROVEMENTS IN EAST-West relations, the regime for international security is indeed at a critical juncture. The UN has become more activist in the management of regional armed conflicts. Yet, the support of countries like Canada and the distinction for the UN attached to winning the 1988 Nobel Peace Prize are clearly not enough.

Non-superpowers might find it difficult to admit, but while it is insufficient for the United Nations to have only the backing of the superpowers, it can not realize its potential, or even function effectively, without their active collaboration. As former UN Under Secretary-General Sir Brian Urquhart has said, past UN successes have amounted to "tiptoeing around the Cold War." The waning of bipolar confrontation thus provides an unparalleled opportunity for the superpowers to join forces.

Ottawa should not hesitate to stress that the UN may even be able to function more along the lines that its founders intended, a point that even some of the UN's most trenchant critics have recently realized. As Jeane Kirkpatrick has written, "One peace dividend of the Cold War's end may be a more effective UN."

Moscow's dizzying array of proposals about the UN system – over one thousand according to one tally – contains many naive ideas formulated with the zeal of a recent convert. Yet, among them are a wide variety of proposals to make the existing peacekeeping regime more financially solvent, politically active, and geared to preventive diplomacy: national earmarking of funds, equipment, and troops for rapid deployment; the stationing of UN soldiers in potential hot spots; improved training and management; a UN standing military reserve; more autonomy for the Secretary-General; war-risk reduction centres; and improved logistics and intelligence. Interestingly enough, many of these Soviet proposals had been previously floated by Western governments.

THE MOMENT IS PROPITIOUS. BEFORE THE RECENT backsliding over the status of the PLO, Washington had begun to react positively. Reversing previous policy, the US had joined the Soviet Union, Canada and all other members of the Security Council in authorizing military observers for Central America, the first such use of the UN in America's "back yard." While the so-called "Operation Just Cause" in Panama indicated that the US government in certain circumstances still regards unilateral armed intervention as beneficial to its interests – at least in the short run – there should be no



Jerry Kolacz

question about the critical significance of Washington's agreeing to the first truly international peacekeeping operation in the Western Hemisphere.

The Central American UN Observer Group's mission is initially to monitor the commitment by the region's governments to stop aiding insurgents; and subsequently there are plans to send armed UN forces to collect weapons from guerrillas. These UN soldiers (from Canada, Colombia, Spain, and Venezuela) are teaming-up with civilians from the UN and the Organization of American States (which Canada has just recently joined) to monitor Nicaragua's elections. The success of these undertakings is hardly guaranteed; it never is. Yet, the efforts to reduce violence and arms shipments and to foster national reconciliation through democratic elections are worthwhile endeavours – supposedly at the very foundation of the Western system of values.

A few days prior to the approval of the UN Observer Group in Central America, two other "firsts" took place in New York. After forty-four years of bickering, the superpowers co-sponsored a General Assembly resolution aimed at reinforcing the work of the organization, and also held a joint press conference to introduce their text. These symbolic actions were consistent with Moscow's increasing commitment to multilateralism and an encouraging sign of Washington's growing realization of the UN's contribution to international peace and security. In fact, at the conclusion of the 44th session, there was a rare meeting of minds. The Nigerian President of the General Assembly, Joseph Garba, agreed with Soviet Deputy Foreign Minister Vladimir Petrovsky and with US Ambassador to the UN Thomas Pickering, that the world organization had benefitted immensely from the warming of superpower relations.

In the past, Canada has frequently been an effective "bridge" between East and West in

many fora. As a member of the Security Council, Ottawa's role should now be to convince Washington of the historic opportunity for multilateralism. The world organization is finally earning praise across the globe as a mechanism for mitigating violence rather than being disparaged as a hot-air platform for invectives, posturing, and oneupmanship.

THE KREMLIN HAS BEGUN TO UNDERSTAND the limits of its power. It has learned the hard way about the waning utility of force to settle Third World disputes. The alleged benefits of overseas bases and attendant arms shipments have been exposed as largely illusory. Domestic restructuring requires these resources, and its success is more important for Soviet security than an over-extended Third World empire. Most significantly, the Soviets have realized that competition with the US in the Third World has had negative consequences for the bilateral Soviet-American relationship.

If this logic applies in Moscow, should it not also in Washington? As power becomes more diffuse and difficult to exercise effectively in the Third World, Washington too must understand the potential of international institutions for attacking transnational problems. Even in the face of post-Panama invasion euphoria, it is beneficial to speculate about the UN's potential in a situation like this.

Is it not plausible that the Security Council could act when a suspected drug-dealer cum head-of-state's flagrant violations of human rights, and the use of force to nullify elections, eliminate virtually all diplomatic support in his own region? By the end of the 1990s a UN with more teeth could, for instance, help combat illicit drugs and terrorism, ensure the security of small states and the delivery of humanitarian assistance, and verify arms control and elections. Moreover, consolidation of the peacekeeping regime might spill over into the economic, and environmental arenas.

This opportunity is too important for American and global interests, to be derailed by the dated prejudices of a few US domestic lobbies. The Bush administration should realize that peacekeeping is a relatively inexpensive means of protecting US interests in areas of strategic importance. The US contribution to the Namibian operation is US \$175 million, approximately four percent of the annual operating budget for the 82nd Airborne Division (on the ground, not in action), and one-third of the purchase price of one highly controversial B-2 Stealth bomber. The actual operating costs of multilateralism pale in comparison with the alternatives. Washington needs to be reminded of these facts by a trusted ally like Canada. □

PRISONERS AS PRESIDENTS

South Africa's leaders display little vision of where their new willingness to negotiate will lead. As in Eastern Europe, the opposition may take the initiative away.

BY HERIBERT ADAM

DRAMATICALLY AND UNEXPECTEDLY BY all accounts, "people's power" swept entrenched communist regimes aside in a matter of weeks in Eastern Europe. How have those events influenced the antagonists in South Africa? Why should racial minority rule be able to withstand even more widespread outrage and illegitimacy among its disenfranchised majority population? If a Vaclav Havel can move from a prison cell into a presidential palace, why can't Nelson Mandela?

Such a course of events would abolish overnight South Africa's pariah status, reverse the capital outflow and restore the country's prosperity as the most developed part of a declining African continent. Unlike Eastern Europe, South Africa would not even need special development assistance, given the abundance of human talent, natural resources and a sophisticated infrastructure. Presumably, most social forces, domestically and internationally, would welcome such a rational outcome of a seemingly intractable conflict. The South African stock market would boom as the Frankfurt bourse did in anticipation of democratic pluralism in place of authoritarian centralism. East and West, North and South would join South Africans to celebrate the abolition of the last vestige of formal colonial rule by White settlers. But since they would be urged to stay and play their part as indigenous Africans, only the minority racists among them would not be able to reconcile themselves to majority rule – neither would extremists on the left, mourning the sellout of the socialist revolution.

THE ANALOGY WITH EASTERN EUROPE MAY BE appropriate in its potential for an equally peaceful and negotiable solution, but it is far off in the timing. F.W. de Klerk's reformist agenda cannot be equated with the break in style and policies that Gorbachev symbolized for the Eastern bloc. The National Party may resemble its communist counterparts in power and influence over the life of the population, and the secret *Broederbond* may be compared with a wider politburo in shaping policies. But neither of these Afrikaner associations has experienced the erosion of morale that

Gorbachev's policies brought to the USSR's European client states.

In South Africa, ethnic rule has managed to modernize itself partially from within by jettisoning its uncompromising ideologues. Unlike in Eastern Europe, where Stalinist hardliners attempted to defend the indefensible, in South Africa the ultra-right exists in the political wilderness and reformers now try to adapt to new exigencies – de Klerk may indeed be as willing as Krenz was to open walls. The communist reformers had to contend with an enfranchised population and a disillusioned party membership, and therefore lost power to their non-communist opposition.

The South African government, on the other hand, still commands legitimacy among its ethnic constituency, and the army remains loyal to the ethnic state. Despite being half Black in composition, the Afrikaner police force itches to pounce on insurgent activists. A skeptical Black population is still deeply divided along ideological, class, ethnic and regional lines, despite a common political exclusion. The recent reformist posture of Pretoria has not deprived the rulers of other options.

THE OPPOSITION DECEIVES ITSELF WITH WISHFUL thinking that Pretoria is tacitly admitting defeat, that de Klerk is "desperate" and "panicking" in a deep crisis, due to the onslaught of a brave resistance. On the contrary, the more sophisticated strategy of negotiations instead of repression exudes confidence rather than weakness. Pretoria has learned the lessons of futile attempts at coercive pacification and now wants to reap the benefits of a political solution. Unlike the European Stalinists, the powerholders in Pretoria realize that politics cannot be made against major social forces. Instead, they try to steer them. By adopting a conciliatory stance, post-*apartheid* nationalists are praised as peacemakers by Western friends and African foes alike.

Whether de Klerk is "sincere" or not is therefore the wrong question. Psychologizing about changing policies overlooks the underlying interests. If staying in power and controlling opponents inside and outside the *volk* can be pursued more effectively through new al-

liances and changing styles, the current rulers have shown remarkable skills of adaptation.

The more interesting question remains whether official powerholders can determine the outcome of their new approach. They themselves display little vision of where their ad hoc management should lead. Just as Gorbachev's *perestroika* developed its own dynamic of releasing ethno-nationalism in a disintegrating Soviet empire, so Pretoria's new soft co-optation may simultaneously strengthen as well as weaken the opposition. In the new interplay between previously implacably hostile sides, both antagonists change, and emerge with new strategies.

A concrete example illustrates this dialectic. Few organizations deserve more praise than F. van Zyl Slabbert's and Alex Boraine's Institute for Democratic Alternatives (IDASA).^{*} At the height of Botha's emergency when most dialogue had ceased and both antagonists criminalized each other, IDASA managed to pull off dozens of encounters outside and inside South Africa between opinion makers who would normally not speak to each other. The exiled African National Congress (ANC) seriously engaged for the first time with Whites who were not communists, and prominent figures of the Afrikaner establishment (though not from the government) discovered common ground with "terrorists." The mutual learning process clearly altered perceptions and subsequent policy statements.

IS THE CURRENT TREND TOWARDS NEGOTIATION rather than confrontation irreversible? Unlike the Eastern European regimes, whose fate was sealed when the Soviet Union abandoned the Brezhnev doctrine, Pretoria can fall back on coercion without needing the backup of outside allies. Although South Africa has lived with verbal condemnation from its Western friends for decades, it has nevertheless received various forms of economic, political

^{*} The IDASA's main activities are educational and information efforts to facilitate dialogue between the antagonists. Its leadership is made up of prominent academics and community leaders, and it receives most of its funding from West European governments, US philanthropic foundations and Canada's Department of External Affairs.

and clandestine military assistance from them. However, it is ultimately not dependent on such outside support.

The problem with South Africa is that no outside power has the leverage, short of military intervention, to force an intransigent regime into fundamental concessions. Even if comprehensive and mandatory sanctions were ever implemented – unlikely, given the global competition – Pretoria would still not collapse in the foreseeable future. Therefore, radical change in South Africa has to originate primarily from the inside.

How then does one explain the new pragmatism of the current Afrikaner oligarchy, compared with its ossified Eastern European equivalent? Above all, what accounts for the relative compliance of the South African population? Professed ideology is a poor guide to the reasons for such adaptability. According to the socialist canon of ascetic people's representation, the personal corruption of the leadership should be non-existent. Yet the revelations about exclusivist lifestyles and personal enrichment in the GDR or Romania still show a higher degree of elite remoteness and autocratic graft than the increasingly scandal-ridden Calvinist rule in Pretoria. Here an independent press and judiciary of a White democracy still hold the rulers accountable, despite emergency regulations and an insidious extension of executive power. To be sure, only a minority segment of the population in authoritarian South Africa, enjoys democratic participation. Nevertheless, even this makes an oligarchy more responsive than no democracy at all in Prague or Bucharest.

DISENFRANCHISED SOUTH AFRICANS HOLD NO illusions about their rulers. Racial rule clearly is for the benefit of the ruling race – a daily experience for Blacks that does not engender a feeling of betrayal. Many ordinary party members in Eastern Europe, on the other hand, felt cheated when the discrepancy between the ideology and reality was finally brought home. Hence, the temptation for revenge seems largely absent in the South African discourse. Resentment does simmer among the right, not the left. Does this force threaten the fragile attempts of reconciliation?

While the National Party is on the retreat ideologically, it firmly holds the reins of power, despite its decline to forty-eight percent of the White vote in the 1989 election. Its main challenge from the right (the Conservative Party with thirty percent) has been rebuffed. The ultra-right constitutes a grievance vote of a declining White lower stratum rather than an appealing new vision. Its Afrikaner nationalisms based on partition, promises not prosperity but further sacrifice in the name of Afrikaner purity. Ultra-right sentiments are strong in the lower echelons of the civil service and particularly in the police and security

establishment. Here nationalism and purity compensate for a low status that is further threatened by Black advancement.

The new government under de Klerk includes almost the same people as that of his predecessor. However, unlike P. W. Botha, who had a power base in the military, the new president did not belong to the so-called "securocrats." For the lawyer de Klerk, political and legal considerations so far carry more weight than repressive security arguments. In order to minimize his right-wing opposition in the police force he virtually scrapped the "National Security Management System" which had emerged as a parallel bureaucracy under police



Alain Piron

control. He also curbed the powers of the State Security Control and restored the responsibility of cabinet in all security matters.

CONSERVATIVES EXPECT THAT THE POLITICAL earthquakes in Eastern Europe will also prove infectious elsewhere or at least moderate the socialist demands for radical transformation in South Africa. However, the situation in China, Vietnam, or Cuba, and potentially South Africa, differs from Eastern Europe insofar as communism in these places is associated with larger historical accomplishments, literacy, and improved living standards. In Eastern Europe, Stalinism was imposed by a victorious army in the wake of a devastating war.

South Africa stands at the crossroads between Western-style democracy and an authoritarian "liberation." Many knowledgeable observers do not discount the possibility of reversed repression. American sociologist Pierre van den Berghe, on a visit after a thirty-year absence, speculated wryly: "South Africa, which has already spawned the world's last

official racists, may also see its last Stalinist." Given the gross inequality, and the huge development needs in housing and education in the context of an almost complete coincidence of race and class, it is indeed hard to envisage how a more egalitarian, just, and therefore content, society can come about without massive redistribution of wealth and state regulation of the economy. No preaching about a free market and the benefits of competition can convince deprived masses that salvation will come from the five conglomerates that dominate the South African economy.

Yet most of the signs point away from the Stalinist path in South Africa towards an, as yet, undefined mixed economy and a genuine democracy. The currently dominant ANC-led opposition conceives of itself not as a socialist alternative but a broad-based, non-racial, all-class movement to abolish *apartheid*.

THE ECONOMIC FAILURES OF DECOLONIZATION elsewhere in Africa have undoubtedly left their mark on the strategic thinking of the far more sophisticated *apartheid* opposition. Because of their restraint, ultra-left critics in British and Canadian universities already accuse the ANC of putting socialism on ice for the second phase after national liberation has been achieved. However, the more the nonracial opposition enters into negotiation politics, the more it becomes vulnerable to being out-radicalized. In this predicament, stringent rhetoric is meant to counter potential outbidding. ANC literature is full of slogans such as: "We are committed to a strategy of revolutionary armed struggle to achieve our goal – the seizure of political power..."

With the widely respected Mandela as a symbol of unity and pragmatism, South Africa in 1990 has arrived at a unique historical opportunity to reconcile the seemingly irreconcilable. Normally state presidents do not meet their prisoners, unless induced by promising gains. As Chester Crocker has noted: The meeting between Mandela and de Klerk "was significant as a symbolic portrait of a prisoner and a president who may have recognized, in that moment, that they need each other." Yet the tantalizing speculation remains whether the one will ever succeed the other in South Africa.

It is surprising that the ANC opposition, in Walter Sisulu's words, does not mind whether the president is Black or White, as long as democracy is achieved. Since the South African struggle constitutes neither a communal conflict between two mutually exclusive nationalisms nor a religiously based civil war, political enfranchisement and equal privileges for all citizens are foremost on the agenda. National Party insistence on guaranteed groups rights and the ANC commitment to individual representation can be reconciled in various constitutional compromises only if the antagonists start negotiations in earnest. □

MARKETS AND POLITICS IN THE USSR

Without much of a road map, the Soviet leadership is groping towards building a new economy that combines "socialist markets" with Western prosperity.

BY MICHAEL BRYANS

IF YOU HAVE MONEY IN THE SOVIET UNION there is almost nothing you can buy with it; a difficulty which while hardly trivial – if some other calamity doesn't overtake it first, consumer discontent might eventually bring down Mr. Gorbachev's government – has distracted both outside observers, and previous internal efforts at reform, from the real task at hand. The point about these shortages is that they are but shadows cast by the workings of a political-economic order that is fast coming undone.

Soviet leaders now know that the old remedies of patriotic and ideological exhortation will not work. From Khrushchev onwards (including Gorbachev's early reforms in 1985 and 1986) the watchwords were: "discipline," "efficiency," and "diligence." If the Soviet people worked harder and smarter and stopped boozing and goofing-off there would be nylons and butter on the shelves. So the planners planned more carefully and managers urged workers to greater effort, and it was just like honking the car horn from the back of an enormous traffic jam – it did not make the traffic move and it only annoyed the drivers.

To see how crippling the sixty-year old command system is for the Soviet economy, we only have to listen to today's generation of Soviet economists. Among the most vocal and articulate is Nikolai Shmelev. A true product of *glasnost*, Shmelev spent years writing novels and short stories since no one who mattered was interested in his economics. These days he is both a People's Deputy, and an analyst with the Institute for the Study of Canada and the USA. Shmelev places himself "at the extreme left" of the Gorbachevian reformers – a sort of loyal opposition to the Gorbachev-Abalkin-Aganbegyan group which is attempting to re-start the economic engines.

Unlike many of his contemporaries who at least nod politely in the direction of the planning departments before disparaging them, Shmelev gives no quarter. Writing with colleague Vladimir Popov in an acerbic and all-encompassing attack on the Soviet economic structure¹ they show how the economic disasters that are the grist of Soviet evening television are the inevitable result of a system

working as well as it's ever going to work. "No one is to blame," they write,

... the regularity with which shortages of everything occur – from children's soap to cartridges for soda water siphons to railway cars – suggests that there is one general law underlying all these specific cases ... this law is related to the system of planning ... In its present form ... it ensures constant shortages. It makes them chronic, unavoidable, and ineradicable ... an inherent feature of the economic system.

WHAT THE SOVIET LEADERSHIP DOES NOT AND cannot know, is how to plan its way out of its current deep troubles. It is confronted by a problem no society has ever tried to solve on this scale: creating whole and in short order an industrialized "market" economy from the usable leftover bits of a "command-administered" one in which all but its most fervent believers have lost heart. The fact that Western economists do not really know how their own economies work has never been a grave impediment since the experts came along well after the economies were up and running. Economists have been mostly limited to explaining economies and fiddling with the results.

The theorists still grapple unsuccessfully with questions like how individuals choose between taking a week with Club Med, paying down the mortgage and getting braces for the kids' teeth; why Taiwan is wealthier than Ghana; and how the business cycle works or whether there even is one. Two centuries later, Adam Smith's resort to metaphor for the workings of the marketplace, the "invisible hand," remains as plausible an explanation as any. Mikhail Gorbachev's problem is that he cannot be content with describing markets. He and his associates have to actually build them, and they are running out of time.

Just back from a January meeting aimed at establishing a new school of business administration at Leningrad University, Richard Ericson of Columbia University's Harriman Institute characterized the feeling he encountered on the street and in meetings as "cataclysmic" – a sense, not entirely justified in his

view, that "they are poised on the brink." From Ericson's perspective – widely shared by Soviet and foreign observers – the immediate crisis has two interlocking parts: the shortage of consumer items and the enormous stock of paper rubles in the hands of Soviet citizens who have nothing to spend them on.

This notorious "ruble overhang" amounts to somewhere between 200 billion and 350 billion rubles, no one is sure, and promises price inflation on a stupendous scale once the government releases prices to find their own level – a step now contemplated for 1993. One widely advanced financial solution lies in soaking up all the paper rubles with consumer goods; a move that would improve living standards for average Soviets and perhaps buy for Gorbachev a period of political peace to give the deeper reforms a chance to take hold. But since the domestic production system cannot make these goods, they must be obtained from abroad with what few hard currency reserves are in the Soviet treasury.

A GREAT DEAL OF SOVIET PUBLIC COMMENTARY is taken up with this dilemma and it is a central point of debate between the government, whose staged five-year programme for reform aims to "stabilize" the monetary problem before moving on to fundamental changes in 1993, and "left-wing" critics like Shmelev who want the government to move now. What everyone agrees on is that very soon Soviet citizens are going to have to be able to create their own goods and services – by most accounts an activity that is proceeding not at all well.

As it stands, the government under Gorbachev, Prime Minister Nikolai Ryzhkov and a group of economic advisers, has proposed a comprehensive programme that would by 1995 move the Soviet economy sharply in the direction of Western-style economies. The debate is over whether this is sharp enough.

The centrepiece of the programme is a set of draft foundation laws on taxation, land ownership, property rights, and local self-government, that are now before the new parliament and are meant to be in place by the spring of this year. The proposed reforms would see the state considerably reduce its

presence on the playing field of productive enterprise. What this amounts to is a revolution in citizens' political and economic relations with the state and with each other. Government and party would no longer be the main organizing vehicles for the creation and exchange of goods and services. The foundation laws, especially those on ownership of property and farm land, are to be the legal and social framework for these changes.

It is necessary to resort to some comparative economic theory to help understand why this framework is so crucial. American political-economist Charles Lindblom has described² modern industrialized economies as having three kinds of markets: the labour market where energy and talent is exchanged for money, the consumer market where individuals exchange money for goods and services, and third, and usually larger than the first two combined, the intermediate market where enterprises (corporations, firms, farms, businesses large and small, and government departments) buy and exchange parts, raw materials, business services, energy, and the like.

LINDBLOM'S INSIGHT INTO THE SOVIET ADMINISTERED system is that it disestablished this third market. Since 1929, factories and collective farms and stores and newspapers and restaurants have traded with each other only at the quantities, prices and dates set in advance by the government plan. Such is the smothering effect of the planning system, that the Soviet Union has comparatively few production organizations – numbering in the tens of thousands compared to the millions of businesses, partnerships, not-for-profit companies in the US, an economy of comparable size.

Modern post-industrial life in the West is composed of millions of commercial transactions between all manner of businesses – some of these transactions are large products for great sums between big companies, but most are not. They are instead the “trifles” as Shmelev and Popov call them – buttons and packaging and wire and paperclips and sundry services – that make up a dense and prosperous economic existence. Since there are relatively few businesses in the USSR, write Shmelev and Popov, there is a constant shortage of indispensable “trifles.”

Shmelev and Popov's account of the lunacies of the planning process shows why. Even if one firm wants to trade with another, say by purchasing paper clips from the factory down the road, there is no money outside the plan with which to pay for them. And the factory down the road cannot sell them (even if they do have some to spare) since the plan says they shouldn't have them (the plan is perfect) and the extra money earned from unplanned sales further distorts the plan. So instead

of counting it as a profit, the planning ministry fines the firm four times the value of the sale.

It is these weak and underused intermediate markets – the economic space left when the government retreats – that Soviet citizens will have to occupy with various kinds of producing entities. Which is where the proposed property and land laws come in. In the West, commercial activity is nested in an array of laws, customs and institutions which allow individuals to come together in groups, outside the direction of the state, for the purposes of making things and making money. Property law, commercial lending regulations, laws to limit corporate liability, anti-trust legislation, patent rules, to name only a few, are essential in one form or another to establish and regulate production outside a Soviet-style command system.

Little of this legal framework exists in the Soviet Union. Even the most fundamental notions of “rule of law,” where individual rights and property are protected from arbitrary action by the state, remain to be firmly established and are essential if Soviet citizens are to start up companies of their own or work for others who do. The character of these laws and customs, and how they work in harmony with or against a culture that is already in great ferment, will determine the nature of the economy that emerges.

IT IS NOT CLEAR WHERE THE SOVIETS WANT their economy to end up. Shmelev and Popov point to that halcyon period of relatively restrained state participation in the economy between 1921 and 1927 – Lenin's New Economic Policy. Other economists and officials have made favourable references to the diverse experiences of Sweden or Hungary or Yugoslavia. Two clear themes emerge from all the commentary: first, the government does not

want, in Ericson's words, “freewheeling Western markets;” it seeks the egalitarian outcomes embodied in socialist ideals. And second, with the exception of those whom Ericson termed “conservative engineering types” who believe that with modern computers the current administered system can be salvaged, the Soviet leadership seems to understand that it cannot order up the results it wants – it's going to have to learn to tolerate a little market chaos.

According to Ericson, there is residual fear of the “anarchy of the market” so the government wants to ensure against undesirable consequences like too much reward for individuals. “Socialist markets” envisaged by Soviet economists would remain steerable and manipulable by the government, and there continues to be a strong antipathy to “capital-based value” which is regarded as “unearned” income or exploitation. He offers this example: under the new property and enterprise laws a minimum of three people will be able to own a factory and split the profits from its operation (“labour-based value”), but they will not be able to sell at a profit the factory and its equipment to someone else – capital accumulation. In short, there will be a market for goods produced by enterprises but no market for enterprises themselves.

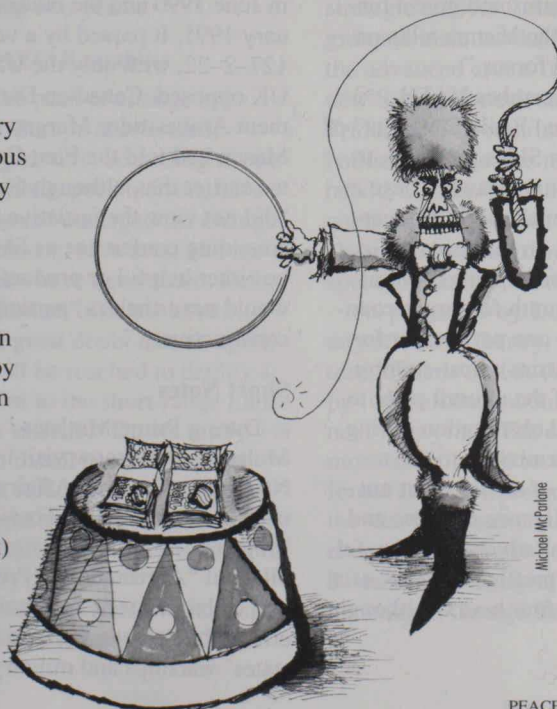
ERICSON REGARDS THE GOVERNMENT'S CURRENT programme as an untenable middle ground between Western-style capitalist markets and the existing system. He may be right in that once let off the leash the new markets may make their own rules. Or worse, if the legal mechanisms turn out to be at odds with traditions and cultural values, the economy might not get going at all.

It is not clear, for example, why three people should invest in an enterprise if, should they get bored or old, they cannot get back the money invested plus some reasonable amount for the capital they have had tied up. Presumably, the state could buy back enterprises at the cost of purchase plus some amount for interest, but the apparatus for administering such a system reinvents the very machinery the government claims it's trying to dismantle. A viable marketplace for goods seems to lead inexorably to a market for businesses – ideological predilections notwithstanding.

Economists everywhere will be watching the USSR (or Russia if it comes to that) with great attention. It is the largest experiment in applied economic theory ever attempted, and the well-being of 300 million people rides on the results. □

1. *The Turning Point: Revitalizing the Soviet Economy*, Nikolai Shmelev and Vladimir Popov, New York: Doubleday, 1989.

2. *Politics and Markets: The World's Political-Economic Systems*, Charles E. Lindblom, New York: Basic Books, 1977.



Michael McParlane

ARMS CONTROL DIGEST



Malta Summit

■ At the Malta summit on 2 December, US President Bush proposed that the two sides attempt to resolve all the outstanding issues in the strategic arms reduction talks in time to sign a START Treaty at a summit meeting in the US in late June 1990. President Gorbachev, as well as senior American officials, later indicated that a more realistic timetable would be to seek to resolve all the major issues in time for the June summit, allowing for actual signature of the Treaty later in the year.

Reversing an earlier decision on chemical weapons (CW), Mr. Bush offered to end US production of binary CW after a global Chemical Weapons Convention enters into force, provided that Moscow accept the terms of the US proposal unveiled at the UN last September. It had called for the superpowers to destroy ninety-eight percent of their stockpiles in the first eight years of a CW Convention. Toward this end, Mr. Bush in Malta proposed signing an agreement at the June 1990 summit to destroy eighty percent of the stockpiles even before a global Convention is concluded. Without endorsing the American proposal, Mr. Gorbachev described it as "interesting," raising the possibility of "rapid movement."

An array of other arms control issues was also discussed in Malta. The two sides agreed to complete their work on verification protocols for the Threshold Test Ban and Peaceful Nuclear Explosions treaties in time for signature at the June summit. The US accepted an earlier Soviet proposal to hold a European summit meeting to sign a Conventional Armed Forces in Europe (CFE) Treaty before the

end of 1990. Bush invited the Soviets to join efforts to control the proliferation of ballistic missile technology by observing the regulations of the Missile Technology Control Regime developed by the seven major Western industrialized nations. For his part, Gorbachev emphasized the need for separate negotiations on naval arms, and proposed the complete elimination of tactical nuclear weapons at sea. In response, Bush was said to have reiterated the US opposition to any such negotiations at this time.

Open Skies

■ As this column was going to press, preparations were being made for the twenty-three nation Open Skies conference in Ottawa from 12 to 28 February. The Ottawa meeting is to be the first of two, aiming to produce a treaty allowing short-notice overflights of each other's territory by unarmed aircraft to ease the fear of surprise attack and aid in the verification of arms control agreements. In a speech in Berlin on 12 December, US Secretary of State Baker suggested that the NATO and Warsaw Pact foreign ministers also take advantage of their Ottawa meeting "to review the status and give a further push to the Vienna talks on conventional forces."

In mid-December NATO agreed on the "Basic Elements" of its own Open Skies proposal, to be presented in Ottawa. These included: national quotas of overflights based on the geographic size of the participants (several flights per month for larger countries, at least one per quarter for smaller countries); host-country inspection of the aircraft prior to, and on-board observation during, the flight; permission to use a wide variety of sensors, but not signals-intelligence devices; and sixteen hours' advance notice, followed by a "preflight period" of at least twenty-four hours. Although

the Warsaw Pact countries had not similarly presented their own position as of press time, the USSR had indicated that it wanted all foreign military bases of the two alliances open to the plan, as well as a common pool of aircraft, joint crews, "passive" sensors only (such as cameras, rather than "active" radars), and a complete sharing of data.

44th Session of UN General Assembly

■ Of forty resolutions on arms control and international security brought to a vote at the 44th Session of the UN General Assembly in December, Canada voted in favour of twenty, against five, and abstained on fifteen. Canada co-sponsored a total of ten resolutions: on two it was the lead sponsor (one on chemical and bacteriological weapons, with Poland; and the other on prohibiting the production of fissionable materials). The most dramatic issue of the session was the question of amending the Partial Test Ban Treaty into a comprehensive ban. Canada joined twenty-one other states in abstaining on this resolution, which called for an amendment conference to be held in New York in two sessions, one in June 1990 and the other in January 1991. It passed by a vote of 127-2-22, with only the US and UK opposed. Canadian Disarmament Ambassador Margaret Mason had told the First Committee earlier that, although Canada "did not view the initiative for an amending conference as likely to be either helpful or productive," it would nevertheless "participate constructively."

Short Notes

■ During Prime Minister Mulroney's Moscow visit in late November, External Affairs Minister Clark and Soviet Foreign Minister Shevardnadze signed a bilateral "Agreement on Prevention of Incidents at Sea" governing the behaviour of the two states' warships and military air-

craft when in close proximity to each other. The USSR had signed similar agreements with the US, UK, West Germany, and France, and subsequently signed one with Italy just before the Malta summit.

■ Under the US-Soviet Intermediate-Range Nuclear Forces (INF) Treaty, the two superpowers by 22 December had eliminated all 1,126 of their shorter-range INF missiles, and 737 of 1,566 longer-range versions. The remainder of the latter are to be destroyed by 1 June 1991.

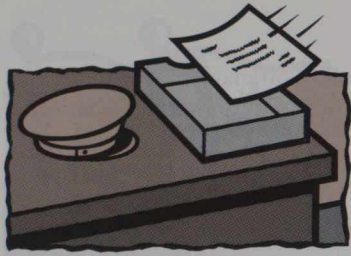
■ In his Berlin speech on 12 December, US Secretary of State Baker proposed that NATO consider establishing an arms control verification staff of its own, to assist in monitoring compliance with European arms control agreements, to coordinate the implementation of inspections, and to provide a clearinghouse for information.

■ NATO and the Warsaw Pact each tabled a draft Treaty text at the Conventional Armed Forces in Europe (CFE) talks in Vienna on 14 December. Of significant import for these talks and for military force levels in Europe in general were two other political events:

The governments of both Hungary and Czechoslovakia have called for the complete withdrawal of Soviet forces from their territories, and talks with Moscow on this issue have begun. In addition, in his State of the Union address on 31 January, George Bush proposed sharp reductions in the number of US and Soviet forces deployed in Europe. The US proposal would see each side reduce the numbers of army and airforce personnel in Central Europe to 195,000 – with the US permitted to keep an additional 30,000 in Turkey, Italy and the UK. Before the speech, Bush made a phone call to Gorbachev who, it was reported, responded positively to the proposal. □

– RON PURVER

DEFENCE NOTES



The Warsaw Pact

■ In late 1989 and early 1990, developments in the Warsaw Pact dominated defence developments in both East and West. In mid-January the new government of Czechoslovakia began talks with the Soviet Union aimed at an agreement on the withdrawal of all Soviet troops by the end of 1990. Soviet troops entered Czechoslovakia with those of other Warsaw Pact countries in 1968 to suppress the uprising in that year against communist rule.

At a Warsaw Pact meeting on 4 December 1989, the members, including the Soviet Union, condemned the 1968 invasion as an inadmissible interference in the internal affairs of Czechoslovakia. During 1989 some 5,000 Soviet troops, 700 tanks and 200 aircraft were withdrawn from Czechoslovakia as part of Gorbachev's decision to reduce Soviet troops in Eastern Europe by 50,000. About 75,000 troops remain in Czechoslovakia.

On 24 January, Czech foreign minister Jiri Dienstbier announced informally that his country will end its international trade in arms. Czechoslovakia ranks seventh in the world in total weapons exports.

Some days later, at the Vienna seminar on military doctrine attended by military representatives from both the Warsaw Pact and NATO alliances, Hungary called for the withdrawal of all Soviet troops from Hungarian territory by the end of 1991. Negotiations began shortly thereafter. Statements attributed to the new government in Poland also indicated that the withdrawal of Soviet troops was seen as a prerequisite to a new relationship between Poland and the Soviet Union.

At the same time, all of the members of the Warsaw Pact have

indicated that they intend to remain members. In Vienna, Soviet spokesmen suggested that there would soon be changes in the political direction of the Pact. According to these sources, the present Political Consultative Committee will be scrapped and replaced by a council which will more strongly reflect the national governments and interests of the Pact members.

The effect of Soviet troop withdrawals on Soviet military doctrine is not yet clear. In his comments to the Vienna seminar, Mikhail Moiseyev, Chief of the Soviet General Staff, stated that the Soviets were now guided by the principle of "reasonable sufficiency." In conventional forces, this means "a quantity and structure which will enable the sides to repel any aggression and yet have no capacities to launch an attack or wage large-scale offensive operations." By way of explanation, Moiseyev pointed to the Soviet unilateral force reductions of 500,000 troops, but he gave no explanation of the kind of force posture which would preclude offensive operations. Moiseyev also announced that the Soviet defence budget will be reduced by 8.2 percent in 1990, and by another fourteen percent in the following two years.

Two NATO Reactions

■ As the pace of change in Eastern Europe accelerated, NATO planners, according to one unidentified spokesperson, have not so much managed the change as watched it. However, two implications have been noted. First, West German officials have expressed great doubt that an agreement will be reached to deploy a successor to the short-range Lance nuclear missile. "Do we really want to install new nuclear missiles," a senior West German official is quoted as saying, "that can only hit Lech Walesa's Poland, or Hungary?"

Second, the Warsaw Pact capability to launch a surprise attack

has been reassessed. In recent years, US intelligence sources have stated that NATO might have a fourteen day warning or less, of a full-scale Soviet attack on Western Europe. Revised national intelligence estimates claim that there would be at least one month's warning of such an attack, with other estimates suggesting at least two months. The length of reliable warning time is related to defence expenditures, particularly for the US which needs a large airlift capability to ensure rapid reinforcement of its troops in Europe.

The US Defence Budget

■ After many weeks of debate in the media about the restructuring of US military forces, on 30 January, President Bush presented his fiscal year 1991 defence budget to Congress. The surprise in the budget was that there were no surprises. Bush called for defence spending of US \$303.3 billion, an increase from \$296.3 billion in FY 1990, but a reduction of about two percent after inflation is taken into account.

Despite widespread speculation that major strategic programmes would be abandoned or cut, Bush called for the continuation of the modernization programme of strategic nuclear forces. This programme includes the B-2 bomber, the advanced cruise missile, the new Seawolf attack submarine, the Trident D-5 submarine-launched ballistic missile, the multiple warhead MX missile, and the single warhead Midgetman. The budget also called for an increase in spending on Star Wars research.

As presented by Defense Secretary Richard Cheney, the administration plans to reduce the budget by two percent annually over the next four years. The cuts seem most likely to fall on conventional forces as the US prepares to reduce the size of its army in response to changes in Europe. Indeed, on 31 January, the day after releasing his budget, George Bush proposed

that the US and USSR cut deployed forces in Central Europe each to 195,000.

While the strategic direction indicated in the budget will be subject to considerable criticism in Congressional hearings now in progress, Cheney's proposal to close sixty military bases may become the focus of considerable negotiation between Congress and the White House.

Canadian Policy

■ Canadian Forces personnel took part in two historic events in January. First, a Canadian Hercules C-130 transport flew a "proof of concept" mission over Hungarian territory to test procedures proposed for use in an Open Skies regime.

Second, Chief of Defence Staff John de Chastelain led the Canadian delegation to the Vienna seminar on military doctrine. Gen. De Chastelain used the opportunity to restate an old Canadian theme with the NATO allies. Ever since Canada negotiated the NORAD agreement in 1958, spokesmen have pointed out that Canadian defence policy supports NATO insofar as it helps protect the US from surprise attack. In his Vienna speech, de Chastelain first emphasized his point: "I would reiterate that Canada's military role in NATO has just as much to do with the forces we deploy in North America, as it does with those we deploy in the Eastern Atlantic and in Europe."

On the future of Canada's forces in Europe, the speech was slightly less certain. De Chastelain noted that the size of the Canadian contribution is less important than the political message given by its presence. He immediately went on to comment, however, that "militarily our forces are far from being insignificant," and that, "for both alliance reasons and for purely selfish, national reasons, Canada has much to offer and to gain by its military presence in Europe." □

— DAVID COX

REPORT FROM THE HILL



Soviet Relations

■ The Prime Minister reported to the House of Commons on 27 November about his trip the week before to the Soviet Union where he met, among others, Soviet President Gorbachev and Prime Minister Ryzhkov. External Affairs Minister Joe Clark met with his counterpart, Eduard Shevardnadze. Fourteen bilateral agreements (including renewals) were completed during the visit, on subjects ranging from international affairs to Arctic cooperation to the environment. The Prime Minister proposed to Mr. Gorbachev that he would suggest to his six Economic Summit colleagues that each year's chairman discuss with the Soviet President the ideas and strategies that emerge from the meeting.

There were extended responses from Liberal Leader John Turner and NDP External Affairs critic Bill Blaikie in which they criticized the government for insufficient boldness in dealing with the Soviets, particularly with respect to Mr. Gorbachev's proposal in his October 1987 Murmansk speech for an Arctic zone of peace.

Panama and the OAS

■ The Prime Minister came in for much sharper attack on 20 December in the Commons over his support, announced that morning, for US intervention in Panama. There was a heated exchange between Mr. Mulroney and the new NDP Leader Audrey McLaughlin. Ms. McLaughlin asked, "Is this the way for a civilized government to act in a civilized world? When is the Prime Minister going to communicate to the American government that Latin America is no longer the private backyard of the United States?" The Prime Minister stressed the special

circumstances of Panama and replied that the sentiments expressed by the NDP Leader were "so far removed from the mainstream fundamental values of Canadians, that she has just indicated why they [the NDP] will never, ever, be called upon to form a government in this country."

Other members were concerned about how the Canadian decision would affect relations with Latin American countries in the Organization of American States (OAS).

Indochina Policy

■ On 25 January Joe Clark provided a progress report to the Commons on international efforts to resolve the conflict in Cambodia. He indicated that the government "is now in the process of re-establishing the eligibility of Cambodia, Vietnam and Laos, the three countries of Indochina, for official development assistance." Canada fully supports the Australian proposal for the establishment of a UN interim administration for Cambodia. Clark dispatched a diplomatic mission to Hanoi and Phnom Penh in October the purpose of which was to stress to those governments the importance of their accepting a major UN role in any settlement. The minister also commended the current Hun Sen regime in Cambodia for an improved record, especially in the field of human rights. He pointed out that Canada and other countries may be called upon to participate in UN-led peacekeeping and transitional arrangements and, to this end, Canada's recent experiences in Namibia and elsewhere were being reviewed.

Open Skies

■ A major international conference opened in Ottawa on 12 February bringing together the foreign ministers of the sixteen member states of NATO and the seven member states of the Warsaw Pact for the first time since the political changes began in the

Soviet bloc. Under discussion was a proposal for regular exchange of unarmed surveillance flights which would throw open the air space over North America, Europe and the Soviet Union as a confidence-building measure. A second round of talks, to be held later this year in Budapest, is expected to lead to the signing of a treaty.

Parliamentary Committees

■ The Commons Standing Committee on External Affairs and International Trade (SCEAIT) continued to hold hearings on Canada's relations with the Soviet Union and Eastern Europe. These included sessions on the German question on 23 November and 6 December, on Soviet policy toward the Third World on 28 November, and on disarmament and Open Skies on 12 December.

The Committee also heard, on 23 November, from representatives of the Canadian Conference of Catholic Bishops and the Jesuits following their attendance at the funeral in El Salvador for six Jesuit priests and their two employees, murdered by members of the Salvadoran armed forces. The situation in El Salvador was the focus of discussion at additional meetings of SCEAIT on 13 and 14 December. The latter meeting also heard from the Director of Peacekeeping Operations in the Department of National Defence about Canada's contribution to ONUCA, the UN Observer Group in Central America.

On 7 December the Committee heard from a variety of experts, including the president of CIDA and the executive director of CUSO, on issues of structural adjustment – the economic stabilization policies imposed by international financial institutions with a view to reviving the economies of Third World debtor nations.

■ The Commons Standing Committee on National Defence is in the midst of hearings on maritime sovereignty. It has heard already from the Chief of Defence Staff as

well as officials from External Affairs, Environment, Fisheries and Oceans, the Canadian Coast Guard and the Solicitor-General, plus outside experts. In an interim report of 20 December, the Committee recommended the purchase of conventional submarines and maritime patrol aircraft.

Short Notes

■ Former NDP Leader Ed Broadbent took up a new appointment late in January as the first president of the government-funded crown corporation, the International Centre for Human Rights and Democratic Development, based in Montreal. Set up through legislation passed in September 1988, the Centre receives its funding from the CIDA budget and is intended to provide financial and technical resources to improve human rights and promote the development of democratic institutions and processes in Third World countries.

■ Doug Lindores, Senior Vice-President of CIDA, has been appointed special advisor on Ethiopia and bordering countries to the Minister of External Relations. These countries are again facing famine conditions.

■ During Question Period in the Commons on 23 January, Liberal MP Christine Stewart asked the government whether Canada had ignored human rights violations in the massive construction project of five Candu nuclear reactors in Romania. Joe Clark responded that Canadian diplomats were attempting to determine whether slave labour had in fact been used; which, if any, officials had been aware of it; and how long they had known. He rejected Ms. Stewart's suggestion that construction be suspended until details of the allegations could be checked, describing that as "an unfortunate way for Canada to proceed" at a critical time when Romania was struggling to build a democracy and restructure its economy. □

— GREG WIRICK

REPORT FROM THE SECURITY COUNCIL



Invasion of Panama

■ On 23 December 1989 the Soviet Union denounced the US invasion of Panama as "a flagrant violation of the independence, sovereignty and territorial integrity of states." In a heated debate, the USSR, its allies, and the non-aligned members of the Security Council backed a draft resolution that "strongly" deplored the intervention.

For its part, the US argued that it had been acting in self defence, protecting both the 35,000 Americans in the area as well as upholding the Panama Canal Treaty. Canada, while regretting the use of force, agreed that the US "relied on force as a last resort and only after the failure of numerous attempts to resolve the situation in Panama peacefully."

Canadian Ambassador Yves Fortier pointed to the harassment of US citizens as justification for the US action. He added that General Manuel Antonio Noriega's statement that Panama was in a "state of war" left President Bush "with few options."

Britain and France sided with the US in vetoing the draft resolution; Canada also opposed it. Finland abstained, and the other ten countries voted in favour of the document.

The US invasion raised a ticklish diplomatic issue. During the debate, the Council was unable to decide who should represent Panama. The sitting Panamanian representative, named by Noriega, demanded to speak to the Council, as did the envoy of the newly installed government of President Guillermo Endara. The matter was finally settled on 29 December in the General Assembly, which also held a debate on the invasion. A

diplomat accredited to the UN under the Noriega regime, who switched his allegiance to Endara, was allowed to occupy his country's seat in the Assembly, but he was not allowed to vote on a resolution critical of the invasion. On 8 January, the Secretary-General accepted the credentials of a new envoy appointed by the Endara government.

One element of the invasion did force Canada to break ranks with the US. On 17 January, it voted in favour of a draft resolution that censured Washington for allowing its troops to break into the Nicaraguan ambassador's home in Panama. Canada noted that the action was a violation of international law, particularly with regard to the inviolability of diplomatic missions. The US vetoed the resolution; Great Britain abstained, and the remaining thirteen members voted in favour.

Other Central American Issues

■ On 7 November, the Council decided unanimously to create a new peace force to monitor the borders of El Salvador and Nicaragua. The role of the 625-person Observer Group in Central America (ONUCA) is to prevent the infiltration of insurgents and arms. One hundred and forty Canadians are involved, with the rest coming from Spain, West Germany, Ireland, Columbia and Venezuela.

On 30 November, the Council met at the request of El Salvador, following the crash on its territory of a plane carrying surface-to-air missiles. El Salvador charged that the missiles were destined for anti-government guerrillas and had been sent from Nicaragua. It accused Nicaragua of violating the Central America peace accord. Nicaragua did not deny the charges, instead responding that it was the US that had first introduced such missiles into the region when it gave them to the Nicaraguan Contras.

The Middle East

■ On 7 November, the fifteen members debated a draft resolution that "strongly" deplored

Israeli practices "which violate the human rights of the Palestinian people in the Occupied Territory." The document singled out the "siege of towns, the ransacking of the homes of inhabitants, as has happened in Beit Sahur, and the confiscation of their property and valuables."

Canada voted in favour of the resolution which was vetoed by the US on the grounds that it was unbalanced and failed to address the violence committed by Palestinians. This marked the third American veto in one year of resolutions dealing with the Occupied Territories.

The Council also devoted time to the continuing instability in Lebanon. On 22 November, it condemned the assassination of René Moawad, the newly installed president of Lebanon. On 27 December, the Council called on the Lebanese people to support Elias Hrawi, the newly elected Lebanese president whose authority is challenged by Christian Gen. Michel Aoun.

Cambodia

■ On 16 January, during a meeting in Paris, the five permanent members proposed "an enhanced UN role" in Cambodia. They called for a cease-fire, as well as for the dispatching of UN peacekeeping troops, the creation of an interim UN administration, and UN supervision of free elections.

Friction on the Council

■ On 3 November, the United States and the Soviet Union held their first joint news conference to announce "an encouraging new trend" for cooperation within the UN. Proclaiming an end to their confrontation, the two superpowers announced their first joint draft (General Assembly) resolution. The document called on "all states to intensify their efforts to assure international peace and security."

The new harmony among the five permanent members, particularly between the two superpowers, has at least once led to friction with the other ten members of the Council. Last October the non-permanent members expressed their irritation when the five issued an appeal on Lebanon without consulting the entire Council.

"It wasn't just Canada, others spoke critically of that behaviour," Ambassador Fortier said during an interview. He added that communication between the five and the other members had returned to normal and he suggested that the incident was an aberration resulting from the permanent members adapting to the new climate.

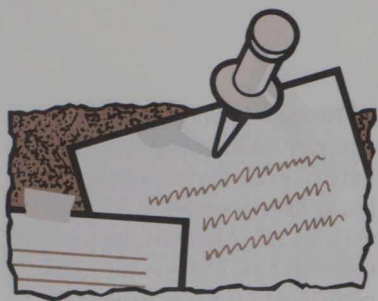
However, there is a sense among some of the countries, that as the Cold War winds down the intimate relations they enjoyed with one or the other superpower are cooling. There is also wariness among some developing countries at the sight of the permanent members working so closely together. Last year, Third World countries opposed an effort by the permanent members to expand the authority of the Council to deal with issues like drug trafficking. There was concern that the move would merely put more power into the hands of the permanent members.

Other Business

■ On 29 November, the Council renewed the mandate of the UN Disengagement Observer Force which monitors the cease fire between Israel and Syria. On 14 December, the mandate of the UN Peacekeeping Force in Cyprus was renewed and on 11 January, it approved a two-month extension of the presence of forty military observers with the Good Offices Mission in Afghanistan and Pakistan. □

— TREVOR ROWE

NEWS FROM THE INSTITUTE



■ Prior to the meeting of the NATO and Warsaw Pact Foreign Ministers and delegates in Ottawa in February to negotiate an Open Skies treaty and give political impetus to the conventional force reductions talks, the Institute organized a media roundtable for members of the working press. Addressing the journalists present, and those from outside Ottawa who joined the discussion via telephone hook-ups, were **David Cox** and **Jane Boulden** of Queen's University, **Fred Bild**, Secretary-General of the conference, **John Noble**, of the Department of External Affairs, **Col. Alain Pellerin** of the Department of National Defence, and **Lt. Col. Gordon Sharpe**, a Research Fellow at the Institute this year, also from the Department of National Defence. **Bernard Wood** chaired the discussion which focussed on the opportunities for confidence-building raised by the proposed treaty, as well as some of the opening national positions, and technical questions.

■ In late February, the Institute hosted a closing reception for delegates to the Open Skies negotiating meeting from participating countries. Budapest is the site of the next round of negotiations, at the end of which it is expected that a treaty will be ready to be signed.

■ "The Future of the United Nations System" is the title of a conference at the University of Ottawa in early January sponsored by the Institute and the Ford Foundation, and organized by a

group including **John Trent** of Ottawa University and **Gene Lyons** of Dartmouth College. A number of papers were prepared for the meetings: they focussed on the policies of a dozen or so different nations towards the United Nations. The papers will be edited and published in book form next year. **Roger Hill**, **Fen Hampson** and **Ron Fisher** of the Institute staff participated in the meetings. New opportunities for conflict resolution by the UN was one of the major themes, stressed especially by Northern developed states. However, representatives from developing nations pointed to the lack of progress in the area of economic development and said that in their view, solutions to those problems were still the most urgent.

■ **Alexander Ognev** of the Institute of World Economy and International Relations in the Soviet Union, and **Gennady Vorontsov** of the United Nations Association of the USSR, were in Canada to attend the conference at the University of Ottawa. The next week they spoke at the Institute about the concept of the Common European House, and well as about the changing policies of the Soviet Union towards the United Nations.

■ "Peace in our Time? A Canadian Agenda into the 1990s" is the title of the Director's Annual

Statement released by **Bernard Wood** at a press conference in early January, and available in a published version at the end of the month. An excerpt from the statement on the subject of Canadian security and defence policy can be found in the Director's report on page 21.

■ **Bernard Wood**, and **Peter Roberts**, a former Canadian Ambassador to the Soviet Union, were the Canadian guests at a high-level conference organized by the Union of Soviet Friendship Societies in Moscow in late January to discuss The Human Dimension of Security and Cooperation in Europe. Participants came from all European states as well as from Canada and the United States. Soviet officials in attendance included the Ministers of Culture and Justice, as well as the Prosecutor-General. Discussions focussed on the idea of the common European home, as well as on the attempt to find a new meanings for the concepts of sovereignty and independence. While in Moscow, Mr. Wood had discussions with **Georgy Arbatov** and **Sergei Plehkanov**, Director and Deputy Director respectively of the Institute of the USA and Canada, and other members of the staff.

■ **Tom Weiss**, formerly executive director of the International Peace Academy in New York and

a member of the United Nations secretariat was a visiting Fellow at the Institute for a week during December. He held a number of meetings with Institute staff and others on questions of peacekeeping, as well as on research needs and opportunities for the UN in the new international climate. While at the Institute, Mr. Weiss wrote an op ed article, published in the *Christian Science Monitor* on 3 January. An article by Mr. Weiss on changing super-power attitudes to the UN can be found on page 8 of this issue of *Peace&Security*.

■ During the winter there were several seminars at the Institute. **Robert Jordan** of the University of New Orleans spoke on recent changes in US maritime strategy. He said that budgetary restraint in the US was likely to have a major effect on the forward maritime strategy of the US Navy. A significant factor limiting this strategy would be the likely reduction of the number of carrier task forces fifteen to twelve. He reiterated the fact that the US Navy still seems uninterested in any form of naval arms control. **Phoebe Marr**, a Senior Fellow with the Strategic Concepts Development Centre at the National Defense University in Washington, D.C. led a discussion on post-Khomeini Iran. In mid-February **Peter Hakim**, staff Director of the Inter-American Dialogue in Washington, gave a seminar on the elections in Nicaragua.

■ **Bernard Wood** and **Marie-France Desjardins** participated in a meeting of the consultative group on disarmament and arms control, sponsored by the Department of External Affairs. The major subject for discussion was the nuclear non-proliferation

IN MEMORIAM

Institute staff and friends were profoundly shocked and saddened by the death of Norma Salem on 22 January 1990 in Ottawa. Ms. Salem was a Research Associate at the Institute from September 1988 until the time of her death. She received a Ph.D from McGill University in Islamic Studies, and came to the Institute from the Institut québécois de recherche sur la culture in Montreal. While at CIIPS, Ms. Salem was in charge of a major study on Cyprus, the report of which will be available soon. She had recently begun work on a new project on Lebanon. We join her friends in offering our deep sympathy to her family, and particularly to her son, Omer.

regime. Later in January, Mr. Wood gave the closing remarks at a roundtable discussion on education and training skills for South Africans in a non-racial democracy. The Minister of External Affairs, the Rt. Hon. **Joe Clark**, delivered the key-note address at the day-long meeting, sponsored by the South Africa Education Trust Fund.

■ **Roger Hill** spoke at a workshop organized by the York University Centre for International and Strategic Studies on the implications for Canada of the Europeanization of European Defence. He also appeared before the House of Commons Standing Committee on National Defence which is reviewing Canada's Maritime Sovereignty.

■ In late January, **John Toogood** attended a conference entitled "Defence and Development: Insights from Southeast Asia" in Bangkok, Thailand. Earlier in the month he spoke to the Ottawa branch of Project Ploughshares on peace and security aspects of Canadian foreign and defence policy in the 1990s.

■ The interconnections between domestic dispute resolution and international conflict resolution were the subject of a seminar sponsored by the US Institute for Peace and Rutgers University in late January. **Ron Fisher** gave a paper entitled "Pacific, Impartial Third Party Intervention in International Conflict: The Potential for a Contingency Approach."

■ In early February **Ron Purver** attended an international seminar in Moscow on the naval arms race, and **Fen Hampson** participated in a meeting in Washington organized by the Brookings Institute on "Political Institutions and their Consequences." In mid-March Mr. Hampson gave a paper on "The Superpowers and Middle Powers and the Security of Third World States," at a

conference at the University of British Columbia entitled "Security Dilemma: National Security and Third World States."

■ **Brad Feasey** gave several workshops at a professional development day for high school teachers in February organized by the Ontario English Catholic Teachers' Association in Belleville, Ontario.

■ **Nancy Gordon** spoke to a class at the Canadian Forces Staff College in Toronto on arms control, peace and disarmament. Her fellow panelists were **General MacNamara** (ret.) and **Col. Alain Pellerin** of the Department of National Defence.

■ **Malcolm Bow**, formerly the Director of Arms Control Division in the Department of External Affairs, was a visiting Fellow at the Institute for a week in January.

Mr. Bow was working on issues in the area of the non-proliferation of weapons of mass destruction.

■ In late January the Institute hosted a roundtable discussion on current directions in Soviet policies in Africa and the Middle East. Leading the seminar were **G. Tarasoff**, special assistant to Mr. Shevardnadze on the Middle East, and **U. Ukalov**, director-general of the African directorate in the Ministry of Foreign Affairs in Moscow. They were visiting Ottawa for political consultations with Canadian officials, a process initiated during the Prime Minister's visit to the USSR in November. Mr. Ukalov said that Canada and the USSR shared the same general objective with regard to regional conflicts in Africa, and that the search for political solutions preoccupied both countries. He maintained that the only means of ensuring lasting solu-

tions was through the "table of negotiations": settlements which resulted from military actions or which were imposed from outside simply did not work in the long run. In Southern Africa, the withdrawal of ideological competition and superpower involvement provided opportunities for peaceful settlement. He did not underestimate these problems, but emphasized that many of them could be solved now that the superpowers were cooperating instead of competing. He said that in the Horn of Africa where famine threatened once again, war, more than drought, was responsible.

Mr. Tarasoff reviewed policy in the Middle East where the Soviets have been using their influence to moderate the policies of the PLO. He said that he hoped there would soon be more tangible expressions of support for the moderate PLO stance; if such is not forthcoming he fears a reversion to extremism. He expressed considerable concern about the production capabilities and flows of weapons to the countries in the Middle East, pointing to the fact that this unstable area is the second most highly armed in the world, after Europe. Mr. Tarasoff urged support for an international conference on the Middle East; he said that while bilateral talks might be productive as a first step, the number and complexity and interconnections among issues and parties were such that they could be addressed only in the context of an international conference. The Soviet Union hopes that the five permanent members of the Security Council will convene such a conference.

■ **Margaret Bourgeault**, a joint projects officer in the Public Programmes section of the Institute, resigned from her position in February. **Jill Tansley**, formerly executive assistant to Bernard Wood, took over the job in mid-February. □

American-European Summer Academy

■ The Institute offers three scholarships for Canadians to attend the American European Summer Academy held every year in Austria on "The Relations Between Europe and North America." The programme covers themes such as history and institutions of trans-Atlantic relations; thematic issues and perspectives on foreign policy, trade and economic links, Third World development, and scenarios for the future. This year the summer school will take place between 1 and 21 July 1990.

The Academy brings together young people from Western Europe and North America. Candidates should have completed a first university degree. The three scholarships of up to \$2,500 each, will cover tuition, subsistence and travel costs for three Canadians to be selected by the Centre international de formation européenne.

Requests for further information and application forms should be addressed directly to:

Secretariat,
Centre international de formation européenne,
4 Boulevard Carabacel,
F06000, Nice, France.

Grants Procedures and Deadlines

■ *The Institute allocates grants twice a year. Contact the Institute for a copy of updated criteria and application forms. Please note the following deadlines:*

30 June for an October decision

31 December for a March decision

References

ARMS CONTROL

- Clarke, Richard A. "Conference against chemical weapons" *Department of State Bulletin* 89 (2152) (N'89) 45-47.
- Géré, François. «La vérification» *Stratégique* (4) ('89) 41-74.
- Graybeal, Sidney N. and Patricia Bliss McFate "Getting out of the STARTing block" *Scientific American* 261 (6) (D'89) 61-67.
- Guertner, Gary L. "Conventional deterrence after arms control" *Parameters* XIX (4) (D'89) 67-69.
- Hamm, Manfred R. and Hartmut Pohlman. "Military strategy and doctrine: why they matter to conventional arms control" *Washington Quarterly* 13 (1) (Wint'90) 185-198.
- Hirsch, Daniel and William G. Mathews. "The H-Bomb: who really gave away the secret?" *Bulletin of the Atomic Scientists* 46 (1) (Ja/Fe'90) 22-30.
- Klein, Jean. «Réductions des forces et changements soviétiques» *Défense nationale* (D'89) 33-48.
- Lamb, John and Tariq Rauf. "Canada's relationship with the USSR: open skies and CFE" *Arms Control Communiqué* (64) (D'89) 7p.
- Nitze, Paul. "The Walk in the woods" *International Affairs* [Moscow] (12) (D'89) 109-121.
- Olson, Kyle B. "The U.S. chemical industry can live with a chemical weapons convention" *Arms Control Today* 19 (9) (N'89) 21-25.
- Robinson, Julia Perry. "Review: the Canberra conference" *Chemical Weapons Convention Bulletin* (6) (N'89) 16-21.
- Roche, Douglas and Vicky Bush [interviewer]. "Environment, development and arms control [interview]" *Aurora* 13 (3) (Wint'90) 22-25.
- Zhenqiang, Pan. "Seeking a better approach to end the nuclear arms race: a retrospective on the Partial Test-Ban Treaty" *Disarmament* XII (1) (Wint'88/89) 25-33.

DISARMAMENT

- Beach, Hugh. "The Case for the third zero" *Bulletin of the Atomic Scientists* 45 (10) (D'89) 14-15.
- Compagnon, Jean. «Le désarmement chimique» *Défense nationale* (D'89) 49-60.
- Heiss, Peter N. "Force ratios, arms imports and foreign aid receipts in the developing nations" *Journal of Peace Research* 26 (4) (N'89) 399-412.
- Mack, Andrew. "'Nuclear allergy' in the South Pacific" *Pacific Review* 2 (4) ('89) 320-333.
- Moiseyev, M. "The USSR and disarmament issues" *Review of International Affairs* XL (950) (N'89) 8-12.
- "Voting chart of 40 Committee on Disarmament members" *Disarmament Times* XII (6) (D'89) 3-4.
- Waller, Mark. "Bad chemistry: uncertainty shrouds chemical weapons ban" *Peace Courier* (12) ('89) 2-4.

DEFENCE

- Awanohara, Susumu. "A Military complex: Japan seeks a more self-sufficient defence industry" *Far Eastern Economic Review* 146 (48) (N'30'90) 25-26.
- Colard, Daniel. «Le Parlement européen et la sécurité communautaire» *Défense nationale* (D'89) 81-96.

RESOURCES

Please address inquiries directly to the Library.

- Drifte, Reinard. "High technology in the Japanese-American defense relationship and Northeast Asia" *Korean Journal of Defense Analysis* 1 (2) (Wint'89) 77-103.
- Gliksmann, Alex. "Arms production in the Pacific" *National Defense* LXXIV (453) (D'89) 41-44,66.
- Halstead, J.G.H. "A Defence policy for Canada: the White Paper two years on" *Behind the Headlines* 47 (2) (Wint'89-90) 16p.
- Ignatieff, George and Alex Dickman [interviewer]. "Farewell to a peacemonger:... George Ignatieff [interview]" *Peace Magazine* V (V) (O/N'89) 17-19.
- Jockel, Joseph T. "The U.S. Navy, Maritime Command and the Arctic" *Canadian Defence Quarterly/Revue canadienne de défense* 19 (3) (D'89) 23-27,30-32.
- Kanwisher, Nancy. "Cognitive heuristics and American security policy" *Journal of Conflict Resolution* 33 (4) (D'89) 652-675.
- Kipp, Jacob W. "Perestroika and order: alternative futures and their impact on the Soviet military" *Military Review* LXIX (11) (D'89) 2-16.
- Legro, Jeffrey W. "The Military meaning of the new Soviet doctrine" *Parameters* XIX (4) (D'89) 80-92.
- Litton defaults on TRUMP" *Wednesday Report* 4 (4) (Ja 24'90) 2-3.
- Mosco, Vincent. *Strategic Defense and strategic computing: economic, political and ideological significance*. [Kingston]: Dept. of Sociology, Queen's University. 22p.
- Rocard, Michel. «Les orientations de la politique de défense de la France» *Défense nationale* (N'89) 13-29.
- Sapir, Jacques. «La politique de défense soviétique et ses évolutions récentes» *Damoclès* (41) (N/D'89) 19-24.
- Tucker, C.M. *Environmentalism and environmental change as it affects Canadian defence policy and operations: part two; climatic modelling and its significance*. Ottawa: Operational Research and Analysis Establishment, Dept. of National Defence, 1989. 21p. ORAE Project Report No. PR 508.
- Vogel, Steven K. "New weapon label: made in Japan" *Bulletin of the Atomic Scientists* 46 (1) (JA/F'90) 31-35.
- Young, Thomas-Durrell. "Problems in Australia's 'defence revolution'" *Contemporary Southeast Asia* 11 (3) (D'89) 237-256.

REGIONAL CONFLICTS/ CONFLICT RESOLUTION

- An-Na'im, Abdullah Ahmed. "Constitutionalism and islamization in the Sudan" *Africa Today* 36 (3&4) ('89) 10-28.
- Baudet, Pierre. *La crise économique en Afrique du Sud*. Montréal : Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe, 1989. 99p.
- Bobrow, Davis B. "Japan in the world: opinion from defeat to success" *Journal of Conflict Resolution* 33 (4) (D'89) 571-604.

The Peace and Security Bookshelf Grant

The Institute is now holding its annual "Peace and Security Bookshelf" competition, offering a number of \$500 grants to public and secondary school libraries wishing to develop their collections in the areas of peace and security from a Canadian perspective.

This initiative fits into the Institute's mandate from the Parliament of Canada to collect and disseminate information on issues of international peace and security, and to encourage public discussion.

This is the third time that the grants are being offered. This year, secondary school libraries are included because of the growing attention of students to this field.

Interested libraries are asked to apply to the Institute with a letter indicating why they could use such a grant. If the application is accepted, they will receive a cheque, a bibliography, and suggestions for the promotion of the collection.

Two bibliographies have been compiled, one of French-language items and one of English-language items. These list the most up-to-date, in-print Canadian materials on peace and security, from a variety of viewpoints. Annotations are included, and there are sections on Reference Works, Magazines, Books for Adults and Books for Children.

The bibliographies are freely available to interested groups or individuals, regardless of whether or not they are applying for the grant.

- George, Mathew K. and Tom Fawthrop. "A Thai peace offensive" *South* (109) (N'89) 30,33.
- Jacobus, Johannes and Helmut-Romer Heitmann [interviewer]. "South Africa: 'ready to give peace a chance' [interview]" *Jane's Defence Weekly* 12 (20) (N'89) 1104-1105.
- James, Patrick. «Structure et conflit en politique internationale : une analyse séquentielle des crises internationales 1929-1979» *Études internationales* XX (4) (D'89) 791-815.
- Lomme, Roland. «Le fédéralisme soviétique et les ambiguïtés de l'"autonomie territoriale"» *L'URSS de Lénine à Gorbatchev*. Bruxelles : Groupe de recherche et d'information sur la paix, 1989. 59-64.
- Mandrillon, Marie-Hélène [rédactrice]. «Environnement et politique en URSS» *Problèmes politiques et sociaux* (622) (22'89) 60p.
- Mason, T. David. "Non-military dimensions of Soviet security policy in Asia" *Bulletin of Peace Proposals* 20 (4) (D'89) 405-419.
- Metge, Pierre. «La doctrine américaine d'intervention dans la crise des représentations» *Stratégique* (4) ('89) 5-39.
- "Mozambique: the price of defence" *Indian Ocean Newsletter* (413) (Ja 13'90) 1,3.
- "Nicaragua: the election line-up" *Inter-Hemispheric Resource Centre Bulletin* (Wint'89) (19) 1-6.
- Nunn, Maxine Kaufmann. "Beit Sahur: solidarity and dialogue" *Other Israel* (39) (N-D'89) 3-4.
- Paveau, Gérard. «Organisation et moyens de la défense dans les États subsahariens» *Défense nationale* (N'89) 73-84.
- Puchala, Donald J. and Roger A. Coate. *The Challenge of relevance: the United Nations in a changing world environment*. Hanover, NH: The Academic Council on the United Nations System, Joan Slickly Endowment for International Understanding, Dartmouth College, 1989. 108p. Reports and Papers 1989-5.
- Renard, Jacques. «Est : le nouveau who's who» *L'Express* (2008) (D'22'89) 26-33.
- Republic of Korea. National Reunification Board. *To Build a national community through the Korean Commonwealth: a blueprint for Korean reunification*. Seoul: The Board, 1989. 55p.
- "Reign of terror in El Salvador targets all those working for social justice" *Inter-Church Committee on Human Rights in Latin America Newsletter* (5&6) ('89) 1,3.
- Rich Paul B. "Ethnic nationalism and the state in contemporary Africa" *International Affairs Bulletin* ('89) 13 (2) 37-49.
- Shaw, Timothy M. "The Revival of regionalism in Africa: cure for crisis or prescription for conflict" *Jerusalem Journal of International Relations* 11 (4) (D'89) 27-51.
- Standish, Bill. "Bougainville: undermining the state in Papua New Guinea" *Pacific Research* 2 (4) (N'89) 3-5,10.
- Watanabe, Toshio. "A New era dawns in the western Pacific" *Japan Review of International Affairs* 14 (3) (Fall/Wint'89) 161-181.

Bibliography compiled by John Wright.

*Canadian Institute for
International Peace and Security*

360 Albert Street
Suite 900
Ottawa, Ontario
Canada
K1R 7X7

So far, the global political changes underway do not appear to have reached the point of materially altering military planners' calculations of capabilities and potential threats. However, with the Conventional Forces negotiations proceeding rapidly in Vienna, with substantial reductions in tanks and other equipment expected to be agreed by summer 1990, it would be totally unrealistic for any government in the position of Canada's, to proceed with a major acquisition such as the promised new battle tanks for the Canadian Forces in Germany. Canadian participation, through our NATO contingent, has taken on heightened political importance by helping buffer European-US relations during the all-important process of East-West negotiations and the reductions that will follow. However, the outcome of those negotiations will soon have a major impact on the overall importance of a Canadian contingent. Either way, Canadian foreign and military policy must explore a range of highly unpredictable future options, in a field where decisions have long lead-times and very high price tags.

The challenge now, is to arrive at decisions that will provide Canada's defence planners, and Armed Forces personnel, with clear directions and credible assurance that they will be equipped to carry out the tasks assigned to them. For this challenge to be met, there is no alternative to an in-depth public debate of policy options.

Issues for Informed Debate

■ As the Defence White Paper acknowledged, the country's security comprises three inter-related components: defence policy and programmes; arms control and disarmament possibilities; and conflict resolution activities

territory imposes additional costs, there is a clear need to examine how Canada's defence capability can achieve the highest cost-effectiveness. Should Canada try to maintain a fully balanced (and full-time professional) force capability, and a full-fledged national military infrastructure? Is it possible for a middle power to seek specialized "niches" of excellence in defence as we must in other areas?

■ For most potential strategic military threats Canadian territory and airspace are inseparably linked with those of the United States. This fact dictates the Canadian need to influence US policies where vital Canadian interests are different. Conversely, US vital interests will also need to be taken into account in Canadian policies – implying the continuing search for compromise in this distinctly asymmetrical relationship.

■ The North Atlantic Alliance is likely to remain an important umbrella framework for Western European-North American political, security and defence cooperation. While this cooperation has mainly taken the form of North American contingents and reinforcement capabilities for Europe, as well as joint naval operations, it is possible that the Western Europeans will take greater share of a reduced overall burden of European defence in future. This raises the possibility of a smaller direct North American contribution in Europe, and conceivably a strengthened European naval and air participation in NATO's North American area.

■ The Arctic represents a major frontier region in East-West relations, with Canada and the Soviet Union having the largest territorial stake. The possibilities for constructive coop-

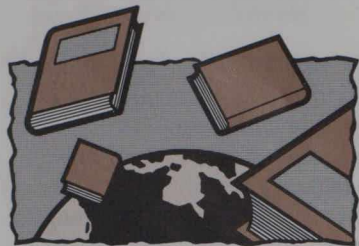
and the reduction of security threats be distinctive Canadian priorities for and circumpolar action. have been drawn into a number of ing and expensive new tasks by the on of competing military technologies East and West. The North Warning the emphasis on Forward Operating ns, Forward Dispersal Bases, low-level exercises, and aerospace and submarine ance requirements are all developments or implications for Canadian defence basic Canadian interests in our rela- th the US. Wherever possible, Canada seek the reductions of technological ments which could increase these s.

■ For certain kinds of traditional and new international challenges to Canadian security, the appropriate response may not lie either in military defence capability or in cooperation with the US. These challenges include: the maintenance of Canadian sovereignty; enforcement of Canadian fisheries zones and regulations; environmental protection; coastal surveillance and enforcement capability against drug trafficking or illegal entry; services such as ice-breaking, and search and rescue operations. These "security" services may or may not prove possible to handle in tandem, or "multi-tasked," with more traditionally-defined naval and air operations. What is certain is that all of these requirements are intensifying while the available resources are not expanding. The public (as various opinion surveys attest) is primarily concerned with seeing these needs met.

■ Peacekeeping has been a substantial part of Canadian defence activity for decades and an unparalleled Canadian contribution to international security through the UN system. UN peacekeeping has suddenly undergone a huge expansion to respond to the new willingness of the major powers to see conflicts resolved under international supervision. No country's armed forces have a higher level of experience, capability and acceptability for these tasks than do Canada's. And Canada has been involved in all of these operations, to the point where it has become difficult to consider peacekeeping as a mere "auxiliary" role for our Armed Forces. How we will now rank these peacekeeping tasks among our security policy priorities will be a key question for the allocation of our defence resources. □

— BERNARD WOOD

REVIEWS



Building Global Security Douglas Roche

Toronto: NC Press, 1989, 160 pp.,
\$14.95 paper

■ Douglas Roche's latest book marks his effort to rejoin the public policy debate and cast off the often troubling limitations imposed upon him during his tenure as Canada's Ambassador for Disarmament. As always, his views are visionary, and he re-enters the debate with positions that are difficult to disagree with.

This is an ambitious book, aiming to sketch no less than "a bold new plan – realistic and timely" to achieve "common security" in the face of the challenges facing humanity today. Roche provides a "tour d'horizon" of major challenges facing us at the close of the twentieth century, and singles out for special attention three issues: the continuing dangers of high levels of military spending, which translate into nuclear arms racing, reliance on nuclear deterrence, and the destructive (and expensive) arms trade with the Third World; the persistent economic, political and social underdevelopment in which the majority of the world's people live; and the accelerating environmental degradation at the global and local levels.

His grasp of the ground-level details and human costs of these problems is powerful. But although he is correct to highlight these issues, the link between the looming catastrophe, the change required to avoid it, and the specific action to take is weak. It would be unrealistic to expect "answers" to the challenges Roche poses, but readers are right to expect some analysis of the complex and contradictory choices facing

us from one of Canada's foremost speakers on these issues.

Perhaps the most poignant case is the conflict between developmental and environmental goals. Roche notes that "over the next two decades developing countries will need to create 700 million jobs – more jobs than currently exist in the entire industrialized world!" Yet three pages later he notes that a fifty percent reduction in carbon dioxide emissions (the main source of which is the burning of fossil fuels) is needed to stop global warming. How the jobs created for these people (or the consumption demands their employment generates) will be consistent with reduced fossil fuel consumption is not addressed. Repeating the new mantra of "sustainable development" does not tell us how to avoid the terrible dilemma of this choice.

Roche also traces the outlines of recent positive and negative developments in the foreign policy positions of major states, including the Soviet Union, the United States, China, India and Canada. He singles out for praise President Gorbachev, and criticizes the conservative caution and lack of boldness that characterizes Canadian and American responses.

What is striking is the absence of an analysis of the deep historical, social and economic causes of the current crises he earlier identifies. These causes transcend the policy choices of individual states or leaders, and are rooted in the structure of the state system and nature of international economic forces. Solutions to problems of this magnitude are not to be found in the short-term machinations of the political process.

Roche seems to acknowledge this when he argues that the shift to a shared vision of "common security" will ultimately be based upon individual action and consciousness. Thus his conclusion

provides suggestions for actions Canadians can take, including: becoming environmentally responsible; lobbying politicians; joining local peace and environment group; planting trees; knitting quilts and eating ethnic foods. The reader is tempted to ask: "is this all?"

Most important, Roche's book must pass the test of advancing intelligent debate on the solutions to pressing world problems. If the goal is to increase public awareness of these issues as a basis for action, perhaps this book reaches it. But if the goal is to sketch a bold new plan to achieve common security, the book falls short.

– Keith Krause

Keith Krause is deputy director of the Centre for International and Strategic Studies at York University in Toronto.

Radical Mandarin: **The Memoirs of Escott Reid** Escott Reid

Toronto: University of Toronto Press,
1989, 405 pp., \$ 35.00 cloth

■ Escott Reid, who served with distinction for a quarter of a century as one of Canada's foremost diplomats, has had a full life since the mid-1960s as an author (of five other books), advisor, and educator. Now eighty-five years of age, he recalls here not only his own past but also important parts of the history of Canada's coming of age in the tumultuous world politics of the middle third of the century. *Radical Mandarin* is part autobiography, part interpretative history, and part advice on policy. It is also an informative, enjoyable, and satisfying piece of work. He remarks at one point that,

to try in old age to discern the useful accomplishments of one's public life is a puzzling task. So many achievements which seemed important at the time look trivial or evanescent from a distance of decades. What does encourage me is that I played a part in molding six institutions: the Canadian Institute of International Affairs, the Department of External

Affairs, The International Civil Aviation Organization, the United Nations, the North Atlantic Alliance, and Glendon College.

Reid's experiences with these institutions figure prominently in his memoirs, and what he has to say – and he writes lucidly – is instructive and often evocative in capturing the political moods of his times.

Reid was frequently at or near the centres of decision-making. He met a lot of major political actors; he was concerned with formulating Canadian policy on matters of importance; he represented Canada abroad at times when major changes were underway (India in the mid-1950s, Germany in the early 1960s); and he was often at odds with government policy and dismayed by the behaviour of Washington. His life and career were wrapped up with many of the central themes of world politics between the late 1920s and the early 1960s; and while he does not claim to have been always present at their creation, he was certainly in a position to witness and sometimes influence the making of foreign policies and the unfolding of world events.

He struggled to promote humane policies; and now, in retrospect, he tries to understand more fully what he was a part of. His testimony is especially valuable for the years from the climax of World War Two to the height of the Korean War, years when his official duties were exceptionally diverse and frequently intense and demanding.

Many of Reid's reflections are pertinent to current history. In the 1950s, membership in the Commonwealth, he suggests, countered "some of the misleading simplicities of much of the cold war propaganda of the time" and

"helped us realize ... that most of the crucial problems before the world are not ... aspects of a struggle against communism. It helped us to face these crucial problems: colonialism and its aftermath, racial discrimination, cultural imperialism, the misery of half the people of the world." Escott Reid thought more deeply and more sensitively about these and other international issues than most of his contemporaries. His memoir of thought and action deserves to be read with appreciation and respect.

— Robert Malcolmson

Robert Malcolmson is a professor of history at Queen's University in Kingston.

The Meaning of the Nuclear Revolution: Statecraft and the Prospect of Armageddon

Robert Jervis

Ithaca: Cornell University Press, 1989, 266 pp., US\$ 21.95 cloth

■ One might well ask, with the democratic revolution now sweeping across Eastern Europe and the Soviet Union, whether the United States did not overspend on a threat that was not nearly as great as some imagined. The implication behind Robert Jervis' new book is that the nuclear strategy developed to address that "threat" was just as flawed in both design and logic. Jervis is the dean of American security studies and well known for his earlier writings on nuclear strategy, crisis management and the psychology of decision making. His new book is unquestionably the most comprehensive and thorough critique of US nuclear policy available.

Jervis argues that US and Soviet nuclear strategies have been masked in a bundle of contradictions: on the one hand, the political leadership of the two superpowers has long since recognized that nuclear war is both unwinnable and unthinkable; on the other hand, they have encouraged a buildup of their respective nuclear arsenals and the pursuit of nuclear strategies which are based on the premise that victory in nu-

clear war is possible. He ridicules current notions about "countervailing" or "prevailing" responses, escalation dominance and control, or deterrence by denial.

At the same time he urges a return to what he refers to as the "major old, good ideas," namely, that nuclear weapons are not ordinary weapons, that the nuclear revolution has rendered the possibility of military victory obsolete, and that crisis stability is both a necessary and desirable objective of all strategy and policy.

Jervis also suggests that scholars and students of nuclear strategy have contributed a number of important "new, good ideas" to the strategic debate. These include the insight that any attempt by one side to "improve" its own security will only make its adversary feel more vulnerable (now referred to as the "security dilemma") and lead to a costly arms race, that arms control should concentrate on the characteristics of weapons not their numbers, and that it is difficult in practice to distinguish between a first-strike and a so-called "second-strike" weapon. Jervis also suggests that a growing appreciation of the security dilemma has facilitated possibilities for security cooperation between the superpowers and led to the development of common principles, norms, and rules of conflict management.

In other chapters, Jervis addresses such issues as the relationship between morality and nuclear strategy, the different meanings and policy understandings of MAD, and the psychological aspects of crisis stability. The book also includes a brilliant chapter on the symbolic nature of nuclear politics, his analysis of which yields five important conclusions:

many strategic policies create their own difficulties; there are opportunities for avoiding such pitfalls; a good deal of strategic planning operates autonomously on the basis of self-defined problems; many of the possibilities for and against arms control must be seen in psychological, not military terms; beliefs about whether war is inevitable are especially important in determining whether peace will be maintained.

Much of Jervis' analysis is at the level of strategic theory and psychology. Yet one is forced to ask whether, if US and Soviet nuclear policies have been so flawed, the root of the problem lies at this level (the level of ideas or strategic logic), at the level of institutions, or somewhere else. Unfortunately Jervis does not address this issue. Instead, he prefers to level his critique at the mind-numbing debates of nuclear theologians.

Although the implication of Jervis' argument is that fewer is better when it comes to nuclear weapons — what some call "existential deterrence" — his book is bereft of ideas about how this is to be achieved and how nuclear forces and strategies of the two superpowers should be changed to accommodate new political realities in the East-West relationship. Let us hope that Jervis will turn his formidable powers of analysis to these questions in his next book. — Fen Osler Hampson

Mr. Hampson teaches international affairs at Carleton University and is a research associate at the Institute.

BRIEFLY NOTED

The Defence Industrial Base and the West

David G. Haglund, editor

London: Routledge, 1989, 288 pp., \$69.00 cloth

■ With a multi-national list of contributors this volume draws on recent cases of complex weapon systems development to show, first, the kinds of opportunities and challenges presented by multi-state participation in weapon development and second, the major themes of the debate "over the degree to which the goal of maintenance of the defence industrial base conditions and sometimes conflicts with other objectives of states." Among the chapters are: "The MRCA/Tornado: The Politics and Economics of Collaborative Procurement"; "The Swedish Defence Industrial Base: Implications for the Economy"; and "Israel and the Lavi Fighter-Aircraft."

Canadian Oceans Policy: National Strategies and the New Law of the Sea

Donald McRae and Gordon Munro, editors

Vancouver: University of British Columbia Press, 1989, 282 pp., \$39.95 cloth, \$22.95 paper

■ This book is concerned with the nature and adequacy of Canada's ocean management policies and practices in the light of the regime that emerged from the 1982 Convention on the Law of the Sea. The multidisciplinary perspective presented here by lawyers, political scientists, economists, fisheries scientists, and diplomats specializing in oceans matters, examines how ocean issues are managed by one of the world's most important coastal states and looks at the progressive development of an international oceans regime.

The Arctic: Choices for Peace and Security

Thomas R. Berger, Harriet Critchley, Alexei Rodionov, Mary Simon and 20 others.

Vancouver: Gordon Soules, 1989, 282 pp., \$12.95 paper

■ This volume is drawn from the speeches and debates of the public inquiry by the same name held in Edmonton, 18 and 19 March 1989. The inquiry, attended by over fifteen hundred participants, examined the Arctic as a key element of international peace and security. The issues include: the environmental effects of Arctic industrial development and resource extraction; problems of pollution from the south; militarization of the Arctic and the threat of nuclear confrontation in the Arctic; the need for the superpowers and other Arctic countries to cooperate to reduce political and military tension; and the needs and aims of the native peoples of the Arctic.

(The conference on which this volume is based received financial assistance from the Institute for Peace and Security) □

Reviews of French language publications can be found in *Paix et Sécurité* "Livres" section.

LETTER FROM PRAGUE BY VĚRA MURRAY



On the Palace Square, gazing past the guards at the main building, I had the strangest feeling. I certainly had not been used to looking kindly on the place which houses the offices of the president.

When I was young, and whenever I visited Czechoslovakia during the past twenty years, I would feel contempt, helplessness, even fear when I'd look at that palace. Now, for the first time there was not hatred, but admiration for the man in the president's home. I could scarcely believe it. With me on the square, dozens of people stared up at the building. Citizens of Prague, people from the countryside, foreign tourists speaking Czech, I'm sure we were all thinking the same thing: we have an awfully long way to go in this country of ours.

It's ironic, but human nature seems to have an easier time adapting to repression than learning about democracy from scratch. In the same way, nationalizing a free economy is a simple matter compared to privatizing all the industries and services of an economy that has been state run for decades. This is the kind of challenge that Czechs, like all Eastern Europeans, are beginning to encounter. The freedom which was so longed for and which has seemingly dropped from the sky, brings problems quite unimaginable to people who take it for granted that they can join any political party they choose, send their children to university, open a business, buy stocks or shares, or simply write a stiff letter of protest to the editor of their newspaper. It's hardly surprising, then, that two short weeks after the election of Vaclav Havel, and only two months after the beginning of Czechoslovakia's "quiet revolution," I was standing there in Prague feeling both satisfaction and extreme anxiety.

How to organize the first free elections, planned for next June? In a society, closed for forty years,

where any attempt to be different was nipped in the bud, the natural reaction has been to be as different and distinctive as possible – so thirty-six political parties have sprung up in the past two months. How to deal with such a range of opinion? How to encourage democracy without falling into a pattern of electing weak coalition governments that change every

... the greatest fear of the revolution's leaders has been the kind of chaos which would give the State Security forces an excuse to "re-establish order."

few months? All along, the greatest fear of the revolution's leaders has been the kind of chaos which would, before or after the elections, give the State Security forces an excuse to "re-establish order." No one really knows the extent and structure of this repressive body, upon which the communist regime depended – not even the Minister of the Interior. In 1968, during the Prague Spring, Pavel, a communist reformer who headed the State Security apparatus for a few months, never was able to find out anything about the way it was run. Last November, the members of the State Security just vanished overnight – lock, stock and files. They have everything to lose and nothing to gain with the new regime.

How to deal with the communists? In a few factories and schools, "outraged citizens" have begun to get even. Calling themselves the Civic Forum – a movement gathering in all the opposition forces around Havel during the early days of the revolution – they get involved in the running of a factory on the grounds that the director is

an old Stalinist, and they decide which school teachers should stay or go. Although it's a far cry from the quick and nasty justice we saw in Romania, the people around Havel are horrified by it. On the whole this is a very pragmatic people, with little tendency to get carried away – not always an advantage, however, as the history of Czechoslovakia since World War II shows.

Those who were responsible for the bloody repression of 17 November must be brought to justice, of course, and the most corrupt members of the communist party apparatus must be punished. But the idea of a witch hunt is repul-

sive even to those who, like Havel, owe their present glory to the years they spent in prison. Furthermore, in a country where for the last forty years any advancement depended on membership in the single political party, many people became members only in order to get on with their work. Twice, after 1948 and after 1968, Czechoslovakia suffered a brain drain; intellectuals either left altogether or ended up as janitors and night watchmen. The country cannot now afford to banish specialists whose only fault is being communist. In most cases it would be impossible to replace them.

Unlike in Hungary and even East Germany, Czechoslovakia's entire economy was taken over by the state after 1948 – from the huge Skoda factories to the neighbourhood cobbler, from the grandest hotel at the Karlsbad spa to the smallest village pub, not to mention the steel mills of northern Bohemia. The new regime aims to re-establish a market economy, and on this everyone agrees. Shoemakers will own their shops, and family restaurants will open again. But after forty years of be-

ing directed by the state, of all initiative being crushed by the state, people will not get back into the entrepreneurial spirit overnight, ready to take financial risks, or even prepared to work overtime.

At the moment nobody serious has the kind of money needed to purchase the country's medium-sized businesses, let alone the giant heavy industries. Nobody that is, except the sons of some communist *apparatchiks*, and maybe a few blackmarketeers and foreigners.

Will there be a lot of unemployment? And what about the standard of living? The people of Czechoslovakia are used to more comfortable lives than their Eastern Bloc neighbours, thanks to the huge subsidies paid to farmers, and retail prices kept artificially low – but it won't be possible to keep on cheating like this. As for the magnificent forests, once the pride of the country, most of them are dead or dying from acid rain, and half of the potable water is contaminated. Can this environmental catastrophe be reversed?

A sense of humour and a talent to improvise are two qualities which have survived in Czech society even after decades of communism, and despite widespread cynicism and disillusionment. However, the late-night discussions in Prague in which I took part were unusually serious. Making fun of Soviet occupiers or laughing at the stupidity of Jakes, the former communist party secretary, was not only easier, it was also a way of surviving. "We have this terrible feeling of responsibility," a close friend of Havel's told me, "for such a long time all we did was say how bad things were. Now in the middle of this economic gloom it's up to us to do better." □

Věra Murray was born in Czechoslovakia, left the country in 1968 and is currently the Moscow correspondent for the Quebec magazine L'Actualité.

Translation by Eva Bild